



Plan Urbanisme Construction Architecture

Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables (PUCA)

Programme Vieillesse de la population et habitat

Marché n° : MAPA D07.26 (0700920) du 16/10/07

Titulaire marché : J. Mantovani, Orsmip

LES HABITANTS DU SUD-OUEST DE LA FRANCE ORIGINAIRES DES PAYS D'EUROPE DU NORD

Conditions d'habitat et de vieillissement

RAPPORT FINAL

**Jean Mantovani
Kadija Rafai
Michèle Chauveau
Jenny Duchier
Martine Gayral
Marc Pons
Monique Membrado**

Octobre 2009



Instituts
thématiques



Inserm

Institut national
de la santé et de la recherche médicale

LIPST
UMR 5193
LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE
SOLIDARITÉS, SOCIÉTÉS, TERRITOIRES

SOMMAIRE

1. RAPPEL DU PROJET	1
2. QUESTIONS DE MÉTHODOLOGIE	3
2.1 Organisation de l'enquête sur sites.....	3
2.2 Faible visibilité des migrants et pauvreté des sources statistiques	3
2.3 De la difficulté à faire « monographie ».....	4
3. PREMIERE PHASE DE RECHERCHE	5
3.1 Analyse documentaire	5
3.2 A la recherche de médiateurs d'enquête.....	6
4. DEUXIEME PHASE DE RECHERCHE	18
4.1 Trajectoires de migration et cycles de vie	18
4.1.1 Migrants de statut social modeste sinon très modeste	18
4.1.2 Migrants de statut moins précaire sinon privilégié.....	21
4.1.3 Statut social et mobilité	24
4.1.4 Migration, retraite et cycles de vie	25
4.1.5 Entre constructions dans le temps long et prise de décision rapide	27
4.1.6 Vont-ils rester, vont-ils repartir ?	30
4.2 Modèles de l'habiter.....	32
4.2.1 Formes atypiques de l'habiter.....	32
4.2.2 Quel modèle ? Quels modèles ?	33
4.2.3 Aménagements intérieurs des maisons.	35
4.2.4 La recherche d'un lieu d'ancrage, dite « par élimination »	35
4.2.5 Les limites du modèle fondé sur la mobilité.....	36
4.3 Migration et réaménagement des relations familiales.....	37
4.4 Visibilité, sociabilité et engagement dans la vie publique	50
5. RAPPORT A LA SANTE ET AU VIEILLISSEMENT	68
5.1 Introduction.....	68
5.1.1 Habiter plus sainement.	69
5.1.2 Résider dans le Sud-ouest français, et accéder à des soins de qualité	70
5.1.3 Dans des relations privilégiées aux soignants de proximité	71
5.1.4 Faible accès à l'offre de prévention gérontologique.....	72
5.1.5 Information et sentiment de légitimité.....	73
5.2 Pétition d'autonomie et « solutions » personnelles.....	75
ANNEXES.....	80
Éléments de bibliographie	81
Présentation des sites d'étude	83

1 - RAPPEL DU PROJET

Conditions du vieillir et enjeux locaux

Le projet s'est donné des objectifs à deux niveaux :

a) Développer une connaissance qualitative et alimenter la réflexion sociologique sur les trajectoires et le devenir résidentiel des migrants originaires des pays d'Europe occidentale du Nord (Grande Bretagne, Benelux, Allemagne, pays scandinaves...) qui habitent aujourd'hui de façon permanente ou temporaire, en résidence principale ou secondaire, dans le Sud-ouest de la France. Il s'agit de dresser un échantillon de recherche par entretiens semi-directifs constitué dans des proportions comparables :

- de « migrants de retraite » (personnes arrivées récemment après cessation d'activité)
- des personnes venues habiter dans la région à un âge moins avancé mais aujourd'hui âgées de plus de 60 ans

b) Préciser les modèles et méthodes nécessaires à une investigation plus ambitieuse ; dotée d'outils à la fois qualitatifs et quantitatifs, visant à analyser les parcours de vieillissement des personnes et ménages originaires des pays et régions du Nord européen (y compris la France), résidant à divers titres dans un pays ou une région du Sud.

Ce projet pilote fait appel aux méthodes de la sociologie compréhensive et mobilise un collectif de recherche qui réunit des sociologues, ethnologues et géographes intéressés à étudier les phénomènes et processus relatifs au vieillissement. Notre démarche se veut attentive à analyser les conditions et stratégies de l'habiter, mais aussi à un ensemble de dimensions dont nos précédents travaux ont montré la pertinence pour l'analyse des parcours du vieillir :

- les formes d'inscription sociale et relationnelle des personnes considérées (relations familiales intergénérationnelles ou autres, relations extra familiales),
- leurs systèmes de référence (valeurs, modèles de l'habiter, « idéaux » du vieillir),
- les trajectoires de vie, en insistant sur les moments de « transitions » (Caradec), les moments et formes de négociation, les réorientations de biographies individuelles, les choix et non choix qui ont participé aux changements de lieux de vie,
- la relation aux divers services de proximité, plus largement les formes d'une socio économie du domestique incluant interventions sur l'habitat au sens large, consommation courante, services divers aux personnes, aide à la perte de capacité...,
- les relations et activités développées par les migrants, leurs formes d'implication dans la vie locale, plus largement le rapport au local et à ses institutions.

Nous nous attachons dans un premier temps à mobiliser différents acteurs locaux (professionnels des services à la personne, de l'amélioration de l'habitat, élus locaux, agents immobiliers, autres acteurs du logement...), que nous sollicitons comme informateurs et comme médiateurs pour entrer en contact avec les personnes migrantes. Nous les interrogeons notamment sur les relations entre migrants et non migrants, sur les formes d'inscription sociale des Européens du Nord, leur visibilité sociale, sur leurs modes de prise en compte au niveau du développement local, économique et social...

L'objectif est de réaliser 48 monographies sur quatre sites à dominante très rurale de la région Midi-Pyrénées et de ses abords : Nord du Lot et confins de la Dordogne (Bouriane), sud du Gers et de la Haute-Garonne (Savès, Comminges), Ouest de l'Ariège (Couserans) et ouest du Tarn (Gaillacois). Il s'agit de secteurs clairement identifiés comme parmi les plus représentatifs (bien que sous des formes diverses) de l'immigration nord européenne dans le Sud-ouest rural du pays. Par « monographies » nous entendons des ensembles d'entretiens réalisés auprès de la personne migrante pressentie, d'un ou plusieurs membres de son entourage immédiat (famille, voisinage, relations amicales...), d'un ou plusieurs intervenants professionnels du secteur, et autres intermédiaires contactés. Le corpus ainsi constitué est au service d'une double analyse, des profils de migrants, et des sites d'enquête (réseaux à l'œuvre, formes organisationnelles).

2 – QUESTIONS DE MÉTHODOLOGIE

2-1 Organisation de l'enquête sur sites

Le travail d'enquête de terrain a porté sur les quatre sites pressentis.

On notera seulement que nous avons donné au site que nous avons investigué en dernier lieu un statut un peu particulier : celui d'équilibrage de l'échantillon, de façon à élargir la représentation de certaines catégories de migrants. Il est vrai que jusque-là, nos informateurs avaient montré une tendance certaine à nous adresser plutôt aux personnes et ménages de nationalité anglaise, au détriment d'autres catégories d'origine parmi les moins visibles ou les moins assimilées à l'objet de recherche : Allemands, Belges... beaucoup des intervenants que nous avons sollicités se sont laissés un peu porter par leur propre représentation : recherche sur les migrants d'Europe du Nord = étude sur les Anglais dans le Sud-ouest.

Ce choix d'organisation de la recherche est significatif des discussions qui ont animé le travail d'équipe sur son versant méthodologique : la première phase d'investigation nous a amené à constater que certaines composantes de notre « population cible » sont particulièrement peu visibles et difficiles d'accès par les voies institutionnelles et professionnelles (personnes de nationalité allemande, hollandaise... personnes les plus âgées, « doubles résidents »...). Il apparaît d'ores et déjà nécessaire de réserver une part du travail de terrain à une investigation plus ciblée auprès de certaines de ces composantes sociales. Le quatrième terrain qui concerne le département du Gers semble offrir des possibilités plus grandes d'entrer en contact avec certaines personnes, certains ménages ou « réseaux » d'interconnaissance parmi les moins visibilisés.

Ce constat constitue en lui-même un des premiers résultats marquants de la recherche, sur lequel nous revenons plus bas : la plupart de nos « médiateurs » se sont révélés occuper une position sociale excentrée vis à vis des habitants originaires d'Europe du Nord, et être peu en mesure de se poser en intermédiaires dans la relation d'enquête. Certains d'entre-eux nous ont cependant permis de « tirer des fils » (accéder à différents réseaux d'habitants de même origine nationale et de statut social relativement homogène), mais le sentiment général est que l'investigation de terrain, dans sa phase seconde, doit savoir s'ouvrir sur d'autres formes de prise de contact, formelles ou informelles¹.

Le rapport final rendra un compte circonstancié des contacts établis, de leurs modalités et de leur portée, de façon à alimenter la réflexion pour une recherche de plus grande ampleur.

2-2 Faible visibilité des migrants et pauvreté des sources statistiques

La faible visibilité de certaines catégories de migrants est d'autant plus sensible que les données de cadrage statistique sociodémographiques sont elles-mêmes très pauvres. On sait les contraintes dans lesquelles l'INSEE a enfermé l'accès aux données portant à petite échelle sur l'origine nationale des personnes. Le souci de prévenir le marquage de certains espaces géographiques parmi les plus stigmatisés constitue dans notre cas un empêchement majeur. L'enquête sur sites a par ailleurs confirmé que les données d'activités des services, comme les

¹ Par exemple, notre corpus compte déjà quelques exemples de personnes rencontrées hors de toute intercession institutionnelle ou professionnelle, sur un marché, dans un café...

données communales, sont très insuffisantes, sinon quasi inexistantes, concernant des « publics » le plus souvent inconnus des services.

Le besoin de cadrage quantitatif sur les différents sites n'en est que plus sensible. Nous nous sommes donnés pour objectif d'explorer différentes sources partielles potentielles :

- à l'INSEE pour ce que le traitement des données des dernières vagues de recensement promettent à l'horizon du début 2010.
- Les autres sources testées (ficher RMI / situations de précarité auprès du CG 81 et données du PACT / demandes d'aides financières et d'assistance pour adaptation du logement ne font apparaître que quelques individus.

2-3 De la difficulté à faire « monographie »

Les études que notre équipe réalise de longue date sur la condition du vieillir à un âge très avancé font généralement appel à une méthode d'entretiens « croisés » entre la personne âgée elle-même et divers représentants de son entourage immédiat : « aidants » familiaux ou professionnels, amis, voisins...

Les migrants âgés originaires d'un pays d'Europe du Nord installés en milieu rural du Sud Ouest français sont dans la plupart des cas d'un âge moins avancé (60 à 70 ans, et non pas 75 ans ou plus), et surtout dans des relations de proximité qui font une place moindre à la famille et à la vie communautaire rurale.

Les enfants des migrants habitent souvent très loin de leur(s) parent(s), parfois sur un autre continent. Il s'avère qu'ils restent le plus souvent inaccessibles même lorsqu'ils résident à peu de distance de leur(s) parent(s) retraités.

Ces migrants relativement jeunes sont, sauf cas particuliers, inconnus des services médico-sociaux de statut institutionnel.

La méthodologie des monographies d'entretiens semi-directifs repose dans ce cas de figure sur d'autres systèmes relationnels, d'abord sur les liens tissés entre pairs d'âge et de trajectoire résidentielle, parfois sur les relations tissées dans les rapports de voisinage, de vie associative, avec les professionnels du bâtiment...

3 – PREMIERE PHASE DE RECHERCHE

3-1 Analyse documentaire

L'analyse documentaire a porté d'une part sur la production scientifique, d'autre part sur les formes de médiatisation du phénomène à travers Internet, les organes de presse et autres moyens participant à l'information du phénomène au plan local.

Il est encore trop tôt pour produire une analyse détaillée, mais quelques grandes lignes apparaissent d'ores et déjà :

Documentation scientifique

Considérant les sciences humaines et sociales dans leur acception la plus large (des disciplines littéraires aux sciences économiques), les études et recherches qui ont considéré le phénomène restent rares. Celles qui se sont attachées à étudier les conditions de vieillissement des migrants européens en France font encore exception.

Les travaux sur les migrations de retraite et sur les pratiques de secondarité à cet âge de la vie restent à développer, ces sujets restant d'investigation malaisée. Les études en gérontologie sociale continuent à se centrer de façon encore assez exclusive sur les enjeux du grand âge et de la « vieillesse dépendante » entre soutien familial et aides professionnelles. Il est exceptionnel que les corpus de recherche incluent des personnes originaires d'Europe du Nord.

Nous verrons que l'un des propos principaux au stade de l'analyse de l'enquête de terrain sera de montrer en quoi ce constat peut être certes lié à l'âge actuel des habitants migrants, parmi lesquels les personnes très âgées restent peu nombreuses, mais aussi à un rapport plus distant à l'offre institutionnelle comme vis-à-vis du soutien familial. Nous chercherons à montrer en quoi la pétition d'autonomie de la personne ou du couple âgé prend souvent le pas sur les valeurs du soutien familialiste.

On a vu plus haut les difficultés que rencontre la recherche à informer le phénomène au plan statistique, mais les approches plus qualitatives de grande envergure font également défaut à ce jour. Les travaux de démographie portant sur le « vieillissement de la population » ne font guère de place au vieillissement individuel des migrants. On constatera notamment que la thématique des « vieux migrants », qui a récemment pris rang de paradigme de la recherche et de l'action sociale, recouvre essentiellement et de façon limitative les « publics » effectifs ou potentiels de migrants d'origine économique ou politique arrivés en France après la seconde guerre mondiale (pays du Maghreb, Afrique Noire, Sud-est asiatique.)

Concernant les Européens du Nord, les travaux les plus nombreux ont été réalisés par des économistes et géographes qui se sont intéressés aux conditions socio-économiques qui ont favorisé ces migrations : coût du foncier et du bâti, parité €/Livre, développement des compagnies low coast... Certaines ont montré comment ces conditions pouvaient apparaître particulièrement favorables dans les années 90 et de moins en moins au cours de la période plus récente.

Médiatisation du phénomène

Les grands thèmes :

Une abondante littérature est accessible sur internet et dans les médias de proximité qui développe des représentations des habitants migrants souvent très marquées de stéréotypes : y dominant des figures d'Anglais aventureux, qui ont « envahi » certaines zones rurales du Sud Ouest en provoquant une hausse du coût du bâti très préjudiciable aux jeunes locaux en mal d'autonomisation résidentielle. Le propos participe à déplacer le regard qui se portait précédemment sur les effets de la secondarisation de l'habitat rural, phénomène marquant de la métropolisation à l'œuvre depuis les années 60 (voir les données jointes à la présentation des sites). L'augmentation du prix du bâti s'est donc amorcée bien avant les dernières vagues d'arrivée de migrants d'Europe du Nord. Il n'en reste pas moins que l'arrivée des Anglais et autres nouveaux habitants a fortement boosté le marché et provoqué une augmentation très rapide. On verra par exemple que différentes sources partielles font état d'un doublement en moins de 10 ans, dans l'Ariège comme dans les autres secteurs étudiés. La presse se fait aussi largement l'écho du coup d'accélérateur lié au développement des aéroports locaux, notamment sur le développement d'une offre de séjours touristiques de type gîtes ruraux, chambres d'hôte... Une économie nouvelle se fait jour, qui alimente d'autant un discours ambigu qu'elle reste peu lisible et, dit-on, peu accessible pour les habitants du cru. Nombre d'héritiers d'anciens biens agricoles à l'abandon ont fait d'excellentes affaires en vendant très cher aux « Anglais » mais l'accent est le plus souvent mis sur la faible intégration des nouveaux arrivants : ils sont réputés vivre et échanger entre eux, faire peu d'efforts dans l'ensemble, pour communiquer avec les non anglophones, ne pas beaucoup s'impliquer dans la vie publique des villages...

Mais voilà qu'ils s'avèrent représenter un électorat important susceptible de peser fortement sur les résultats des scrutins communaux... Lors des dernières élections municipales, la presse a ainsi fait une large place à la présentation de personnages qui se distinguent comme jouant un rôle d'interface entre les deux mondes en présence.

3-2 A la recherche de médiateurs d'enquête

A la recherche des continuités sociales et politiques entre habitants « du cru » et habitants originaires d'un pays d'Europe du Nord

La première phase de recherche avait donc une double finalité :

- nous permettre d'établir des relations de confiance avec des personnes et ménages immigrés de différents profils sociologiques, en faisant appel aux intervenants en position intermédiaire, supposés avoir déjà établi des liens de confiance, sinon d'appartenance à des réseaux transversaux de sociabilité, de partage d'activité, d'implication dans la vie publique,
- tester par ce biais le potentiel de médiation entre migrants et non migrants, les liens éventuels établis entre intervenants professionnels et migrants, le lien politique, au sens des interfaces entre la scène publique locale, les élus et les migrants...

Le résultat global de cette investigation lourde a été le plus souvent décevant.

Nous présentons ci-dessous rapidement la démarche et les contacts établis, avant de présenter les résultats à grands traits. Le rapport final à venir proposera une analyse plus circonstanciée, intégrant plus avant les enseignements des deux phases de la recherche.

Présentation

Cette première phase d'investigation a été pour l'essentiel réalisée en 2008, sauf le site Gers-Comminges où nous avons cherché à diversifier nos prises de contacts, notamment en direction des personnes et ménages d'origine néerlandaises, peu présents dans notre échantillon jusque là. Nos choix initiaux de méthode traduisent une préoccupation première : aussi nombreux soient-ils et installés de longue date², les habitants du Sud Ouest rural originaires d'un pays d'Europe du Nord restent peu visibles, sinon en quelques lieux et manifestations publiques (marchés traditionnels, quelques lieux de restauration, ...). L'opinion dominante relayée par les médias a imposé l'idée qu'ils « vivent entre eux », qu'ils ne se « mélangent pas », qu'ils ne parlent pas le français... L'image dit que dans les villages et plus encore dans les espaces d'habitat dispersés, deux mondes se côtoient sans guère se croiser. Elle est en partie contredite dans la mesure où la chronique locale fait de plus en plus souvent état de rencontres, d'animations socioculturelles, qui cherchent à provoquer la rencontre, met en exergue certaines figures de transfuges ou de « passeurs », les « couples mixtes »....

Au stade initial de la recherche, il paraît difficile de construire la relation d'enquête avec les retraités immigrés sans mobiliser des « médiateurs », professionnels, élus ou simples habitants, susceptibles d'aider l'équipe à établir le contact sur des bases de confiance. Nous y avons consacré la première phase de la recherche.

Mais l'enjeu essentiel est d'abord de tester les relations et interactions dans lesquelles les Européens apparaissent. Au-delà, ce sont les formes d'insertion sociale des « immigrés » que nous avons voulu tester, les formes éventuelles d'un lien social et économique, et d'un lien politique susceptible d'intégrer les arrivants de plus ou moins longue date.

L'exercice s'est montré révélateur d'un certain déficit de médiation sociale entre les migrants et le politique local.

Il n'est pas inutile de recomposer les contours des contacts établis. L'inventaire ne prétend pas à l'exhaustivité.

² Nous n'avons pu développer une présentation de la situation démographique dans les sites retenus, mais les indications croisées de différents acteurs, et y compris des migrants eux-mêmes, situent la part des ménages originaires d'un Pays d'Europe du Nord à un niveau approximatif de 10% de la population totale des ménages. Cette proportion peut-être nettement dépassée dans certaines zones rurales peu peuplées.

Il est dans tous les cas bien difficile de se doter de données chiffrées représentatives, notamment du fait des difficultés rencontrées à qualifier la situation des habitants temporaires, résidents secondaires, résidents principaux mais à titre saisonnier, résidents permanents. L'inaccessibilité des données de nationalité, s'agissant des résultats du recensement INSEE sur des secteurs géographiques de petite taille et de densité de population très faible, ne facilite pas l'accès à l'information.

Sur le site lotois :

On été contactés, dans un premier temps :

- un agent immobilier
- l'Espace Personnes Agées de la ville de Gourdon (coordination gérontologique)
- le centre social de la Bouriane (intercommunalité)
- Maire et élu départemental.

Dans l'ensemble, démarche peu productive.

Dans un second temps, à la recherche de personnes d'origine nord-européenne en situation « intermédiaire » :

- Employée de commerce
- Elue locale
- Association de défense de l'environnement
- Lien d'interconnaissance des personnes et couples déjà interviewées.

Sur le site tarnais :

- agents immobiliers (2) (l'un des deux nous a permis d'ouvrir le principal « fil » par contacts initiaux et mises en relation ultérieures.
- Pact-Arim (sans suite)
- Services départementaux de l'équipement (aucun contact)
- association culturelle
- Infirmière de SIAD (deux contacts)
- Service d'aide à domicile (aucun contact)

Sur le site ariégeois :

Dans un premier temps (resté improductif)

- Syndicaliste agricole
- Président de comité de commune et président de CLIC
- Maire et ancien directeur de service aux personnes âgées
- Agent immobilier
- Centre Local d'Information et Coordination gérontologique.

Dans un second temps plus productif :

- rencontres directes
- association de pratique des langues.

Sur le site commingeois et gersois :

A un premier niveau

- Maires de communes rurales (2)
- Architecte, agent CAUE
- Ancien agent immobilier
- Responsable de centre de vacances
- Consultant
- Agricultrice ()

Dans un second temps

- Membres chorale

Les premiers contacts nous ont permis d'entrer en contact avec plusieurs Européens du Nord impliqués dans la vie associative locale, qui nous ont à leur tour présenté d'autres personnes, notamment parmi les membres de plusieurs chorales.

On mesure les difficultés rencontrées à la recherche de « médiateurs », et on mesure de même le peu de visibilité des habitants originaires d'Europe du Nord.

Les entretiens de première phase ont mobilisé plus de 25 personnes : élus, professionnels divers, associatifs... autant d'entretiens qui n'ont le plus souvent guère permis d'établir le contact direct avec les habitants originaires d'Europe du Nord.

Avant d'engager l'analyse détaillée de ce corpus, nous nous arrêterons brièvement sur deux constats :

- Pour entrer en relation directe avec les habitants âgés européens du nord, l'enquête a dû se situer au plus près des relations « mixtes » de voisinage et des « réseaux » d'interconnaissance entre ressortissants. C'est donc au plus près du terrain qu'il nous a fallu intervenir, par déficit de médiation institutionnelle.

Une autre possibilité s'est cependant révélée, liée à l'activité de quelques associations impliquées dans la vie rurale qui ont su réunir habitants d'origine locale et étrangère. Il s'agit de petites structures qui poursuivent divers buts :

- Le plus souvent socioculturel : ainsi les chorales, pas nécessairement d'inspiration religieuse (certaines font dans la chanson moderne ou type « nostalgie »), mais aussi dans le domaine historique local...
- De protection de l'environnement rural (dans le Lot, en Comminges contre la création d'une porcherie industrielle ...).
- Ou encore impliquées dans un rapprochement entre habitants, soit par l'apprentissage des langues (cours d'anglais, au français, cours de français aux personnes d'origine étrangère), soit par la mise en place de cellule d'aide juridique aux « étrangers »...

- Le deuxième constat est le corollaire du précédent : le « recrutement » d'enquête s'est fait essentiellement **en direction des personnes et ménages les mieux intégrés dans les réseaux locaux, essentiellement aussi parmi les habitants permanents ou au moins à titre principal**. Certes la diversité des « intermédiaires » sollicités sont assez divers pour garantir une certaine diversité du corpus d'enquête, mais il n'en reste pas moins que les résidents secondaires, habitants saisonniers pour des périodes plus ou moins longues, sont les moins visibles, souvent inconnues non seulement des édiles locaux mais y compris des réseaux d'habitants d'origine étrangère les plus « installés » dans la vie locale. Notre corpus de deuxième phase s'en ressent dans la mesure où il a été constitué pour l'essentiel en explorant les réseaux informels d'interconnaissance, réseaux de pairs d'origine sociale et/ou géographique, réseaux locaux établis sur la base d'activités communes, réseaux de voisinage.

Des migrants.

Nous désignons les Européens du Nord en tant que « Migrants » ou « Immigrants ».
Cette dénomination ne va pas de soi considérant le point de vue de certains des intermédiaires que nous avons sollicités.

- l'expérience antérieure de l'immigration dans le Sud-ouest s'est souvent focalisée sur cette part des personnes et familles d'origine espagnole, portugaise, italienne ou autre, qui se sont fixés définitivement. La présence des Anglais, Hollandais... est parfois représentée comme temporaire, susceptible de déboucher sur le retour au pays, comme les médias l'on encore récemment fortement suggéré.
- Le statut de ces nouveaux arrivants est en outre représenté de façon très différent de leurs prédécesseurs du Sud. Contrairement à ces derniers, leur installation est perçue sur un mode plus ambivalent, entre propos qui les désignent comme envahisseurs, responsable de l'inflation du prix du bâti, et propos plus favorables, qui valorisent entre autres la valeur qu'ils apportent au pays d'accueil, que l'on imagine proportionnelle aux moyens financiers qu'on leur suppose.

Or nous verrons tout au long de l'exposé :

- que les personnes et couples d'Européens du Nord qui ont participé à l'étude, sont pour la plupart habitants permanents du lieu, et dans leur majorité sans doute habitants définitifs. Nous n'avons pas eu accès, ou très peu, aux habitants transitoires, ni aux résidents secondaires.
- que les situations des migrants en France du Sud n'est pas toujours, loin de là, celle de gens fortunés, en villégiature dans le Sud-ouest touristique.

Nous nous attacherons au stade de la synthèse finale, développer notamment le propos comparatif entre ces migrants et d'autres de toute autre origine sociale et géographique.

Éléments d'analyse

Dans leur ensemble, les élus et opérateurs locaux ont rarement un point de vue mieux informé que les formes de médiatisation du phénomène. La plupart éprouvent des difficultés à se représenter les trajectoires de migrants, leurs motivations et formes d'insertion locale. Il en va le plus souvent à propos des arrivants des années 90-2000 comme il en fut à propos des « néo-ruraux » des années 70-80, dont une partie était aussi d'origine étrangère : ils sont restés longtemps fort peu visibles et considérés avec distance.

Les acteurs éprouvent notamment de grandes difficultés à qualifier les situations des migrants dans leur diversité et restent enfermés dans un traitement stéréotypique des personnes ramenant la qualification de celles-ci ou de groupes de personnes à une supposée dite nationalité qui définirait leur culture, leur comportement, leur façon d'être et de faire. Jusque là dans leur discours ils paraissent peu sensibles aux enjeux du développement local, notamment en matière

de potentiel de services. Leur connaissance des situations et trajectoires d'habitants reste très partielle, elle est essentiellement fondée sur l'immédiate proximité dans des rapports privilégiés d'intimité relationnelle.

Les personnes interrogées ont dans l'ensemble une vue bien peu panoramique sur les situations et parcours de migrants d'Europe du Nord. Leur regard reste le plus souvent dans les limites des contacts qu'ils ont établi dans leur univers professionnel, dans la plupart des cas assez ponctuels et peu durables, du sentiment qui résulte de voisiner à distance avec de nombreuses personnes d'origine migrante. Ce regard demeure fortement empreint de stéréotypes nationaux portant notamment sur l'aptitude à l'intégration des nouveaux habitants,

- soit dans un registre positif : les nouveaux arrivants sont considérés du fait de leur statut comme s'intégrant mieux que leurs prédécesseurs migrants économiques ou réfugiés pauvres des années 40-50 (Espagnols, Portugais,...), et bien mieux que les « hippies » ou néo-ruraux des années 70. Ils participent à la vie et à l'économie du tissu local, se révèlent être de grands consommateurs (activités, loisirs, travaux, clients du petit commerce local et des marchés...)
- soit dans le registre négatif : les Anglais habitants des lieux où se concentrent des logiques de l'entre-soi, et plus encore les Hollandais ou Allemands... Les Anglais arrivant comme de nouveaux colonisateurs...

Le point de vue de la plupart des opérateurs ne prend ainsi guère de distance vis à vis de la façon dont les médias locaux et nationaux illustrent le phénomène migratoire, il se focalise beaucoup sur les effets sur le prix du bâti ancien et celui du foncier à bâtir, supposés induits par l'arrivée des étrangers européens, phénomène dans lequel l'impact des résidents secondaires métropolitains est peu considéré.

Dans l'ensemble également, ces contacts initiaux n'ont que partiellement répondu aux attendus de l'enquête : les opérateurs locaux se sont avérés faiblement en mesure de jouer les médiateurs auprès de l'équipe de recherche.

Face à un phénomène de peu de visibilité locale, la situation des migrants les plus âgés apparaît souvent comme la moins visibilisée.

Il convient cependant de ne pas réduire l'ensemble des acteurs rencontrés à un propos général.

Les élus locaux

Les élus locaux interviewés (Lot, Ariège) éprouvent des difficultés à qualifier les situations de migrants au-delà des quelques contacts, le plus souvent fugitifs, qu'ils ont établis du fait de leur fonction ou de simples relations d'immédiate proximité. Les entretiens enregistrés sont significativement émaillés de formules de type « je crois qu'ils ... », « je pense qu'ils... », « je ne sais pas », qui disent combien le regard de ces acteurs est globalisant et incertain, essentiellement centré sur « les Anglais ». Au-delà de cette focale, ils cultivent assez étroitement le stéréotype, soit sur un versant positif : les nouveaux arrivants des années 90-2000 sont les bienvenus dans la mesure où les ressources dont ils sont supposés disposer sont de nature à participer au développement local. Il n'en reste pas moins qu'ils sont considérés comme jouant un rôle majeur dans l'inflation du prix du bâti, au détriment des jeunes locaux en mal de logement autonome.

Les figures les plus valorisées concernent d'abord les actifs hyper-mobiles : employés de l'aéronautique ou des grands chantiers internationaux, qui cultivent l'habitat rural dans les

campagnes du Sud-Ouest où ils se sont établis avec leur famille en résidence principale, inscrit leurs enfants à l'école communale...³

Bien qu'à un degré moindre, la figure des « jeunes retraités » est également valorisée : ils ont entre 50 et 70 ans, ils se sont rendus visibles en « retapant » de l'habitat vétuste qui n'était plus sur le marché, certains se sont investis dans la vie socioculturelle locale...

Les élus rencontrés ne se montrent guère en mesure de qualifier les situations individuelles dont ils ont eu connaissance. Certains mentionnent incidemment le fait que quelques actifs ont convaincu leurs parents âgés de venir habiter avec eux, sans qu'il leur soit possible d'établir si ce type de situation revêt un caractère transitoire ou définitif.

Il se confirme ce que diverses études régionales ont mis en évidence par le passé, à savoir la faible sensibilité des élus ruraux aux enjeux du vieillissement et aux potentiels qui s'y attachent en termes de développement local. On constate par exemple sur le site ariègeois que les projets de développement du bassin de vie, lorsqu'ils s'intéressent aux « immigrants » visent essentiellement les « nouveaux actifs », et bien peu les publics âgés.

Les entretiens ont souvent pris un tour un peu étonnant dans lequel les élus interrogés affirment que c'est la démarche d'étude qui leur fait prendre conscience des enjeux de développement local lié au vieillissement des nouveaux habitants.

Les acteurs des services à la personne

Ils apparaissent jusque là peu ou pas du tout sollicités par les habitants âgés originaires d'Europe du Nord. L'enquête s'est adressée en premier lieu aux animateurs des instances de coordination gérontologique (Comité Locaux d'information et de Coordination, Espace Personnes Âgées, ...), mais s'est aussi portée à différentes reprises au devant d'autres personnes ressources (infirmière bilingue d'origine migrante, agents de CCAS, animatrices sociales...). Rares sont les migrants âgés connus des services, ce que les intervenants tentent d'expliquer par défaut en mobilisant différents arguments :

- Par le fait que les migrants d'âge très avancé susceptibles de s'adresser aux services sont peu nombreux encore, qu'il s'agisse des « néo-ruraux » des années 70-80, pour la plupart arrivés très jeunes et aujourd'hui dans la classe des jeunes seniors, ou qu'il s'agisse des migrants de retraite de la période 90-2000, qui se situent aujourd'hui en majorité dans la classe d'âge des 55-70 ans. Nos premières investigations de terrains montrent cependant qu'il existe de nombreuses exceptions de personnes plus âgées, pour autant inconnues des prestataires de services.
- Par le fait que la plupart des personnes repartiraient dans leur pays d'origine à l'apparition des premiers signes majeurs de perte d'autonomie,
- De façon plus convaincante, par la non demande, attribuée soit à la méconnaissance de l'offre, soit aux ressources élevées des ménages en présence (les personnes feraient appel à des employés de maison sans passer par les dispositifs du maintien à domicile), soit à une réticence supposée liée au statut d'étranger, à une culture nationale de moindre recours aux soins, à des situations de non droit...

Dans l'ensemble, ces rationalisations par défaut dénotent également la méconnaissance dans laquelle se trouvent les opérateurs face à ces publics potentiels. Comme précédemment, ce sont

³ On s'arrêta notamment à considérer le contexte ariègeois

les énoncés stéréotypiques qui prévalent lorsque sont désignés globalement les Anglais, les Hollandais ou les Allemands.

On constate de fait, par exemple auprès des acteurs sociaux et médico-sociaux en charge de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, que les personnes vieillissantes connues des équipes en charge de son instruction sont très peu nombreuses, et notamment dans les secteurs où l'immigration d'Europe du Nord s'est manifestée le plus tardivement.

Toutefois, le site lotois (pays de Bouriane) fait un peu contrepoint : c'est dans ce secteur aux confins du Périgord que le phénomène migratoire est apparu le plus tôt, dès les années 80, puis s'est le plus fortement amplifié par la suite. Le nombre et la densité des nouveaux habitants en attestent comme l'augmentation des échanges via les « petits » aéroports de Bergerac, Périgueux ou Limoges.

Les migrants bénéficiaires de l'APA restent peu nombreux mais quelques exemples de trajectoires de santé ont pu être fournis impliquant des européens du Nord d'âge très avancé et ayant connu des déboires majeurs de santé.

La caractéristique essentielle de ces situations et parcours, telles qu'en font état les acteurs de la coordination gérontologique, semble être dans le fait que les services sont convoqués à un stade tardif, après apparition de troubles chroniques graves, accident cérébral, perte majeure au plan cognitif... Ces exemples semblent confirmer l'opinion des intervenants qui font état de retards relatifs dans le recours à l'offre de soins et de services de prévention.

Pour expliquer ce phénomène, les mêmes acteurs en charge de l'évaluation des besoins au cas par cas et de la mise en œuvre des moyens de l'aide à domicile mettent souvent en avant la barrière de la langue comme obstacle majeur à la construction du rapport offre/demande, autant pour les migrants que pour les professionnels. On peut avancer avec quelques-uns de ces intervenants que l'inadéquation des services apparaît parfois plus profonde, notamment en l'absence de fonctions de médiations (opérateurs maîtrisant l'anglais) et de médiateurs informels (voisins, conjoint, descendants de la personne âgée – les enfants sont souvent loin et non mobilisables). L'action de prévention du vieillissement s'est concentrée sur les figures du rural traditionnel : soutien familial, solidarités de voisinage, relations amicales entre pairs... Les dispositifs du maintien à domicile ne sont efficaces, notamment auprès des personnes réputées les plus isolées, que pour autant que se réalise au moins partiellement l'articulation entre soutien « formel » et soutien « informel », chose qui apparaît difficile à réaliser auprès des personnes vieillissantes d'origine migrantes. La quête des « médiateurs » potentiels devient alors un enjeu important. C'est aussi sur le site du Lot que les personnes qui assurent ce type de fonction plus ou moins formalisée (souvent des personnes également migrantes, mais plus jeunes et prenant une part active dans l'animation de la vie publique locale) nous ont été désignées les plus nombreuses. Celles-ci sont également devenues une « cible » privilégiée de notre démarche de recherche.

Les opérateurs privés de l'immobilier

Les notaires, et agents immobiliers ont une visibilité plus grande sur cette composante migratoire que les acteurs déjà considérés. Les limites sont cependant vite atteintes pour la plupart d'entre eux lorsque les relations s'arrêtent aux transactions pour l'accès à l'habitat, dont ces professionnels disent eux-mêmes qu'elles peuvent avoir été très brèves (on verra que c'est ce que confirment certains des nouveaux habitants rencontrés qui disent s'être décidés en

quelques jours et quelques visites). En outre, toutes les transactions ne passent pas par les agents immobiliers et les plus visibles étant ceux qui ont récemment acheté un bien, ces agents n'ont que très peu de vue sur les personnes les plus âgées qui se sont installées durablement.

C'est à leur contact que se sont ébauchées les premières tentatives de déclinaison des composantes différentielles de la « population » considérée, de définitions « typologiques » en fonction du statut social des migrants et de leurs parcours résidentiel.

Ainsi sur le site tarnais, où l'un des agents contactés décline les « catégories de gens à laquelle moi j'ai eu à faire ? On va dire que ça va se décomposer principalement en trois parties... J'ai pour la plupart du temps eu affaire à des gens en fin d'activité, fin d'activité pour eux c'est 50 ans, des gens qui ont travaillé en Asie, dans la finance etc. qui ont gagné beaucoup d'argent. »

() *La deuxième clientèle, a été une clientèle de personnes arrivant à la retraite, des couples anciens qui arrivaient à la retraite, qui avaient placé leurs économies dans les bourses de NY en particulier, et qui avaient des stock-options et des trucs comme ça. Donc ils ont acheté au départ de belles propriétés qu'ils ont rénové à leur goût et, comme il y a eu la crise de la bourse de NY, leurs revenus diminuant, ont été obligés de revendre avec une belle plus-value pour acheter plus petit et recommencer. » () la troisième catégorie, ce sont des jeunes qui sont pas argentés du tout, Anglais toujours, qui empruntent pour acheter une propriété et en tirer un revenu. C'est à dire que d'une part ils se sont installés comme maçons, plâtrier, électricien... Comme les Anglais faisaient faire énormément de travaux et qu'ils étaient Anglais, par le biais d'une compréhension meilleure etc. »⁴*

Le propos est bien sûr fonction de la position des transacteurs qui ont « eu affaire » avec des migrants. Il est également fortement marqué de représentations stéréotypiques : les Anglais sont « sinueux », les Allemands « très carrés »... S'exprime aussi le différentiel de terroir qui porte sur les caractéristiques locales de l'habitat : petits châteaux de pierre blanche dans le Tarn⁵, grandes fermes en L des confins du Gers, fermes isolées de l'Ariège, petites propriétés du Lot Bouriane.

Mais les agents de l'immobilier attirent souvent l'attention sur des dimensions qui se confirment par ailleurs, auprès des habitants eux-mêmes en particulier sur la grande mobilité des « jeunes » retraités parmi les moins fortunés qui pratiquent l'acquisition-réhabilitation revêt à plusieurs reprises : « j'ai nombre de clients qui ont fait ça 3, 4 ou 5 fois d'affilée de façon à continuer à survivre tout en conservant le standing de vie qui était parfaitement honorable pour eux »⁶

Apparaît derrière l'idée que la plupart des nouveaux habitants se situent dans un rapport à l'habiter qui n'a guère de point commun avec celui des arrivants qui n'« ont pas du tout le même lien que les Français avec leur maison. C'est plus un outil (ou instrument) qu'un patrimoine. » AI Ariège, « le développement qu'il y a eu au niveau de cette clientèle est dû au modem » (Tarn).

⁴ Agent immobilier Tarn

⁵ « le modèle de rêve d'un Anglais, c'est d'avoir un pigeonnier et un corps de ferme au milieu des vignes avec une vue imprenable. » () « toujours à la recherche d'une qualité de vie » qu'ils considèrent comme inaccessible dans leur pays d'origine. » (idem)

⁶ Idem

Profils de migrants et principaux axes d'analyse

Dans l'ensemble, cette phase d'enquête aura permis quoi qu'il en soit d'ouvrir différentes pistes de réflexion, à élargir ultérieurement en croisant les regards exogènes et endogènes, concernant les trajectoires et situations de migrants d'âge avancé.

Trajectoires résidentielles et modèles de l'habiter

Les dynamiques d'installation apparaissent différentes d'un site à un autre :

- Il se confirme par exemple que les premières vagues d'installations se sont manifestées plus tôt dans le département du Lot que partout ailleurs et que la question du vieillissement des migrants commence à se manifester le plus clairement. Inversement, le site ariègeois a attiré plus tardivement une première vague de migrants de retraite à un âge encore peu avancé. Mais la plupart des intervenants ont pu observer deux vagues principales, l'une, celle des « précurseurs », remontant à une dizaine d'année ou plus, dont une partie des représentants se sont installés durablement et ont vieilli sur place, l'autre plus récente concernant souvent de jeunes retraités. La majorité des personnes interrogées considère que la période actuelle est marquée par un certain tassement du nombre des installations. Le constat est particulièrement fort dans le Lot, où le prix du bâti a atteint des seuils dissuasifs.

- Il se confirme également à travers les exemples cités, que les composantes de cette « population » des Européens sont très composites, en décalage avec l'imagerie des « riches » anglais acheteurs de biens en France. D'abord en termes de statuts sociaux : si une partie des « précurseurs », notamment sur le secteur des châteaux tarnais, était composée de personnes et de couples disposant de ressources très importantes et qui ont investi dans la pierre à réhabiliter, nombre de cas évoqués désignent des personnes de statut plus modeste, et parfois très modeste (Rmistes). C'est vrai aussi en ce qui concerne les formes de l'habiter : entre des résidents secondaires qui ne passent que quelques semaines par an dans leur résidence française, habitants « alternatifs », résidents permanents qui font de fréquents séjours dans leur pays d'origine, ou qui n'ont au contraire conservé que peu de lien hors de France... les disparités peuvent s'avérer particulièrement sensibles. Il en va également au plan familial : la plupart des migrants vivent en couple, sans enfant ni ascendant, où avec des enfants qui habitent dans un autre pays. Mais nos interlocuteurs nous ont aussi indiqué bien des situations atypiques, couples venus avec leurs enfants, retraités ayant dans un second temps « fait venir » un ou des ascendants, ...

Les opérateurs locaux se représentent les modèles qui ont amené les migrants à venir s'installer en milieu rural comme privilégiant des valeurs d'historicité, de qualité environnementale, le patrimoine local au sens large, le soleil, le calme... parfois aussi la qualité des services publics à la française. On peut penser, et nous le vérifions d'ores et déjà, que cette vision n'est pas trop décalée par rapport à celle des migrants eux-mêmes. L'imagerie la plus récurrente est celle de la grande mobilité. Les exemples cités font état de personnes qui ont acheté une résidence et l'ont occupée quelques années avant d'aller s'installer ailleurs, de personnes et de couples ayant suivi des trajectoires résidentielles très complexes, parfois à l'échelle de la planète... L'extrait d'entretien ci-dessous reproduit des propos qui apparaissent également assez en phase avec ce que nous apprend la deuxième phase d'enquête sur les profils de migrants :

« Q : Est-ce que cette mobilité a quelque chose à voir avec le fait que pour une bonne part ce sont déjà des internationaux, c'est-à-dire des gens qui ont eu une vie très mobile ?

R : Oui, déjà la nature anglaise on sait que ce sont des commerçants qui s'expatrient facilement ou qui voyagent beaucoup mais, de l'autre côté, le fait qu'ils aient cette capacité à changer facilement d'habitation principale est due au fait qu'ils ont vécu à droite et à gauche, parce que leur père était militaire, parce qu'il était ingénieur à Abou Dabi, etc. Et donc ils n'ont pas du tout le même lien que les français avec leur maison. C'est plus un outil qu'un patrimoine.

Q : un patrimoine au sens où on l'entend...

R : Au sens où on va léguer à nos enfants. Je n'ai jamais entendu un Anglais parler de « comment je vais faire pour léguer ça à mes enfants » ? A ma femme oui, s'il m'arrive quelque chose, mais c'est pas le souci de créer un patrimoine à transmettre aux héritiers. C'est pas du tout ça. Ils profitent de leur propriété tant qu'ils l'ont et ils sont prêts à en changer dès que les besoins de leur vie le leur imposent ou qu'ils font un choix de vie différent. » (Tarn)

La question de l'intégration et de la citoyenneté

Les anciens « néo-ruraux » des années 70-80 sont généralement restés ces « marginaux » que les représentants des communautés locales comme la plupart des habitants voyaient en eux, prototypes des immigrants indignes. Les personnes interrogées s'étonnent parfois que l'on cherche à établir un rapprochement entre les « hippies » et les nouveaux arrivants, fussent-ils de la même origine lointaine. Or les sites que nous avons retenus sont reconnus à la fois pour la précarité d'une partie de ses habitants⁷ et pour l'attractivité qu'ils exercent sur les Européens du Nord.

Les migrants âgés sont paradoxalement décrits comme bien « intégrés », formule toute relative qui signifie qu'ils sont autrement mieux venus que les « marginaux » et même qu'en leur temps les migrants économiques d'origine espagnole ou portugaise. Mais le paradoxe reste entier de la part de tous ceux qui décrivent les « Anglais » et les autres comme vivant dans un fort repli communautaire...

Derrière la question de l'intégration se profile celle de l'accès à la citoyenneté et aux services dont on a vu qu'elle reste largement en suspens. Les migrants « demandeurs », qui s'inscrivent dans une démarche d'aller vers les institutions et leurs représentants, apparaissent très peu nombreux, et demandent pour ceux qui en ont fait le pas une certaine maîtrise de la langue, comme ceux qui se sont implantés dans le tissu local à travers la vie associative notamment. La recherche de « médiateurs » effectifs ou potentiels, passage obligé de notre démarche d'enquête, s'est révélée difficile par la voie de la plupart des professionnels et représentants locaux. Il reste à envisager d'autres formes de médiation, faisant notamment appel à des médecins généralistes, des infirmières, des secrétaires de mairie... susceptibles d'alimenter les monographies d'individus et de faciliter la prise de contact avec eux.

Le vieillissement

On a vu que les problématiques du vieillissement et de l'immigration européenne se croisent très rarement. Les rares exemples évoqués se rapportent à des individus en perte majeure d'autonomie relevant plus ou moins ponctuellement d'une prise en charge individuelle médicale

⁷ Voir « Une approche de la précarité en Midi-Pyrénées ». Dossier de l'INSEE. 2006. Que ce soit en Ariège, dans le Lot ou à un moindre degré dans le Tarn, nos terrains d'étude affichent des proportions très supérieures à la moyenne régionale de personnes relevant de l'un des cinq minima sociaux.

ou médico-sociale. Les enjeux d'une politique d'information et d'accompagnement préventif de ce « public » n'est pas ou très peu considéré jusque là. La figure quasi exclusive du migrant européen vieillissant est celle du senior autonome, très mobile, autosuffisant... et donc sans demande.

Les migrants les plus âgés apparaissent souvent comme les moins visibles. Et le devenir des seniors valides d'aujourd'hui est des plus incertain pour les personnes interrogées, qui ne sont généralement pas en mesure d'apprécier la nature de leur ancrage local ou des liens qu'ils entretiennent avec le pays d'origine. Les questions que nous avons posées à ce propos sont souvent restées sans réponse très claire : les propos renvoient les migrants à un modèle d'habiter fortement marqué d'hédonisme, d'idéal de mobilité et d'autonomie... le regard exogène n'est pas en mesure d'anticiper sur le choix des personnes vieillissantes entre : retourner au pays d'origine ou vieillir « ici », ni d'apprécier le sens des réorientations biographiques observables, ni d'envisager en quoi une action plus volontariste en direction des migrants européens pourrait ou non peser sur leurs choix résidentiels à venir.

En guise de conclusion rapide, l'étude de première phase n'aura guère permis d'élucider dans quels rapports et relations se situent les migrants vieillissants vis-à-vis des services comme en termes de lien politique.

Avant de porter plus loin la réflexion sur le potentiel de développement des services et prestation en direction de ces « publics » potentiels aujourd'hui bien peu considérés, il faut s'adresser aux migrants eux-mêmes. Dans quels rapports aux prestataires de services et aux services se situent-ils, plus largement dans quel rapport aux institutions, au politique ?

L'analyse de synthèse devra intégrer les résultats des deux phases d'étude.

4 – DEUXIEME PHASE DE RECHERCHE

4-1 Trajectoires de migration et cycles de vie

Rappelons que la majorité des Européens du Nord que nous avons rencontrés s'inscrivent aujourd'hui comme habitants permanents de leur résidence dans le Sud-ouest rural français.

L'enquête a donc laissé de côté les résidents secondaires et fait peu de place aux habitants alternatifs, sur lesquels nos informateurs de terrain nous ont dit à quel point ils ont souvent bien peu de visibilité.⁸

Le fait d'avoir resserré la focale sur les habitants permanents ne procure pourtant pas un sentiment d'homogénéité : les parcours résidentiels, les conditions et statuts de la migration, apparaissent très divers. Il s'agit d'un premier résultat marquant de la recherche, parfois difficile à dépasser : nous sommes d'abord confrontés à la complexité, l'analyse de notre corpus de recherche ne se prêtant que très difficilement à la simplification typologique. On verra également que cette complexité conduit à rompre en rien les stéréotypes dans lesquels le point de vue exogène des acteurs rencontrés en cours de première phase enferme le plus souvent les personnes et ménages considérés. Le fait tient évidemment au caractère exploratoire de la démarche, qui a délibérément cherché à envisager l'ensemble des « variables » et dimensions qui interviennent dans le rapport que nous étudions entre trajectoires de vie et de migration, parcours individuels et familiaux, parcours de vieillissement, rapports aux autres migrants, aux non migrants, aux services, au politique...

Cette première partie de compte rendu des résultats de l'enquête auprès des migrants eux-mêmes sera consacrée à l'exposé des trajectoires de migration. Elle s'attache à quelques unes des principales variables de clivage :

- statut de la migration, statuts sociaux de migrants,
- origines géographiques,
- trajectoires de vie, et mobilité résidentielle,

En accordant une attention toute particulière aux cycles de vie dans lesquels se sont inscrits les migrants et leur démarche migratoire, aux temporalités et aux âges des transitions résidentielles, socio-économiques et relationnelles dans lesquelles ils se situent.

4-1-1 Migrants de statut social modeste sinon très modeste

a) Personnes et ménages de migrants installés de longue date, venus travailler dans le pays

Ils sont arrivés jeunes, certains depuis plus de trente ans, et se disent le plus souvent encore « jeunes ». Ils ne se reconnaissent pas ou plus dans une désignation en tant qu'étrangers.

⁸ Ainsi le maire d'une petite commune du sud de la Haute-Garonne, qui ne compte guère plus d'une centaine de maisons d'habitation, dont les résidents sont généralement bien repérables : « Q – Il y a des gens qui ne viennent que l'été par exemple ? R – Là ceux là on ne les connaît pas. () Ah ça moi je ne les connais pas hé, même moi, je ne les vois pas. » Le même rajoute que même le facteur a du mal à repérer certains habitants transitoires de la commune, d'autant que ce ne sont pas toujours les propriétaires en titre qui viennent séjourner quelques semaines en résidence secondaire. D'autres élus ont exprimé la même difficulté, en Ariège comme dans le Lot.

Un des profils les plus récurrents, et de façon très significative en Ariège et dans le Lot, est représenté par les jeunes migrants des années 1960 à 1980, que le regard exogène des natifs réduit encore le plus souvent à des figures de « soixantuitards » ou de « hippies ». Nombre d'entre eux sont installés en milieu rural depuis 30 à 40 ans, inscrits dans une génération de « baby boomers » qui commence aujourd'hui à se voir de plus en plus régulièrement désignée comme celle des « papys boomers ».

Notre enquête n'a fait qu'une place très secondaire à ce type de profils, pour une raison essentielle tenant au fait que la classe d'âge compte une grande majorité de personnes toujours en activité, même si le nombre de ceux qui atteignent la soixantaine s'accroît fortement au fil des années actuelles⁹. Mais deux autres facteurs ont aussi beaucoup participé à limiter leur inclusion dans le corpus d'enquête :

- Même parmi les « plus de 55 ans », les actifs de cette génération et composante sociale, ne se reconnaissent généralement pas comme relevant d'une problématique du vieillissement. « *Je suis encore jeune* » ou « *je me sens pas du tout vieillissant parce que je suis souvent avec des beaucoup plus jeunes que moi* », sont des formules entendues à plusieurs reprises lors de nos contacts. Ces formules traduisent un fait qui va bien au-delà de la parole sur soi, le fait que les « cartes mentales » de définition des âges ont évolué à cette génération de façon particulière. Elles indiquent que le seuil des 60 ans n'a dans ce cas plus guère de sens comme marqueur d'un passage à un autre âge. Tout au plus les membres de cette composante sociale s'interrogent-ils de plus en plus sur les conditions d'une retraite à venir, nombre d'entre eux sachant que le montant de la pension sera inévitablement des plus modestes. Le constat ouvre toutefois une première piste de réflexion sur **ce qui fait transition, « cycles de vie » ou « cycles mentaux du temps »** dans l'avancée en âge. Les exemples qui nous sont donnés semblent montrer que c'est le désir de continuité qui domine parmi ceux qui ont adopté jeunes une option de vie en milieu rural. L'engagement qui s'y attache, à habiter différemment, mais aussi à entretenir des relations différentes, une économie particulière... Un des signes en est probablement dans la distinction que continuent à pratiquer les « néo ruraux » vis-à-vis des habitants du cru, sensible dans différentes formules du type : « *voilà les gens du pays ils sont voilà, ils sont timorés, ils ont oublié qu'ils se sont bagarrés !* », attitude qui fait pendant à la distance que maintiennent encore nombre de ruraux de souche vis-à-vis des « néos ».

- La seconde dimension tient au fait que la petite minorité que représentent les personnes d'origine nord européenne ne trouve guère de sens à s'intéresser encore à leur extraction nationale. Tel est le cas de M. B., venu de Belgique au début des années 70, éleveur de montagne depuis plus de 30 ans, militant paysan, fortement impliqué dans l'activité associative alternative, qui conçoit même comme parfaitement incongrue, sinon dangereuse, la démarche qui pousse l'équipe de recherche à rencontrer spécifiquement des habitants d'origine étrangère. La distinction ne tient pas, face à ce qui rapproche les membres du groupe, qui renvoie là-aussi aux choix de vie qu'ils continuent à assumer dans des liens de reconnaissance réciproque entre pairs d'âge et de parcours. Ils ne se reconnaissent pas de points communs avec les migrants plus récents, fussent-ils de même origine géographique.

Ces quelques indications ne sauraient gommer une certaine diversité qui s'exprime à travers les formes de l'activité exercée. Certains des résidents permanents de ce groupe sont agriculteurs,

⁹ Et avec lui le nombre des fêtes organisées entre pairs pour marquer le soixantième anniversaire de l'un d'entre eux.

d'autres artistes, d'autres pratiquants du télétravail... Certains travaillent à grande distance de leur lieu de résidence. Le petit nombre de personnes que nous avons rencontré se montre particulièrement impliqué au plan militant et/ou dans le développement de la vie culturelle.

Certains migrants plus récents et de la même génération ne s'inscrivent pas moins dans la même mouvance. Par exemple : Sue est anglaise et vit en couple. Il y a dix ans, le couple séjournait en Nouvelle Zélande, a longtemps vécu au Japon dans le passé, multiplié les déplacements à l'échelle de la planète. Surtout, tous les deux sont artistes, et très liés à une organisation internationale d'agriculture biologique. C'est par petite annonce qu'elle établit le contact avec l'univers des « néos » ariègeois, s'intègre rapidement au petit univers relationnel du secteur montagnard. Après dix ans de séjour, elle envisage aujourd'hui une installation durable, d'autant qu'elle a été victime d'un accident cérébro-vasculaire dont elle garde des séquelles deux ans après dans ses déplacements et son élocution.

En règle générale, ces « migrants » ne se reconnaissent ni en tant que tels, ni comme vieillissants. Il s'est de ce fait avéré difficile de mobiliser des personnes dans le cadre d'une recherche sous le titre de « vieillissement et habitat » ...

b) Autres migrants en parcours de précarité

Le statut des migrants économiques, venus s'installer dans le Sud-ouest avec le projet ou la contrainte d'y exercer une activité professionnelle apparaît évidemment très différent de celui des migrants de retraite.

Certaines des trajectoires d'immigration d'actifs s'avèrent ainsi marquées par une certaine précarité. C'est le cas pour les époux Cb. qui ont quitté l'Angleterre pour venir s'installer dans le Tarn il y a 18 ans. M. avait alors 47 ans et tous deux ont connu des conditions de vie professionnelle assez difficiles, marquées par de multiples changements de postes et métiers. Leur situation semble s'être compliquée au temps de la politique thatcherienne (qu'ils désignent comme la première cause de leur départ), et ils pensent pouvoir trouver en France des conditions moins difficiles dans l'emploi, ainsi que des conditions d'habitat et de vie familiale plus conformes à leurs souhaits (voir par ailleurs au chapitre Relations). Après leur installation en France, M. Cb connaît des périodes d'emplois, parfois durables mais le plus souvent précaires, qui sont son lot durant plusieurs années (éducateur auprès de personnes handicapées, chauffeur de car, travaux saisonniers dans l'agriculture...), complétées par le RMI : diplômes britanniques non reconnus, obstacles à l'accès au travail, ... A 65 ans, M. vient de prendre sa retraite mais a peine à réunir les pensions anglaises et françaises. Un peu plus jeune, Mme travaille encore à temps partiel comme conductrice de bus scolaire.

Il y a 11 ans, M. Rn. est arrivé de Belgique, où il travaillait dans le secteur boursier, dans des conditions qu'il dit avoir été particulièrement stressantes, avec le projet arrêté de se faire agriculteur et de s'installer définitivement avec son épouse et sa fille. Mais la SAFER fait obstacle à son projet d'achat de 55 hectares de terrain et ne lui en accorde finalement que la moitié, trop peu pour que l'exploitation agricole soit viable. Il devra trouver des compléments de ressources, notamment en se faisant un temps agent immobilier en direction des prétendants nord européens à la propriété dans le Sud Ouest. Mais il reste encore aujourd'hui en situation précaire, situation qui s'est compliquée du fait du départ de son épouse, repartie en Belgique avec sa fille.

Monsieur SM. est anglais. Il a 57 ans. Il vit en France depuis 32 ans, à Paris principalement. Il s'est installé dans le Tarn il y a 4 ans, suite au décès de son père, pour s'occuper de sa mère âgée et de son frère, tous deux en mauvaise santé, qui habitent une commune rurale située à une quinzaine de kilomètres de la petite ville où il réside. Monsieur M. habite une maison de ville située dans une rue étroite à proximité des commerces et services, dans un des quartiers les plus anciens. Il l'a achetée en très mauvais état et a réalisé seul les travaux essentiels pour assurer le clos et le couvert ainsi que pour disposer des éléments de confort minimaux. A Paris M. SM. a un emploi dans la restauration dont il tire un revenu correct, mais son choix de nouvelle vie a mal tourné : « *c'est la misère! Financièrement, c'est une catastrophe. Je suis Rmiste, je donne des cours d'anglais avec les chèques emploi service universel, mais je m'en sors pas* »

4-1-2 Migrants de statut moins précaire sinon privilégié

Au plan du statut social, le profil dominant des migrants d'Europe du Nord, en particulier parmi les arrivants récents, concerne la vaste définition des « classes moyennes », désignation qui ne rend que très imparfaitement compte de la stratification très large qu'elle recouvre, entre des ménages et personnes de condition assez modeste (par exemple, d'anciens employés de service public comme Mlle. Ste. en Comminges, enseignante et éducatrice comme Mme. Dun. dans le Lot... et d'autres relevant plutôt des classes moyennes supérieures, plus rarement d'une définition des grandes fortunes. Il faut noter que les économies en présence restent toujours à la dimension familiale sens strict du ménage, même si certains des ménages contactés sont les héritiers de plusieurs générations d'accumulation patrimoniale.

Des différences apparaissent toutefois entre les sites explorés, le contexte du Tarn présentant des spécificités liées au statut historico-économique du secteur, dans un rapport privilégié entre ville (Toulouse) et campagnes à forte composante viticole, qui ont vu se développer aux siècles derniers un habitat de prestige composé de gros mas, de châteaux ruraux construits en pierre de taille blanche, particulièrement recherchés par une « clientèle » de migrants disposant de ressources supérieures à la moyenne. Ailleurs, les nouveaux arrivants ont souvent acheté d'anciennes fermes et bâtiment agricole de moindre cachet, dans un état de délabrement souvent plus avancé, les migrants accédants disposant eux-mêmes de ressources plus limitées.

a) Les personnes et ménages les plus modestes

Pour ne revenir que sur l'un des exemples que nous venons d'évoquer, Mlle Ste. Néerlandaise, a suivi un cursus professionnel de cadre moyen dans une entreprise qui propose du travail protégé à des personnes handicapées. En fin de carrière, elle intègre une fonction de plus grande responsabilité mais ne peut guère s'y maintenir que pour peu de temps : « je n'étais pas un chef », dit-elle, faisant du stress qu'elle vit en ce moment la cause de la dépression qu'elle connaît, qui va entraîner son retrait précoce de la sphère du travail. Elle vit alors à proximité de sa famille (une sœur libraire), dans un appartement qu'elle met en vente lorsqu'elle décide d'acheter à crédit une ancienne ferme en Comminges. Elle vit aujourd'hui avec sa pension de retraite, diminuée des mensualités d'emprunt. Elle a profité d'une vente à prix réduit, d'une maison rurale de village en état très moyen, dans laquelle elle n'a fait réaliser que le strict nécessaire d'aménagements, qu'elle a très sobrement meublée...

Sa condition apparaît encore très éloignée de la représentation des migrants nord-européens comme disposant d'une richesse bien supérieure à la moyenne.

b) Profils de précurseurs certains ayant fait des affaires dans l'achat et la revente de maisons successives.

Ils ont été parmi les premiers d'une « vague » d'arrivée de nouveaux migrants que les observateurs situent à des moments différents selon les sites étudiés, plutôt à la fin des années 80 et au début des années 90 dans le Lot, un peu plus tardivement dans le Tarn, plus encore aux confins du Gers et du Comminges haut-garonnais, plutôt à la fin des années 90 et au début des années 2000 en Ariège. Sur chaque site apparaissent ainsi des figures de précurseurs. Dans certains cas, et particulièrement dans le Tarn, le statut de précurseur va de pair avec celui de spéculateur, certains s'étant professionnalisés dans l'achat et la revente de maisons successives, où ils résident entre temps en les réhabilitant, en construisant des gîtes... Le projet résidentiel de ces migrants va de pair avec une stratégie patrimoniale et capitalistique qui s'est affirmée au fil du temps, en profitant de la vague d'immigration dont ils ont été les premiers représentants.

Parmi d'autres exemples, le parcours du couple Or. est particulièrement illustratif : Monsieur a 63 ans et est Australien aujourd'hui retraité après avoir travaillé en Angleterre puis dans le Sud-ouest de la France comme conseiller en investissement auprès d'étrangers. Son épouse est Anglaise et continue une activité professionnelle libérale d'illustratrice et de conseil en décoration intérieure, pour des ménages anglais qui s'installent dans la région. En 1992, ils achètent une grande maison dans le Tarn qu'ils occupent à partir de 1993 et une autre, plus petite, qu'ils transforment en gîte. Six ans plus tard, ils vendent la maison principale pour en acheter une autre, plus proche du petit pôle urbain du secteur. Ils la rénovent et y vivent jusqu'en 2004, vendent à nouveau pour acquérir la demi ruine dont ils font la maison où ils vivent en 2008 au moment de l'entretien. Ils viennent de la remettre en vente. Entre temps, ils ont acheté une maison de ville dans le village proche de leur résidence pour y installer leur fille, son compagnon et leurs enfants...

Ce type de profil d'affairistes est somme toute assez peu représenté, même s'il est divers exemples de migrants qui ne se sont pas contentés de remettre une maison en état pour leur propre usage mais ont aussi transformé un bâtiment secondaire en gîte rural, ou ont revendu une première acquisition pour racheter un autre bien...

Au-delà de ces profils apparaît une dimension essentielle qui concerne l'ensemble du corpus : la dimension économique.

La dimension économique

Notre corpus d'enquête ne comporte pratiquement (à une exception près) que des propriétaires. La question économique est bien présente, en particulier, mais pas largement encore, derrière toutes les migrations récentes, qui ont impliqué l'achat d'une maison (le plus souvent ancienne, mais il est des exemples d'achat de neuf), ancienne ferme ou simple grange, le plus souvent à réaménager.

Nous ne rentrons pas à ce stade dans le détail des nombreux cas de figure. Nous donnerons seulement quelques exemples parmi les plus significatifs :

Le couple Cl. tous deux anciens cadres d'entreprise, a cessé de travailler aux alentours de 60 ans. Ils sont propriétaires d'une grande maison d'habitation dans leur ville anglaise d'origine, trop grande pour leurs vieux jours, les enfants étant autonomes. *« Nous avons décidé de vendre notre maison en Angleterre, () oui, parce que c'était une bonne maison... et... qu'avec l'argent nous achèterions une petite maison, et avec l'argent restant nous améliorerions ... (notre) pension ? (qui) n'est pas grande »*. Il s'agit donc à l'origine d'un simple projet de transformation de leur capital immobilier en complément de pension de retraite, qui ne prévoyait d'émigrer. Mais ils ne trouvent pas la « petite » maison recherchée. Ils ont alors des contacts avec des cousins dans le Sud de la France et décident brusquement de venir s'y installer. Le prix de vente de leur grande maison anglaise leur permet effectivement de se trouver une nouvelle résidence en Ariège, d'y faire faire les travaux nécessaires et de se constituer une rente complémentaire, en francs.

La dévaluation de la Livre (moins 30% en quelques mois au cours de la période d'enquête) est venue fortement peser sur ce type de spéculation.

La question se pose aujourd'hui différemment pour les ressortissants de la zone Euro, mais la question de fond demeure, en particulier dès lors que l'achat de la résidence dans le sud a impliqué de vendre les biens constitués préalablement dans le pays d'origine.

Ainsi pour M. et Mme Sc. : elle est allemande et a vendu une maison en Bavière pour acheter une première maison en Comminges. Lui vient d'Angleterre, où il n'a plus beaucoup de liens et, et a également vendu ses biens pour racheter... une maison voisine de celle de Mme. Ils décident de se marier, et donc de vendre les deux maisons pour en acheter une troisième et l'aménager. C'est dans cette « opération » qu'ils trouvent un nouvel équilibre, les pensions de retraite dont ils disposent étant augmentées des ressources qu'ils ont constituées en réalisant du capital.

Sans plus entrer dans le détail de la grande diversité des situations, on constatera que la dimension économique n'implique pas spécialement, c'est le cas de figure le plus courant, une spéculation au sens affairiste du terme. Il ne s'agit pas de rentabiliser leurs biens au jour le jour, en ouvrant des gîtes ruraux ou en faisant quasi profession de l'achat et de la revente de propriétés successives, mais seulement de mobiliser les ressources disponibles au service du projet d'habitat permanent.

4-1-3 Statut social et mobilité

Une grande part des habitants migrants du Sud-ouest français appartient à une catégorie que l'on peut désigner comme celle des « grands mobiles », personnes et familles qui ont connu des trajectoires résidentielles complexes qui les ont amenées à résider dans différents pays, avant d'opter pour la France. C'est vrai pour nombre de représentants des classes moyennes supérieures, mais aussi parmi certains des ménages plus modestes.

Pour d'autres, le départ vers la France apparaît au contraire comme la première révision marquante d'un parcours de vie jusque-là sédentaire.

a) Des « habitants du monde » héritiers de modèles transgénérationnels de grande mobilité

Une part importante des personnes et couples enquêtés ont eu des trajectoires professionnelles et résidentielles de grande mobilité. Certaines de ces personnes sont elles-mêmes issues de familles à forte tradition de mobilité internationale.

Il en va ainsi d'une part importante de ceux qui se définissent eux-mêmes comme Anglais, pour avoir effectivement conservé la nationalité anglaise, mais dont la trajectoire familiale s'est construite au gré de carrières internationales dans le commerce, la production d'énergie, la finance... Certains de ces retraités d'aujourd'hui ont connu le parcours type des cadres de l'économie mondiale : enfants, ils ont été placés dans une institution anglaise en charge de leur éducation, formation initiale qui les destinait à leur tour à s'inscrire dans l'espace international, parfois sans conserver de véritable attache en Angleterre : M. Or., par exemple : « *Ils (mes parents) ont travaillé en Extrême Orient. Donc, moi, j'ai été éduqué en Angleterre, mes parents habitaient à Singapour. J'ai voyagé et je n'ai jamais eu de foyer stable en Angleterre* » - « *nous avons voyagé et travaillé en Malaisie, en Écosse. Alors nous sommes habitués à bouger, à déménager.* » La mobilité à large échelle est dans ce cas affaire pluri-générationnelle. Le couple Or, composé d'un Australien et d'une Anglaise a eu deux enfants. Leur fille dont le compagnon est franco-américain vit en France mais s'interroge sur une installation au Canada ou en Australie au cas où leur activité professionnelle ne les satisferaient pas en France. « *S'ils vont au Canada ou en Australie, parce qu'il est australien (son mari), et les enfants peuvent aller en Australie, ils ont le passeport australien aussi* ». Leur fils vit en Angleterre, mais il a pour projet de s'installer au Brésil.

On peut concevoir l'installation des « Anglais habitants du monde » dans le Sud-ouest français dans la continuité de ce type de parcours qui n'implique pas un attachement particulier au lieu d'habitat. On peut entendre qu'il puisse y avoir une composante purement contingente, sinon aléatoire, dans le fait de venir habiter en milieu rural midi-pyrénéen. Divers exemples plaident en ce sens : pour le couple Or lui-même, le choix de la région Midi-Pyrénées est le résultat d'un tri par élimination : le centre et le nord n'ont pas le climat souhaité et le sud est trop cher. Toulouse est dotée d'un aéroport qu'ils ont utilisé pour venir explorer la région. On verra par ailleurs que c'est un même choix par élimination qui a conduit M. WY et son ex épouse, eux-aussi héritier de modes de vie très « mobiles », vers le Comminges : il ne pouvait rester en Australie, ils pensent alors à la France ou à l'Espagne, mais l'Espagne est trop chaude et trop sèche à leur goût... en France, le Nord est trop froid, le Sud-Est est trop cher...

Mais la culture de la mobilité ne suffit pas à l'analyse. On verra dans le chapitre suivant que les choix d'habitat répondent à des modèles contraignants de l'habiter (une maison, avec de l'espace autour, sans vis-à-vis, en habitat rural dispersé mais pas hors de portée des services), qui ciblent clairement les régions que l'on pourrait dire de climat océanique relativement chaud situées dans un pays développé. On verra aussi que ces modèles tentent souvent de restaurer une forme d'habitat qui fait partie intégrante de l'imaginaire européen, que les contre-modèles se situent tout aussi clairement en Europe de l'Ouest, dans la métropolisation des campagnes anglaises, allemandes ou hollandaises ...

On pourrait parler d'une sorte de retour aux sources dans les trajectoires de ces migrants. Retour à un imaginaire de l'habiter qui se rapporte au passé de leur monde de référence, imaginaire de la « manse » rurale, centre du domaine rural, hors du village...

Sur un plan plus concret, on ne peut manquer d'être frappés par le nombre des personnes et couples enquêtés qui disent avoir essentiellement vécu en milieu rural dans leur jeunesse, que ce soit en Angleterre ou ailleurs, certains affirmant qu'ils retrouvent aujourd'hui dans le Sud de la France les qualités de l'habiter rural qui se sont perdues dans leur pays d'origine avec l'urbanisation (M. Ro., Mlle Ste., le couple Bu., etc. etc.)

b) Mobilité acquise par ascension sociale

Il serait difficile et arbitraire de distinguer entre les héritiers de l'Angleterre coloniale ou de la globalisation économique, et d'autres migrants, Hollandais, Allemands, Belges...dont la carrière professionnelle ou la trajectoire résidentielle a également cultivé une grande mobilité. Hollandais d'origine, M. DeB avait sous sa responsabilité les agences d'une grande chaîne commerciale, dans plusieurs pays de l'Ouest européen. Il ne parle pas de tradition familiale de grande mobilité mais c'est sa propre ascension sociale qui semble avoir été déterminante.

c) Contre exemples de migrants d'origine sédentaire

M. et Mme F. sont issus de familles sédentaires. Ils font office d'exception parmi leurs parents et leurs amis proches qui vivent tous dans le Sud-Est de l'Angleterre et qui, bien qu'enviant leurs conditions de vie en France, ne semblent pas prêts à quitter leur région d'origine. M. et Mme F. eux-mêmes ont été peu mobiles à l'international. Ils ont eu l'occasion d'aller en vacances à l'étranger à plusieurs reprises en France, en Italie, et au Portugal où ils ont des amis, mais leurs emplois respectifs ne nécessitaient qu'une mobilité en Grande-Bretagne.

M. et Mme DG, Hollandais, ont connu un parcours analogues. Lui travaillait auprès d'une société nationale de logement social, ce qui ne l'incitait guère aux déplacements lointains. On verra que c'est la pratique des vacances toujours dans le même secteur géographique du Comminges qui a déterminé progressivement leur choix migratoire.

4.1.4 Migration, retraite et cycles de vie

a) Migrants de retraite

Questionner les trajectoires de migrants en analysant les temporalités dans lesquelles elles s'inscrivent ouvre sur un ensemble de constats qui intéresse au plus près le processus du

vieillessement et ce que l'on nomme parfois les « cycles mentaux du temps », formes du rapport à soi, sentiment de l'existence au regard de l'âge ou des âges et des étapes de la vie qui s'y attachent.

Si l'on s'en tient à une définition stricte de l'âge de la retraite comme postérieure ou égale à soixante ans, notre « échantillon » de recherche ne comporte pas un nombre véritablement significatif de migrants aussi tardifs.

Si l'on prend l'exemple du couple Cl., le début de la soixantaine apparaît déjà comme âge limite pour envisager de changer de pays de résidence. Ils sont venus s'installer en Ariège à l'âge de 63 ans et ils disent « *à nos âges, on n'a plus autant de temps que cela à perdre* ». Les plus âgés à la date de l'installation avaient 65 ans. Il s'agit de M. et Mme. Ro., installés comme habitants permanents dans le Tarn dès 1988, dont nous évoquerons plus bas la trajectoire particulière.

b) Le « tournant » de la cinquantaine

Quelques situations d'enquête ont créé un malentendu. Ainsi, la rencontre avec M. Wy. nous est proposée par le maire de sa commune de résidence qui le désigne comme un retraité anglais venu s'installer il y a six ans aux abords du village¹⁰. Le premier contact téléphonique avec l'intéressé confirme l'information. Rendez-vous pris, l'entretien révèle très vite que M. Wy. n'a pas encore 55 ans, et qu'il a arrêté sa carrière internationale d'informaticien avant 50 ans... « *J'avais toujours dit que je voudrais prendre la retraite avant 50 ans. Et je l'ai prise à 49 ans.* ». Il rajoute : « *j'ai été un globe-trotter parce qu'il le fallait, parce que c'était le boulot. Maintenant c'est fini.* ». Il exerçait effectivement comme intervenant itinérant dans le monde entier pour le compte des plus grandes entreprises, mais c'est à 48 ans qu'il confie à sa première épouse vouloir maintenant « *faire autre chose* » de sa vie. Trop âgé pour rester en Australie, où le couple est alors basé, il se dirige vers la France, où il trouve à acheter une maison dans les coteaux de Gascogne, où il était venu brièvement en vacances en 2000, et où les conditions d'achat sont alors particulièrement favorables. Il s'emploie alors à rénover cette première maison, jusqu'au départ de son épouse, qui ne s'accommode visiblement pas de leur nouvelle vie sédentaire, deux ans après leur arrivée. Il revend donc cette maison, puis en achète une autre à peu de distance de la première, avant de se remarier rapidement avec « *une Française* » plus jeune que lui, en activité professionnelle, et qui a déjà trois enfants d'un premier mariage dont deux encore mineurs. Il est décidément fixé dans sa nouvelle vie, définitivement affirme-t-il.

Le cas de M. Wy est exceptionnel, mais nombreux sont ceux qui soit ont quitté la sphère du travail avant 60 ans, soit ont opté pour réorienter leur parcours de vie, en rupture plus ou moins marquée avec la période précédente.

Considérant le rapport au travail, il est effectivement divers exemples de révision assez radicale, qui ont également conduit à la mutation résidentielle.

On peut aussi évoquer la trajectoire de Mme We, hollandaise qui a quitté une première fois son pays d'origine pour suivre son époux dans une carrière de grands chantiers internationaux qui l'amènent à vivre en Afrique, puis 10 ans au Portugal. Elle a 39 ans lorsqu'elle divorce, et repart alors Hollande auprès de sa famille. Mais elle décide 10 ans après de cesser le travail et s'engage rapidement dans l'achat d'une maison dans le Lot, et dans la vente de son appartement au Pays-Bas. A 49 ans elle a donc tout quitté et, malgré d'énormes travaux à entreprendre elle

¹⁰ La représentation exogène se montre toujours prompte à considérer que les nouveaux arrivants anglais, hollandais ou autres sont de riches retraités.

ne regrette rien. « *dès que je rentre ici, je me sens chez moi ! chez moi ! C'est que la maison m'a trouvée. C'est heu... j'ai ce sentiment très fort que, j'ai tout fait moi-même pour quitter, pour vendre l'appartement là bas à Amsterdam et pour arriver ici, c'était très compliqué. Et la famille qui ne comprenait rien du tout, les amis aussi ... Qu'est-ce que tu vas faire là-bas ?* ». Mais elle avait la volonté qu'à 50 ans elle saurait absolument comment « *continuer ma vie, comment vivre ma vie !* ». Elle ajoute par ailleurs : « *Pour moi les Pays Bas étaient un pays étranger, ma famille était là mais je ne connaissais plus rien, c'était très bizarre, je me sentais complètement perdue* ».

Dans un autre registre, l'exemple du couple Or. est tout aussi révélateur : ce n'est pas en cessant le travail qu'ils viennent s'installer en France dès le début des années 90, mais pour y entamer une nouvelle étape de leur vie, en exerçant dans leur domaine de compétence, lui comme employé d'une grande entreprise basée à Londres, elle comme décoratrice d'intérieur, savoir-faire qu'elle met dès lors surtout au service de leurs compatriotes venus habiter dans la même région du Tarn. Mais c'est aussi vers 50 ans que le couple prend la décision de venir s'installer en France alors qu'ils sont satisfaits à tous points de vue de leur vie professionnelle, familiale et résidentielle en Angleterre. Pas sur un coup de tête – ils mettent tout de même trois ans à se décider – mais parce qu'ils arrivent à un âge charnière où un nouveau projet de vie est à dessiner, pour ne pas avoir le sentiment de mourir : « *Non, il n'y avait pas de stratégie. Non, tous les deux nous parlons un peu le français, nous aimons bien la France et, pourquoi pas ? Pourquoi pas, parce qu'à 50 ans je suis mort ! (...)* Non, mais c'est le moment pour un changement de direction peut-être. Mais ce n'était pas nécessaire, parce que nous avons une belle maison en Angleterre, des enfants tous les deux, un bon job, mais nous avons décidé de venir ici ».

Ainsi encore le couple Lu., venu lorsqu'ils avaient 48 et 56 ans reprendre un restaurant en milieu rural lotois, alors que M. était chef cuisinier en Hollande... Le constat se renouvelle à travers d'autres exemples. Ils donnent souvent une définition de la cinquantaine comme « tournant », moment où nombre de personnes se posent la question de la réorientation de leur parcours de vie, selon une représentation qui n'en fait pas un parcours continu et linéaire, mais au contraire comme susceptible de transitions, de modifications biographiques importantes, de construction d'une nouvelle étape de vie parfois en rupture marquée avec la période précédente.

4.1.5 Entre constructions dans le temps long et prise de décision rapide

a) Des constructions sur le long temps d'un statut d'habitants permanents et (a priori) définitifs

Certains parmi les habitants permanents qui se déclarent aujourd'hui comme habitants définitifs sont passés par différentes étapes qui ne laissaient guère présager leur option actuelle. Beaucoup de ceux qui ont acheté sont d'abord venus pour des vacances, parfois encore avec leurs enfants, parfois déjà dégagés de leurs obligations familiales, ont parfois acheté une résidence secondaire, dont le statut a évolué avec le temps en résidence principale, devenue unique.

Deux ou trois exemples parmi d'autres :

Le couple Vh : elle est anglaise, il est néerlandais. Tous deux vivaient en Angleterre, il y a une dizaine d'années encore. Ils ont des enfants, et ils ont fait venir la mère de Mme qui a vécu ses trois dernières années de vie auprès d'eux.

Ils avaient environ 45 ans lorsqu'ils sont venus pour la première fois passer des vacances en France, dans le département de l'Aude, avec leur fils. Ils travaillaient encore tous deux dans le secteur libéral, lui comme architecte, elle comme dentiste « Tout de suite, on a pensé à acheter une maison secondaire, pour notre retraite ». On peut penser que l'association « résidence secondaire » et « retraite » relève de la reconstruction a posteriori. Mais « *le prix des immeubles, dans cette région (Languedoc-Roussillon) était déjà un peu élevé* ». A cette occasion, ils lient connaissance avec un autre vacancier qui leur dit « *est-ce que tu connais la région de la Haute-Garonne ?* ». Non, mais ils prennent une journée pour prendre contact avec l'agent immobilier qui leur est recommandé et pour visiter la région. « *On est venu ici une journée, le ciel était bleu, il faisait beau. Alors on a dit « ouiiiiii ! Et le prix des immeubles, c'était très très intéressant* ». Quelques temps plus tard, contact est pris avec l'agent pour une exploration plus poussée. Quelques jours de prospection débouchent sur une conviction partagée : « *cette maison, c'est celle qui nous plaît le plus, donc on va l'acheter* ». Ils ont environ 49 ans lorsqu'ils deviennent effectivement propriétaires d'une ancienne ferme dont le statut n'est à ce moment là rien d'autre que de celui d'une résidence secondaire. Le couple conserve ses biens en Angleterre, mais M. Vh. se pose déjà dans une perspective qui n'est pas alors celle de son épouse : « *une maison pour notre retraite, une maison secondaire pour notre retraite, parce que la France était déjà très attractive pour nous, le climat, la campagne, et tout...* ». C'est dans le « *et tout* » que réside bien évidemment l'essentiel : Mme conserve des relations essentielles en Angleterre, et en premier lieu avec sa mère, âgée alors de plus de 80 ans et restée dans son cottage anglais. Monsieur fait valoir son savoir-faire dans la réfection de la nouvelle maison en milieu rural gascon. Il construit un gîte dans une dépendance, avec le projet d'y établir la mère de Mme. avec déjà une idée arrêtée : refaire « *ici* » une autre vie, tout en levant progressivement les préventions de son épouse. Le gîte ne remplira jamais sa fonction désignée : la mère de Mme van H., alors âgée de 82 ans viendra effectivement vivre sa fin de vie avec sa fille et son gendre, mais dans la nouvelle maison, et dans une relation privilégiée avec les soirées musicales proposées par un restaurant local : « *On est sûrs qu'elle a prolongé sa vie* » dit le couple réuni, *grâce au fait qu'elle était tranquille et heureuse* »¹¹

Que s'est-il passé entre temps ? Pour inévitablement résumer (l'entretien auquel nous nous référons est long et circonstancié), la résidence « secondaire » est devenue résidence principale.

Il ne s'agit plus de vacances, ni d'habitat secondaire, mais d'habitat dit « définitif ».

Le couple Dg., qui habite à peu de distance du précédent, a suivi une trajectoire analogue. Ils sont d'abord venus pour de courts séjours de vacances dans le Comminges. Les derniers ont longtemps pratiqué les lieux pendant l'été, d'abord avec leurs enfants, il y a plus de 20 ans. Se construit un attachement aux lieux qui amène M. et Mme à envisager l'achat d'une résidence secondaire, toujours strictement destinée aux vacances. La quasi ruine qu'ils achètent alors est d'abord aménagée à minima, pour des séjours dans des conditions assez sommaires. Les parents atteignant l'âge de la retraite, les enfants devenus autonomes, les premiers vont investir la

¹¹ On notera simplement, avant d'y revenir plus loin, qu'aucun service en charge du soutien aux plus âgés n'a jamais eu la simple connaissance de ce type de situation.

maison dans l'idée d'en faire une résidence saisonnière. Ils commencent alors à faire évoluer le bâti pour le rendre plus confortable. Le projet d'une installation à titre principal participe encore à faire évoluer la maison... Le couple se définit comme habitant permanent et définitif d'une maison qu'ils ont dotée de terrasses, de jardins... On le verra par ailleurs, ils ont depuis fortement investi la vie associative locale.

M. et Mme Ro sont à la fois parmi les plus âgés des personnes enquêtées (85 ans) et parmi les plus anciennement liés au site tarnais. Couple d'Anglais à forte tradition de mobilité internationale, ils ont pris l'habitude de venir passer leurs vacances en France dès 1945, une à deux fois par an. Ils ont eu l'occasion de visiter pratiquement toutes les régions françaises, et ils ont commencé à venir régulièrement dans le Tarn, depuis les années 60. Ils finissent par y acheter leur première maison en 1988. Ils sont alors retraités et M. entretient un temps jusqu'à 19 ha de terrains autour de la maison, puis connaît un accident cardiaque qui incite le couple à s'installer au cœur d'un village, où ils vont passer 9 ans, avant de s'installer dans une troisième maison. Entre temps, leur installation a pris un caractère qui apparaît non seulement permanente, mais aussi définitive.

b) Constructions et déconstructions

Le couple Vh évoque de façon particulièrement explicite les changements identitaires lents que certains ont connus depuis leur installation en France. « *Tu ne peux pas vivre proprement dans deux maisons, dans deux pays différents. Tu vas perdre d'un côté ou de l'autre les contacts avec les gens (nécessaires) pour s'installer et s'intégrer. Pour moi, il vaut mieux s'installer et profiter, plutôt que de fermer la maison après neuf mois, se charger de valises pour revenir là (dans la résidence conservée au pays d'origine), ça ne marche pas. Après trois ans, tu perds les relations amicales avec les gens* ». Ce qui se construit d'une part dans la migration s'accompagne d'un processus de déconstruction des liens préexistants au pays d'origine.

Il s'agit d'un constat qui vaut pour d'autres études portant sur la condition des migrants¹² : le sentiment d'être « d'ici » ou « de là-bas » évolue avec le temps et avec l'avancée en âge. Les exemples sont multiples dans notre corpus. Ainsi M. Sc. dont l'entretien suggère fortement qu'il a lui aussi progressivement perdu toute relation essentielle du côté de l'Angleterre. Nous reviendrons plus longuement sur cet aspect dans la partie consacrée à la dimension relationnelle.

c) Prises de décision rapides et peu anticipées

Il est cependant bien des cas dans lesquels la décision de migrer semble avoir été prise sans guère de construction ou d'anticipation. Comme si la mutation biographique relevait plutôt de la geste décisionnelle que d'un tableau de contingences pesant le pour et le contre.

« *Nous avons eu l'opportunité de vendre notre commerce en Angleterre* » disent M. et Mme Bu. En fait de « commerce », il s'agit d'une école privée. La proposition qui leur est faite par un concurrent n'était pas attendue, et ils ont alors environ 45 ans... mais ils décrivent la charge de travail à laquelle ils sont soumis comme « très intense, c'était trop », ce qui les amène dans le court laps de temps qui leur est donné pour fournir une réponse, à accepter de vendre. Ce qui

¹² Une recherche menée par notre équipe sur la condition des « migrants vieillissants dans en Midi-Pyrénées » (ORSMIP-DRASS Midi-Pyrénées. 2007.) a ainsi mis en évidence ce type de décrochage, grandissant avec le temps, parmi les immigrants économiques de la période des Trente Glorieuses.

suit relève de l'aventure plus que de la spéculation : ils étaient déjà venus dans le passé dans le Sud-ouest pour les vacances, s'y cherchent une maison, la trouvent, et s'y installent avec leurs enfants.

Mme We est passée par une transition rapide analogue. A près de 50 ans, elle ne sent plus chez elle en Hollande pour des raisons évoquées plus haut tenant à sa trajectoire de vie. Elle a quelques contacts dans le Tarn : « *on a visité plusieurs maisons et la troisième ou deuxième c'était celle là. Et... même avant de quitter la voiture ou plutôt même avant de sortir de la voiture, c'était le coup de foudre ! et six mois après j'étais là !* ».

M. et Mme Cl prennent leur retraite à 60 ans. Après un débat au sein du couple qu'ils décrivent comme très court, ils décident de vendre leur maison dans le Yorkshire et après une tentative avortée de réinstallation en Angleterre, prennent contact avec des cousins qui résident momentanément en Ariège, visitent un peu les environs et se renseignent sur les possibilités d'achats : « *quand nous avons vu cette région, ça a été un coup de cœur et la décision s'est faite ... () Oui oui. Immédiatement. (rires)* ». Envers et contre tous : « *Tous nos amis ont dit « vous êtes fous ». Mais surtout si vite !* ».

Il est là-aussi des constantes inhérentes au fait migratoire : bien des migrants de tous horizons et de diverses générations ont décrit leur prise de décision comme très contingente, tenant à des circonstances très ponctuelles, à des déclencheurs ténus... mais qui résonnent à un moment transitionnel du parcours de vie, plus qu'ils ne relèvent du raisonnement.

4.1.6 Vont-ils rester, vont-ils repartir ?

Pour clore cette partie on abordera nécessairement, avant d'y revenir plus loin à plusieurs occasions, ce qui est moins une question de recherche exploratoire que de spéculation scientifique : les migrants vieillissants d'Europe du Nord, devenus habitants permanents de un ou de l'autre de nos « terrains » d'enquête, vont-ils ou non prolonger leur séjour « ici » dans l'avancée en âge ?

En ce moment marqué par des conditions pour le moins défavorables pour les citoyens britanniques de déséquilibre aggravé entre le cours de la Livre et celui de l'Euro, divers médias nationaux ont fait tapage sur le thème « Les Anglais de nos campagnes repartent ». Notre investigation de terrain menée entre le printemps 2008 et le printemps 2009 a traversé le plus fort de la « crise financière », et la tonalité des derniers entretiens réalisés tranche parfois assez nettement avec celle des premiers. Mais rien ne vient confirmer une tendance au « retour » chez les personnes et ménages interrogés. Et bien sûr moins encore parmi les ressortissants de la zone Euros que parmi les Britanniques. Encore une fois, les situations et parcours qu'il nous a été donné de connaître sont ceux des habitants les plus visibles, parce qu'ils se sont inscrits durablement comme habitants permanents, et donc les plus accessibles à l'enquête.

a) Gages de stabilisation définitive

Lorsque nous avons posé nos questions, les réponses les plus récurrentes ont clairement affirmé que leur choix d'habiter ici est devenu définitif. Si l'on s'en tient aux constats évoqués plus haut, on peut penser que de multiples facteurs font de nos « enquêtés » des habitants définitifs

de leur secteur géographique actuel d'installation. Ils ne resteront peut-être pas dans la même « maison », mais continueront sans doute à se référer de plus en plus fortement aux lieux de leur implantation actuelle.

- Les plus anciens arrivants sont pour la plupart résolument et décidément inscrits « ici », dans un rapport au local qui ne laisse guère d'alternative. Les anciens « néo-ruraux » n'acceptent pas eux-mêmes, contrairement au regard exogène qui continue à peser sur eux, de se considérer autrement que comme légitimes habitants des lieux, en charge de la construction d'alternatives de société, mais pleinement ancrés dans le local.
- Certains des plus précaires parmi les migrants plus récents sont devenus assez sensiblement « captifs » de leur situation et de leur contexte d'habitat. Il apparaît plus que difficile pour les moins fortunés, qui ont liquidé les biens dont ils disposaient dans leur pays d'origine, d'imaginer comment ils pourraient revenir en arrière, dans des milieux qui n'ont cessé de s'urbaniser et où l'accès au bâti apparaît de plus en plus difficile. Ce propos ne cible pas que les plus pauvres, mais aussi l'ensemble des ménages de statut modeste, dès lors que leurs seuls biens immobiliers sont aujourd'hui dans le Sud-ouest de la France.
- Dans les strates sociales intermédiaires et supérieures, il paraît également difficile de rompre avec le processus lent qui a progressivement amené certains à se construire comme habitants d'« ici » et désormais de nulle part ailleurs. Ce processus concerne parfois y compris d'anciens « grands mobiles » qui ont souhaité réorienter leur vie dans le sens d'un ancrage local.
- Les processus de perte de contact avec la société d'origine vont aussi dans ce sens. Comment rétablir les liens nécessaires à une ré-installation dans le contexte d'origine à un âge avancé, lorsque le temps passé ailleurs a participé à les rompre profondément ?

b) Facteurs de nouvelles révisions identitaires

Il apparaît cependant nombre d'incertitudes et de discordances sur lesquelles nous reviendrons, y compris entre les deux membres d'un même couple, sur le devenir dans la prise d'âge. On peut penser que celle-ci rend improbable de s'engager dans de nouvelles révisions résidentielles et identitaires. Mais habiter en milieu rural français n'est pas sans limite, et on peut également penser qu'il y aura encore des révisions à venir pour ceux qui sont aujourd'hui dans la soixantaine et qui seront amenés à se confronter à la perte de capacité.

Par exemple pour le couple Mm. *« moi-même je ne suis plus sûr que je veux rester. Ma femme n'est pas totalement convaincue. Pas à 100% mais à 90%.*

Q: qu'est ce qui la fait hésiter,

R: Je crois qu'elle trouve que c'est un peu trop tranquille. Elle... pas isolée parce qu'on a déjà pas mal d'amis, mais je crois que lui manque... elle a plus de mal à parler français, encore plus que moi. Donc, c'est vrai que c'est plus agréable d'être en Angleterre, de pouvoir entrer dans une boutique sans avoir à se préoccuper de la langue... »

Aussi pour Mlle St (on comprendra que nous reviendrons plus tard sur ses formulations, au chapitre du rapport au vieillir), dont la place dans le village où elle habite aujourd'hui est pourtant bien assurée, sa migration ayant été en outre pour elle un moyen de rompre avec la dépression nerveuse : elle dit que son devenir n'est pas tracé : *« je ne me fais pas de souci. Non... Peut être que je serai rentrée dans 5 ans en Hollande hé ! () tout est possible () peut être*

que quand on vieillit, on se sent mieux où on a ses racines...». () « surtout on ne sait pas, on ne sait pas... ».

Différents facteurs peuvent participer à remettre en cause le statu quo actuel tenant par exemple :

- au fait que les plus favorisés et les plus mobiles disposent toujours d'une marge de choix étendue. En prenant exemple sur un des couples habitants du Tarn qui se sont inscrits parmi les plus « affairistes », on entend bien que certains sont prêts à se réorienter vers d'autres lieux plus propices à la spéculation, du côté des pays de l'Est notamment.
- Au fait que certaines décisions de migration parmi les moins construites débouchent aujourd'hui sur des difficultés accrues du fait du contexte international.

4.2 Modèles de l'habiter

Plusieurs études se sont attachées à étudier les motivations des migrants d'Europe du Nord. « A quest for nature » titre notamment Michel Bruillon, et les recherches menées par l'université de Bordeaux IV (Gervais-Aguer) montrent combien la qualité de l'environnement rural est essentielle pour ces nouveaux venus de Grande Bretagne. Ceux qui sont venus récemment, pas seulement les Anglais, disent bien que leur choix s'est fait en fonction des « aménités » du lieu (qualité patrimoniale et paysagère).

La partie précédente a déjà annoncé qu'il convient de parler toutefois d'une certaine diversité de statut et de parcours, diversité que l'on retrouve en termes de formes d'habitat et de modèles de l'habiter.

4.2.1 Formes atypiques de l'habiter

On verra plus loin qu'il existe bien un modèle dominant dans l'accès des Européens du Nord à l'habitat dans le Sud-ouest. Mais nous commencerons par poser les limites de sa systématité.

- Les « néo-ruraux » des années 70, qu'ils soient d'origine nationale ou extranationale, ont pour certains acheté, pour d'autres simplement occupé avant normalisation, des lieux d'habitat quasiment à l'abandon, souvent des quasi-ruines, souvent en altitude et difficiles d'accès. Comme nous le présentons dans la partie de présentation des « terrains » d'enquête, et notamment du site ariégeois, certains de ceux qui s'étaient d'abord installés en montagne ou dans un lieu particulièrement écarté, sont depuis « descendus » pour s'installer plus près dans la vallée, à moindre proximité d'un village, sinon dans un cœur d'un bourg.

Bien sur venue vivre en Ariège il y a une dizaine d'années, Mme Sa. a suivi la même trajectoire type, y compris dans ses formes les plus extrêmes : elle a d'abord habité sous tipi en montagne, avant d'acquérir une maison dans un hameau isolé, puis de trouver une maison en milieu urbain. Elle explique comment l'enjeu de l'habiter en montagne réside surtout dans l'exposition de la maison sur un versant ensoleillé (en « soulane » dit-on en gascon pyrénéen accepté par les géographes). La maison qu'elle habite avec son conjoint et d'autres personnes a « *un peu de soleil* », ce qui en situe le statut intermédiaire.

- Certains des migrants en situation de précarité, dont on a vu qu'ils sont bien plus nombreux que le regard exogène ne se représente l'immigration des Européens du Nord, vivent également dans des conditions d'habitat hors norme. De même, certains des migrants plus aisés. Ainsi M. Rm., qui a tenté sans succès de faire vivre une librairie anglophone au centre de la petite ville de G., dans le Tarn. Il a acheté une petite maison urbaine qu'il n'a pas eu les moyens de faire réaménager au-delà du strict nécessaire les toitures et les ouvertures.
- Il est aussi des conditions d'habitat qui échappent au modèle dominant du côté des personnes et familles qui ont accédé à un habitat de construction récente. Mme Jo. A longtemps vécu avec son époux dans des conditions proches du modèle hyper rural. Au décès de son mari, elle est d'abord repartie vivre en Angleterre, avant de revenir habiter dans le Lot, à l'âge de 80 ans. Mais il ne s'agit plus alors pour elle de chercher à s'installer dans une ancienne ferme isolée : elle habite aujourd'hui un pavillon de construction récente, dans un lotissement de la proche périphérie du bourg.

Toujours dans le Lot, M. Ru. a « fait venir » ses parents, qui vivaient en Angleterre, peu avant le décès de sa mère âgée de plus de 80 ans. Il a trouvé une opportunité dans l'achat d'une maison de construction récente, certes assez isolée, mais à peu de distance de chez lui. La référence à un idéal de l'habiter en milieu rural ne concernait plus les nouvelles relations nouées avec ses parents.

4.2.2 *Quel modèle ? Quels modèles ?*

Les différents terrains d'étude se caractérisent comme sites d'habitat rural dispersé. Le propos est plus ou moins vérifiable sur le terrain : le Couserans ariégeois est plutôt un secteur d'habitat concentré dans les vallées, d'autres sites présentent surtout un habitat de micro hameaux... Notre démarche ne prévoyait pas de privilégier particulièrement ce type de milieu, mais seulement de rencontrer les migrants d'Europe du Nord sur les lieux qu'ils habitent, et le fait est qu'ils habitent le plus souvent :

- une maison isolée, ou du moins à distance respectable des premiers voisins,
- dans un secteur de faible densité de population,
- une maison ancienne, voire une ancienne grange reconvertie en maison d'habitation à grand renfort de travaux,
- avec du terrain autour (le record enregistré au cours de l'enquête n'est plus d'actualité mais il est symptomatique : lorsque le couple Ro a acheté une première propriété dans le Tarn, il s'agissait d'une ferme, située en haut de colline, entourée de ... 19 ha de terres. Nous remontons plus de vingt ans en arrière : c'était encore le temps où le marché des propriétés rurales était encore de fait celui des terrains agricoles. On achetait les bâtiments avec les terres, le bâti dégradé restant considéré comme sans réelle valeur propre.
- en fonction des idéaux exprimés, le terrain attenant comporte un jardin potager, une piscine, parfois les deux,
- l'idéal est de disposer d'une vue plongeante ou dégagée, soit sur la chaîne des Pyrénées pour les habitants du Sud de la région, soit sur tout autre site remarquable : vallons et vallées encaissées du Tarn ou du Lot, grandes surfaces de terrains purement agricoles, ... De là le peu de goût qu'expriment nombre des ménages rencontrés pour l'arrivée de

nouveaux voisins qui viendraient construire un bâtiment susceptible de faire altération du paysage visible. Il en va non seulement de la qualité de vie, mais aussi de la valeur de leur propre bien sur le marché. Il est même un des sites sur lequel la perspective de la construction d'une porcherie semi-industrielle mobilise migrants et non migrants au sein d'une association de défense de l'environnement...

- si possible à grande distance de toute activité industrielle (carrière d'extraction, usines...),
- pas nécessairement facile d'accès mais accessible aux invités,
- en particulier parmi les derniers installés, migrants de retraite ou proches de la retraite, les formules suscitées par les questions sur les raisons qui ont amené les personnes enquêtées à venir vivre « ici » débouchent sur une litanie assez répétitive : le paysage, la nature, le soleil, les températures plutôt douces, les arbres, les rivières, les monuments historiques, les oiseaux, la qualité de l'air, les petites routes de très faible circulation... Sans compter avec les habitants du cru, régulièrement qualifiés de « formidables », « très gentils », « accueillants », « sympathiques »...¹³,
- ce modèle de l'habiter fait une place souvent essentielle, parfois plus secondaire mais toujours réelle aux animaux de compagnie, chiens ou chats selon les cas, comme à d'autres : chevaux, chèvres, ...

Si le modèle auquel adhère la plupart des personnes rencontrées est assez uniforme parmi les migrants issus des « classes moyennes et supérieures », les formes de l'habiter que nous avons visitées font preuve d'une certaine variabilité, en fonction des trajectoires personnelles et familiales, des moyens mobilisables, ... et des sites considérés.

Quelques exemples :

- M. Db., ancien cadre international dans la commerce de l'habillement a réussi, grâce à des relations personnelles avec le maire de la commune où il réside, à faire construire de neuf sa villa sur une parcelle anciennement agricole, qui jouxte immédiatement une forêt domaniale classée... Il dispose en outre de plus d'un hectare de terrain avec vue imprenable. (Comminges)
- Toujours dans le même secteur, M. Wy n'habite pas à l'écart des villages, mais au cœur de l'un d'entre eux, certes de densité très limitée, ce qui lui permet de jouir du bois attenant, partie de la propriété qu'il a achetée pour y installer sa nouvelle famille (voir plus loin).
- En Ariège, Mme Cl et son conjoint n'habitent pas hors agglomération, mais dans la basse vallée, de densité de population assez élevée. Ils ont acheté une maison en face de l'ancienne gare de la commune, sur une ligne ferroviaire fermée à la fin des années 60. La maison à côté fut un temps une auberge, restée ouverte jusqu'à la fermeture de la ligne, et aujourd'hui occupée par une vieille dame avec laquelle ils entretiennent des relations amicales.

On verra qu'une part notable des migrants entretient des relations de voisinage assez étroites, mais l'idéal dominant consiste le plus souvent à habiter à l'écart, de préférence sans voisinage immédiat. La qualité de la résidence est pour le fait de ne pas avoir de vis-à-vis, d'avoir vue sur un paysage remarquable (la montagne, une vallée, de vastes étendues de terrains agricole ...),

¹³ Ce qu'ils ont moins été dans le passé vis à vis des migrants portugais, espagnols, italiens, et jusqu'à aujourd'hui dans le rapport aux personnes issues de l'immigration maghrébine.

ou mieux encore, comme chez M. Db ci-dessus, d'avoir un accès direct à un site boisé, la forêt de Grésigne dans le cas tarnais.

4.2.3 Aménagements intérieurs des maisons.

Entre style « cosy » importé, et « hyper style local »

Il est parmi ceux qui bénéficient d'un statut privilégié, et des ressources financières qui vont de pair, des habitants migrants du Sud-ouest français qui ont transposé avec eux les modèles de l'habiter qu'ils ont cultivé dans leur pays d'origine, voire à une échelle internationale, pour ceux qui n'ont cessé de transporter avec eux leurs modèles de l'habiter occidental dans les divers pays où ils ont séjourné.

Nous ne nous arrêterons pas pour le moment à en donner des exemples.

Il est par contre une tendance dominante parmi ceux qui disposent de moyens supérieurs à la moyenne, à hyper investir dans les sémiotiques de l'habiter rural local : grandes cheminées plus ou moins d'origine, mobilier en bois massif, copié de l'ancien ou récupéré, dûment encaustiqué à l'ancienne... Outils anciens accrochés aux murs intérieurs, après réhabilitation, etc. Pour certains, les signes d'historicité font partie intégrante de leur rapport au chez soi, parfois jusqu'à la démesure.

Il en va d'un goût plus large pour les vieilles pierres.

Ce qui ne va pas dans certains cas sans questionner sur les conditions de maintien à domicile des personnes d'âge avancé qui vivent dans une maison avec escalier (la question a été soulevée notamment dans le Lot, où l'accès aux pièces d'habitation des anciennes fermes se fait souvent par un escalier de pierre extérieur).

4.2.4 La recherche d'un lieu d'ancrage, dite « par élimination »

On reviendra ici sur des considérations de fond que nous évoquons dans chacune des parties ouvertes sur les résultats de l'enquête auprès des migrants : pourquoi, ou comment les migrants européens du Nord en sont-ils venus à venir s'installer dans le Sud-ouest français ? Quel devenir peut-on anticiper de leur villégiature ?

Qu'est-ce qui attirent les migrants d'Europe du nord vers le Sud-ouest de la France ? Nous l'avons déjà rapidement évoqué dans la partie précédente. Le Sud-Est c'est très bien, mais l'accès au bâti est trop cher (ce qui situe la strate sociale dans laquelle se situent pour la plupart les habitants migrants dans le Sud-ouest), c'est aussi trop chaud et trop sec, comme l'Espagne (climat méditerranéen). Plus au nord, le climat est trop froid... Il faut prendre la mesure des spécificités de type d'immigration : ceux qui viennent dans le Sud-ouest français présentent des profils différents de ceux qui ont un temps acheté sur les côtes normandes ou bretonnes, comme des résidents secondaires allemands qui ont investi dans les régions touristiques du Nord-Est de la France...

La plupart des arrivants récents disent comment ils ont procédé pour finir par se décider pour la Sud-ouest. Ainsi M. Ji qui a tracé une ligne verticale éliminant le Sud-Est pour les raisons que

nous venons d'évoquer, puis une ligne horizontale au niveau de l'embouchure de la Loire. Il restait une vaste zone, mais l'intérieur entre océan et massif central n'est gère attractif dans la mesure où les habitats proposés sont particulièrement isolés. Pas les côtes atlantiques, devenues elles aussi « *beaucoup trop chères* ». La Gascogne est toute désignée, certains parmi les Anglais disant encore se souvenir de l'ancienne hégémonie qu'a exercé l'Angleterre sur la région, au temps d'Alienor d'Aquitaine, et pendant quelques siècles après, pour exprimer le sentiment qui les habite de se situer en pays de connaissance.

L'idéal de l'habiter, au sens purement résidentiel, est étroitement lié à la nature des lieux et au type d'habitat rural. Il est donc réducteur, mais nous y reviendrons, de ne considérer que la dimension héliotropisme, d'autant que le Sud océanique n'est pas la côte méditerranéenne. On a entendu par exemple de la part du couple Cl., qui avaient un temps pris des contacts dans la région de Béziers par l'intermédiaire d'un parent, dire que la côte languedocienne est un secteur trop urbanisé et embouteillé l'été pour être le type de secteur recherché. Certains mentionnent même parmi les qualités principales des lieux, le fait qu'ils puissent y trouver la tranquillité que ne l'on ne trouve pas ou plus dans des secteurs plus touristiques.

4. 2. 5 Les limites du modèle fondé sur la mobilité

Porté par des personnes qui ont érigé la mobilité en idéal de vie, le modèle de l'habiter en milieu rural impose de rester mobile. Il ne s'agit pas seulement de se déplacer pour accéder aux services de la vie quotidienne, même si aller au marché dans le bourg le plus proche, aller au supermarché le plus proche, exige souvent de parcourir plusieurs dizaine de kilomètres. Il en va aussi des loisirs, et des liens de sociabilité ou de participation à la vie publique : aller visiter des amis, aller au spectacle dans la ville la plus proche... prend des allures de voyage. Plus encore, la forme de l'habiter de certains ménages continue souvent à ressembler à une villégiature de vacances : habiter dans un coin du Sud-ouest va de pair avec la découverte des sites paysagers, historiques, culturels... de la région, et parfois au-delà. Les exemples sont nombreux, des couples d'habitants du Lot, qui comme M. et Mme Sc2 évoquent leurs sorties à Toulouse, le couple Cl. qui expliquent comment ils visitent les vallées des Pyrénées du Roussillon au Pays Basque, en débordant souvent sur le versant sud de la chaîne... Beaucoup expliquent aussi comment en quoi la position de leur résidence leur est apparue privilégiée parce qu'elle se situe à peu près à égale distance de la Méditerranée et l'Atlantique.

Résider ainsi en milieu très rural a des limites évidentes avec l'avancée en âge, ne serait-ce que parce que la voiture est un moyen de transport omniprésent et pratiquement incontournable.

Il est quelques exemples de mise en place de solutions alternatives essentiellement à l'initiative des migrants eux-mêmes. Par exemple pour le couple RO dont on verra qu'ils ont quitté la résidence isolée dont ils étaient propriétaires, pour se faire finalement locataires dans un hameau, dans un contexte qui facilite leur accès aux services et à un soutien informel de voisinage : plusieurs commerçants itinérants assurent leur ravitaillement, se font aider par leur propriétaire et voisin pour certaines tâches... tout en se gardant la possibilité de faire éventuellement appel à un taxi en cas de nécessité de se déplacer vers la ville la plus proche...

Mais les secteurs géographiques considérés sont aussi parmi ceux où les services, notamment publics, mais aussi privés, sont les moins nombreux.

Les collectivités locales se sont depuis peu engagées dans une réflexion sur les moyens à développer pour préserver la mobilité des habitants âgés, en pensant surtout à la situation des habitants âgés non migrants, et moins à celle des Européens du Nord. Les entretiens réalisés au cours de la première phase d'étude l'ont confirmé sur trois des sites étudiés. Mais il reste difficile d'imaginer comment le développement de nouveaux services collectifs pourrait apporter des réponses satisfaisantes pour les habitants les plus isolés. Ainsi en matière de transport en commun : les lignes existantes sont loin d'être utilisées à leur pleine capacité. Les différents services qui existent déjà consistent à mobiliser des minibus pour déplacer un petit nombre de personnes une fois par semaine jusqu'au marché de plein-vent le plus proche, mais le problème majeur, caractéristique des régions d'habitat dispersé, reste dans la distance qui sépare les habitations les plus isolées des voies principales de circulation. Or nombre de migrants européens du Nord, même s'ils ne font pas la grande majorité, ont fait le choix de résider loin des voies principales, dans une maison isolée, dans un hameau...

On peut ainsi s'interroger, avant de revenir sur cette question sous d'autres titres, sur la capacité des personnes vieillissantes de se maintenir dans leur lieu actuel de résidence et de tenir l'engagement qu'ils affichent pour la plupart, aujourd'hui, de continuer à habiter « ici » dans les conditions qu'ils se sont données en réhabilitant eux-mêmes le bâti à leur goût, ou en faisant appel à des professionnels.

On peut penser que les réponses que se donneront les migrants face à la perte d'autonomie relèveront surtout du recours à la mobilisation de services de droit privé. Certains cherchent à anticiper en ce sens, comme le couple Vh., qui s'attachait au moment de l'étude à aménager et faire aménager un gîte rural à côté de leur propre résidence, dans la perspective d'y installer une famille susceptible de leur apporter le soutien dont ils risquent d'avoir besoin plus tard.

Sinon, l'avancée en âge risque d'entraîner de nécessaires révisions des conditions d'habitat, et plus encore la perspective du veuvage. Habiter dans les conditions que nous venons de décrire est le plus souvent un projet de couple, et quelques-unes des personnes en couple envisagent elles-mêmes la perspective de la perte du conjoint comme un moment de crise majeure susceptible de remettre en cause toute la démarche. C'est face à cette perspective que se discute particulièrement la question du « rester » ou « repartir » : la majorité, en particulier parmi les hommes dit souhaiter rester. Mais une minorité, en particulier parmi les conjointes, pense plutôt devoir retourner s'installer au plus prêt de membres de leur famille, dans le pays d'origine ou ailleurs.

4.3 Migration et réaménagement des relations familiales

Pour tous les ménages interrogés, la migration qui les a conduits dans leur habitat actuel accompagne une étape nouvelle et importante de leur existence, qu'il s'agisse par là de « faire ou refaire famille » ou, au contraire, de se dégager d'une famille avec laquelle on souhaite mettre une certaine distance.

Mais, loin d'être un simple effet « mécanique » de la migration pour des raisons d'éloignement géographique, les réaménagements des relations familiales qu'opèrent les migrants nord européens apparaissent au fil des entretiens comme étant partie prenante du projet migratoire lui

même, sur la longue durée : ils le précèdent parfois, ils peuvent aussi ne rien modifier en profondeur du régime relationnel préexistant. La migration peut également offrir des possibilités de recomposition des liens familiaux sous des formes qui n'auraient probablement jamais pu se concrétiser sans elle. En ce sens, chaque étape de la migration soulève des interrogations chez les migrants isolés comme au sein des couples, questions qui peuvent être abordées de manière divergente chez ces derniers, ou avec un certain « décalage de phase », parfois générateur d'une remise en cause de la migration elle-même. Ecartelés entre les restes d'une vision idéalisée de la famille dont les différentes générations vivent à proximité et s'entraident et la réalité de l'éparpillement de leur propre famille, chaque ménage réinvente le seuil de dépendance entre générations pouvant être accepté par les proches avec qui ils souhaitent maintenir des liens affectifs et d'entraide.

«La famille mise à distance »

Ce sont parfois les jeunes générations qui, aux abords de la cinquantaine, s'éloignent de leurs parents bien plus âgés et de ce qu'ils incarnent. C'est le parcours de Monsieur Dm, Anglais de 60 ans qui développe des projets culturels depuis les années 80 et dont les envies de quitter l'Angleterre, sa ville, sa famille et ses proches remontent à 1988. Il résume la période en évoquant Margaret Thatcher, encore aux affaires dont la politique le révolte, et son père, industriel libéral de Liverpool qui a fait le choix quelques années auparavant de s'installer dans l'île de Man à l'occasion de sa retraite, pour échapper à l'impôt. Migrer revient tout autant pour Monsieur Dm à prendre ses distances avec sa famille qu'avec un contexte qui lui est devenu insupportable, y compris sur le plan professionnel¹⁴. Il explore l'Italie avant de s'installer dans le gaillacois au début des années 90. Les ponts ne sont pas rompus avec sa famille, mais les liens sont dès lors plutôt ténus. Ses parents ainsi que son frère et sa sœur ne lui rendront visite qu'une fois. Lui-même ne reviendra qu'une seule fois en Grande-Bretagne, pour fêter les 80 ans de sa mère, il y a cinq ans.

Mettre de la distance, c'est aussi ce qu'on fait le couple Sc., un couple qui s'est formé après s'être rencontré dans le Comminges à la fin des années 90, chacun ayant migré isolément. Madame Monsieur respectivement Bavaroise de 70 ans et Anglais de 67, témoignent d'un choix de vie qui les a éloignés en toute connaissance de cause de leurs enfants respectifs, sans perspective d'un futur rapprochement : ils n'ont guère de relations avec des enfants qui, à les entendre, ne partagent ni ne partageront jamais leurs choix de vivre dans le sud de la France. *« Ils ne veulent pas vivre ici. Non ce n'est pas très intéressant pour elles ici. Maintenant elles ont quarante ans, elles sont trop jeunes, elles ne pensent qu'au sorties, à vivre dans le monde, avec les amis etc.¹⁵ »*. La prise de retraite par leurs enfants ne changerait rien à l'affaire *« Ils ne pourront pas partir de Bavière. Et à la retraite, laisser tout là-haut c'est pas envisageable... »*. En écho au point de vue de son épouse, Monsieur Sc estime parlant de ses enfants *« Ils ont leur vie, ... Nous avons la nôtre, c'est plus pareil »*. Madame Sc marque la rupture de manière plus

¹⁴ *« j'avais quoi, 46 ou 47 ans, j'étais arrivé à un niveau d'activité en Angleterre où je ne bougerais plus. C'était clair, je ne pouvais plus rien faire, ni aller de l'avant ni... bref, il y avait toute l'histoire de financement de la culture qui était très, très... il devenait de plus en plus difficile de financer des projets »*

¹⁵ Mme Sc.

symbolique encore, souhaitant être enterrée sur leur propriété et, une fois celle-ci vendue, qu'on laisse sa tombe à l'abandon.

Pour le couple Sc ainsi que pour Monsieur Dm, le fait de s'installer loin des leurs revient à mettre l'espace suffisant pour qu'une relation entre parents et enfants puisse être maintenue, fût-ce à minima. Les ponts ne sont pas rompus. La migration semble plutôt rendre visible et acceptable un état relationnel préexistant, elle l'organise spatialement bien plus qu'elle n'en produit un nouveau de radicalement différent.

« Faire couple »

Pour d'autres ménages rencontrés, la migration est l'occasion de confirmer la constitution d'un couple, couple recomposé le plus souvent. C'était le cas déjà évoqué du couple Sc.: ils se sont rencontrés dans le Comminges et s'y sont mariés à la soixantaine. Leur installation dans la région et l'achat de leur maison commune créent le lieu propre à leur vie conjugale, tout autant qu'il marque la distance prise avec leurs enfants.

Pour Monsieur et Madame Dg, Hollandais de 72 et 65 ans, l'achat de leur maison dans le Comminges scelle une relation qui s'était engagée aux Pays-Bas. Mariés depuis peu, leur couple trouve là son premier projet résidentiel commun : « *Mais j'ai besoin de changement et pour nous, ensemble, parce que nous étions mariés depuis 2 ou 3 ans déjà, c'était aussi quelque chose de tout neuf pour les deux. Elle était venue chez moi, au Pays-Bas, mais c'était pas un choix. Enfin, c'était un choix, mais c'était pas son ambiance*¹⁶ ». Au moment où la décision est prise de quitter les Pays-Bas, les Dg ont la cinquantaine et leurs enfants respectifs sont autonomes. Une proposition de retraite anticipée accélère et transforme la nature de ce qui n'était jusque-là qu'un projet de maison de vacances. Le couple partage certes un même sentiment de familiarité immédiate avec la région¹⁷, qu'il reste à faire vivre au sein d'un projet de vie commune¹⁸. La rénovation de la maison achetée pour y vivre à temps plein et pour longtemps, son aménagement ou encore la création du potager seront autant d'occasions de lui donner corps.

Pour Monsieur Wy Anglais de 54 ans vivant dans le Comminges, l'installation en Midi-Pyrénées a également été une manière de faire couple, mais à deux reprises consécutives. Il prend sa retraite à 49 ans, après une vie hyperactive et planétaire dans le secteur de l'informatique, économies et fonds privé de retraite constitués. Avec son épouse, il partage toute la période qui va de la recherche d'une maison jusqu'à sa rénovation trois ans plus tard, avant qu'elle ne le quitte, mettant ainsi fin à la nouvelle étape de vie dans laquelle ils s'étaient engagés. Il décide néanmoins de rester en France et, quelques temps plus tard, fait la connaissance d'une Française du village qu'il a épousée il y a un an. La maison, projet initial d'un couple qui s'est fondé sur la base d'une vie de cadre supérieur à la mobilité internationale

¹⁶ M. DG

¹⁷ Mme DG « *Et quand je suis venue ici pour la première fois, c'est comme si j'étais retournée à la maison. Tout juste* ». M. DG « *c'est la même expérience qu'elle que j'ai eu ici, quand je suis entré en Haute-Garonne: j'ai eu un sentiment énorme d'être bien ici, et ça, ça m'a fait du bien.* ».

¹⁸ « *Voilà, on a fait le choix de changer. Et à ce moment-là, la vie est totalement différente. Même pour ici, où on regarde les choses dans un autre sens. Qu'est-ce que tu veux faire ici quand tu y demeures en permanence? Nous avons choisi d'être ici en permanence, de quitter les Pays-Bas à ce moment-là, pour changer de vie.* » M. DG.

devient alors celui d'une famille sédentaire qui comporte déjà trois jeunes enfants issus du premier mariage de sa nouvelle épouse.

Réussir l'éducation de ses enfants, une certaine idée de la famille

La montée de la violence et les risques qu'encourent les enfants et les jeunes est un thème fréquent parmi les ménages britanniques interrogés. Ils évoquent alors les risques d'enlèvement, de violence ou de comportements choquants des jeunes. Le phénomène ne se cantonne pas aux plus âgés d'entre eux, tels M. et Mme R, 85 ans, qui disposent d'une antenne parabolique et qui en viennent à interroger l'enquêteur sur l'existence en France de la pratique du « binge drinking¹⁹ » chez les jeunes filles, dans le but d'être rapidement saoule, telle que la décrivent les chaînes Britanniques.

Pour Madame B et son mari, la cinquantaine, la sécurité et l'éducation de leurs enfants, très jeunes lorsqu'ils achètent leur première maison dans le Tarn en 1991, est une des composantes de la qualité de vie qu'ils recherchent. « *(en) Angleterre c'est pas possible qu'un enfant aille à pied à l'école parce qu'il y a tout un tas de gens pas désirables qui peuvent prendre l'enfant. On a ça tous les jours dans nos émissions. J'imagine que ça arrive en France aussi, mais c'est tout le temps en Angleterre. (...) Et moi, j'ai envoyé mes enfants en vélo à l'école. Des fois ils sont descendus à pied à l'âge de 7 ou 8 ans. Et ça, ça ne se fait pas en Angleterre !* ». Tout en se définissant comme provenant d'un milieu « capitaliste », Madame B. apprécie fortement l'école publique du village, la tranquillité de leur couple de voir leurs enfants vivre dans un environnement sûr, mais aussi le temps libéré que leur procure la large plage d'accueil des enfants à l'école primaire, gratuite de surcroît. Pour le secondaire, il en ira tout autrement, le temps étant venu de mettre les enfants dorénavant parfaitement bilingues sur la voie d'une carrière internationale en les confiant à des établissements anglais où ils seront en pension, dans le droit-fil du cursus parental.

Les Cb sont issus d'un milieu bien plus modeste que Monsieur et Madame B. Pour eux, il ne s'agit pas d'user habilement des ressources éducatives locales pour préparer leurs enfants à un statut de cadre ou businessman international, mais d'éviter l'éclatement redouté de leur famille. Avant de venir habiter le Tarn, ils étaient propriétaires d'une petite maison au Sud-ouest de Londres, dans le Surrey. Lorsqu'ils songent à migrer, la politique sociale et éducative de Mme Thatcher, aux affaires depuis près de 10 ans, est jugée par eux désastreuse. Ils y voient la cause principale de l'éclatement des familles, des dérives qui touchent les adolescents de plus en plus précocement, et du comportement préoccupant de leur fille aînée alors âgée de 15 ans. « *Et à cause tous les deux on a travaillé, on a pas beaucoup mais suffisant de l'argent, mais la famille a commencé à se séparer. Victoria elle a 15ans et elle a trouvé les garçons et....oui, elle était difficile* ». « *Le niveau d'éducation, à cause de Margaret Thatcher, a baissé, a baissé, a baissé !* ». « *En Angleterre on a presque jamais, jamais mangé ensemble (...) parce qu'il (M. Cb) travaille jusqu'à 10 heures le soir* » « *Presque tous ses amies (de leur fille) ont des gosses maintenant, deux, trois, mariées, divorcées, séparées, c'est... c'est dingue en Angleterre, c'est vraiment dingue. Il y a les gosses qui, les filles et les garçons qui mariés à 20 ans, 25 ans, un an après ils divorcent, séparés deux gosses et je m'en fous, je cherche, j'en trouve un autre....* ». Pour le couple Cb, migrer revient à espérer qu'ils pourront préserver l'unité de leur famille et la

¹⁹ Consommation massive et rapide d'alcool dont le but explicite est l'ivresse.

réussite de l'éducation de leurs enfants, dans un pays dont le système éducatif reste encore largement gratuit et de qualité, et dans une région encore marquée à leurs yeux par une culture rurale. Malgré les ratés de leur projet migratoire et une situation financière qui est restée précaire, les CB ne regrettent pas l'aventure, car leur projet de « faire famille » a été mené à bien. Les enfants ont été scolarisés peu après leur arrivée avec succès, alors qu'ils ne parlaient pas le français. Leur fille a fait des études supérieures à Toulouse et s'est installée au Québec avec son compagnon français et leur enfant. Leur fils a arrêté ses études avant le Bac, mais il a rapidement trouvé du travail et est aujourd'hui commercial sur le sud de la France pour une société italienne. Le rôle des écoles publiques fréquentées par leurs enfants est clairement valorisé par le couple. Les liens familiaux sont jugés excellents et mis en avant comme leur principale – seule ? - réussite : « *Yes, this is what we have, we still have it. Even though Ben is in Toulouse and Victoria is in Canada, It doesn't matter at all. We still have this : closeness. We can talk about anything, anything, we talk around the table about anything and everything !* ».

Dans certains cas, le modèle d'une famille traditionnelle, unie et fondée sur un respect des plus jeunes envers leurs aînés refait surface. La France rurale est alors présentée comme ayant su préserver cette qualité de liens, par opposition à l'Angleterre où la structure familiale aurait totalement éclaté. C'est ce que pense Madame CB qui déclare sèchement qu'en Angleterre « *There is no commitment to family life anymore !* ». Madame Rs, anglaise de 62 ans qui s'est installée il y a dix ans dans le Tarn avec ses sept « moutons de compagnie » et son époux de 77 ans, partage ce point de vue. En quelques phrases, elle synthétise une vision quelque peu idéalisée des relations familiales dont elle est témoin chez ses voisins français, dans le petit village où elle habite « *Une des choses que je trouve absolument merveilleuses ici en France, c'est que la famille compte encore alors qu'en Angleterre c'est totalement fini. Ici, je peux aller au restaurant et voir une énorme table avec la grand-mère la plus âgée jusqu'au plus jeune enfant, et même les adolescents qui en Angleterre sont vraiment horribles. Ils respectent visiblement leurs parents et grands-parents, ils les embrassent sur les deux joues, ils se serrent la main, ils se respectent entre générations. Il n'y a plus rien de tout ça en Angleterre. Et je crois, que même si c'est dans des coins ruraux comme ici, il y a une absence de délinquance ici, en comparaison avec l'Angleterre, parce que je crois que les enfants savent que s'ils font quelque chose de mal, comme tout le monde se connaît, ça pourrait faire retomber la honte sur toute la famille. (...) C'est tout à fait incroyable à quel point ici la famille compte. Ma voisine, là-bas, qui a 85 ans et qui a trois enfants qui ont mon âge maintenant, elle reçoit la visite de ses enfants tous les jours pour voir si tout va bien. Les familles habitent à proximité les unes des autres et ils peuvent s'occuper les uns des autres. Les mercredis, quand les enfants ne vont pas à l'école, la grand-mère qui vit juste à côté les prend pour s'en occuper. C'est extraordinaire. La vie de famille s'est complètement fracassée en Angleterre !* »

Les esseulés font aussi famille, à leur manière.

Mme We vit seule depuis 1996 dans une ancienne grange qu'elle a restaurée, dans la zone de la Bouriane, dans le Lot. A 62 ans, cette Hollandaise a enfin trouvé son chez-soi et, à sa manière, a réussi à refaire famille. A l'occasion de son divorce à 39 ans, elle rentre aux Pays-Bas après 15 ans passés à accompagner son mari dans ses différents postes de travail dans le monde. Malgré ses efforts et la présence de sa famille, elle n'y trouve plus sa place. A 49 ans, elle décide de

partir seule s'installer dans le Sud-Ouest. C'est là qu'elle se sent enfin chez elle, dans l'incompréhension générale de ses proches « *Dès que je rentre ici, je me sens chez moi ! Chez moi ! C'est que la maison m'a trouvée. C'est heu... j'ai ce sentiment très fort que, j'ai tout fait moi-même pour quitter, pour vendre l'appartement là bas à Amsterdam et pour arriver ici, c'était très compliqué. Et la famille qui ne comprenait rien du tout, les amis aussi* ». Son projet n'est pas seulement, selon ses propres mots, de continuer sa vie, mais de vivre sa vie. Elle ne vit plus en couple et n'a pas eu d'enfant. Et pourtant, son récit est imprégné de références familiales, version parent isolé. Elle s'inscrit dans une filiation dont sa mère est la figure centrale, une mère qui aurait été la seule à partager son envie de partir sans toutefois oser rompre la vie conjugale, qui ne lui convenait plus. Madame We a, elle, franchi le pas et souligne son attachement à cet endroit qu'elle compare à un enfant, résultat de l'accouchement de ses décisions et de l'organisation des travaux. Les visites régulières de ses neveux et nièces et de leurs enfants complètent la présentation d'une famille recréée, sans compagnon ni compagne, et moyennant le saut d'une génération, celle de ses frères et sœurs.

Lorsqu'ils ont des enfants adolescents ou adultes, les couples peuvent les associer à la prise de décision portant sur l'installation définitive dans un pays d'accueil et sur le choix du nouveau domicile. Les enfants des Dg ont entériné le choix de leurs parents respectifs d'aller s'installer définitivement en France alors que le couple n'avait lui-même que 48 heures pour se décider, la question clé étant d'accepter ou non la proposition de retraite anticipée faite à Monsieur Dg. Les négociations entre parents et jeunes générations sont parfois plus difficiles, avec les adolescents notamment. C'est l'expérience qu'ont faite les Cb dont la fille aînée qui a 15 ans au moment où ils décident de venir en France accepte difficilement de quitter l'Angleterre et va poser ses conditions une fois arrivée sur place. Leurs capacités financières étant limitées, ils envisagent d'acheter une maison à restaurer, mais leur fille s'oppose au projet qui suppose de vivre un an ou plus en caravane « *Victoria elle a dit si tu fais ça papa, je prends le vélo, je vais en Angleterre ce soir et elle a raison, parce que en plein été à 42°, dans une caravane c'est insupportable* ». Ils achètent finalement une grande maison construite dans les années 70, en vente depuis plusieurs années et laissée à l'abandon dont ils entreprennent la remise en état.

Mais c'est de véritables « décalages de phase » au sein des couples que parlent le plus souvent les personnes interrogées. Ces décalages peuvent survenir à l'occasion des préparatifs de la migration, du choix des installations dans le pays d'accueil mais aussi sur la question de poursuivre ou non cette vie à l'étranger. Autant de situations dont la résolution remet à jour les rapports de genre, notamment autour de l'importance à accorder au confort du logis et à l'éducation des enfants ou les rôles à l'égard des parents âgés restés au pays d'origine. Elles obligent également les couples à négocier leur projet commun en tenant compte d'un passé migratoire et une mobilité résidentielle qui peuvent avoir été très différents. Au risque de ratés qui peuvent conduire à la séparation du couple et à la remise en cause de l'installation dans le pays d'accueil²⁰.

²⁰ Une étude comparative de parcours d'accession à la propriété chez des ménages modestes indiquait dès les années 80 que les séparations suivies de vente du bien étaient significativement plus élevées chez les couples qui achetaient une maison « clé en main ». Porteurs d'un autre rapport à leur avenir, les couples qui optaient pour l'achat d'une maison à rénover semblaient plus aptes à gérer dans la durée les décalages d'attentes et de rôles que tout projet immobilier fait apparaître, sans que cela les mette totalement à l'abri d'une rupture. « La vie en deux : ouvrières de l'électronique dans l'habitat individuel du périurbain

Monsieur et Madame Hu sont Hollandais, ils vivent dans une ferme isolée du Comminges, non loin de Boulogne-sur-Gesse, en Haute-Garonne. Ils ont tous deux des frères et sœurs qui vivent aux Pays-Bas ou ailleurs dans le monde, mais leurs parents sont décédés. Leur retraite prise, ils sont immédiatement tombés d'accord sur le fait d'avoir à se reconstruire un projet commun, pour donner suite à l'intense vie professionnelle qu'ils ont partagée au sein de l'entreprise que Monsieur Hu avait créée. S'installer dans le Comminges où ils ont séjourné récemment chez des amis sera ce projet. *« Nous avons terminé avec notre profession. Et à ce moment-là, je me suis dit « oui, mais qu'est ce que je fais. Je ne vais pas rester ici dans ma petite maison en Hollande, derrière ma fenêtre à ne rien faire ». Et mon mari m'a dit « et pourquoi on ne chercherait pas une petite maison dans les environs de chez Pierre ? ». Et début 1999, nous sommes venus ici une semaine pour chercher une petite maison. Celle-ci, c'était la 7ème. Nous l'avons vue le matin et à la fin de la semaine, nous l'avons achetée ».* Monsieur Hu trouve immédiatement ses marques dans la maison qu'ils achètent et restaurent alors que son épouse met plusieurs années avant de se sentir chez elle, différence qu'elle explique par leur parcours résidentiels respectifs. *« Pour moi, c'était la deuxième maison depuis que je suis mariée. J'ai été pendant 30 ans dans l'autre maison et ici depuis 10 ans. Mais les 4 premières années, j'ai pensé « combien de temps ça va me prendre pour que je sens que ça c'est ma maison ». « Maintenant, c'est bon, mais au début c'était dur. Pas pour lui, mais pour moi oui. Mais c'est parce que lui il a eu beaucoup de logements et pour moi, je suis partie de chez mes parents pour me marier et c'est différent ».* L'engagement conjoint dans les travaux de restauration, les relations qu'ils vont nouer avec le voisinage, les activités associatives dans lesquelles Madame Hu s'engage ou qu'elle va initier l'aident à réorganiser un monde qu'elle ne souhaite plus quitter aujourd'hui. Mais, bien que femme très active et volontaire, il semble qu'elle soit restée en retrait dans ce projet migratoire, son époux étant le plus souvent en position de décideur. Créateur de l'entreprise où sa femme le rejoint lorsqu'ils se marient, Monsieur HU est celui qui aura successivement l'idée de partir vivre en France, dont les attentes sont décisives pour l'achat de la maison²¹, et qui en définit les plans et programme de restauration. *« Il savait, il sait créer ce qui est beau, ce qui est harmonieux. (...) Il a créé les terrassements, le jardin, le potager, le verger, la mare, la cabane pour les poneys, ma serre... ce sont ses créations ».*

Ce leadership masculin se retrouve chez les Cb, dans le Tarn. Monsieur Cb n'entretient plus de relations avec son père depuis le divorce ancien de ses parents et sa mère est décédée peu avant qu'émerge le projet d'aller vivre à l'étranger. A l'inverse, son épouse a encore de la famille en Angleterre, notamment sa mère déjà âgée dont elle craint que ses frères et sœurs ne s'occuperont pas correctement si elle quitte le pays. Elle décide néanmoins de suivre son mari : *« J'étais pas sûre parce que j'ai toute ma famille en Angleterre et mes... on a des enfants et nous sommes une famille donc, il a dit tu restes ici ou tu viens avec moi : quel choix ? ».* C'est la perspective de faire venir sa mère pour qu'elle s'y installe dans leur maison dans le Tarn qui solde le différend, 10 ans plus tard. Madame Cb s'opposera en effet au projet de son mari de vendre leur maison afin de préserver cette solution de repli pour sa mère. En complément des visites qu'elle lui rend en Angleterre une à deux fois par an, sa mère séjourne avec le couple,

toulousain ». Plan Construction et Habitat, 1985.M. HAICAULT, H. COUCOUREUX, M. PAGES, UTM, Laboratoire de sociologie appliquée associé au CNRS n°245.

²¹ *« c'était exactement ce qu'il voulait et on pouvait y habiter tout de suite, parce qu'il y avait une chambre, une cuisine et une salle de bains. »*

dans le Gaillacois, durant un ou deux mois chaque année. L'installation définitive n'aura finalement pas lieu, du fait du décès de la mère de Madame Cb.

Le couple Rn illustre également l'engagement différent dans le projet de migration qui se solde ici par une séparation. Monsieur RN est Flamand. Il vit depuis 11 ans sur une exploitation agricole qu'il achetée via la SAFER dans le Comminges, avec pour projet de développer une activité agricole. Un projet d'installation dont il reconnaît lui aussi avoir été le moteur principal « *c'est quelque chose qui mûrissait déjà dans ma tête depuis longtemps, le fait de vouloir partir, de changer, mais bon, c'est plus facile à dire et il y en a peu qui osent. Car il faut tout laisser derrière, le travail qui payait quand même pas trop mal, une maison neuve avec tout le confort alors qu'ici on arrive après dans une ruine. Cette décision est prise relativement vite, quand même. Parce que j'ai acheté ça en présence de mon ex-femme en 15 minutes. J'ai dit, c'est ce que je cherchais, l'endroit me plaisait. Même sans savoir à 100% si on pouvait vivre de ça, j'avais peu de connaissances agricoles* ». Porté par un rêve d'enfant, devenir agriculteur, il ne porte pas sur leur situation le même regard que son épouse. Pour elle, selon Monsieur RN, ce qui faisait problème c'était « *le manque de confort, l'incertitude financière, le fait d'avoir un enfant en bas âge, de ne pas pouvoir lui donner toutes ses chances. Pourtant, comme j'ai dit, j'ai travaillé ici et elle (l'enfant), elle a eu toutes ses chances, elle a eu une école privée. C'était pas une enfant gâtée, pas du tout. Mais, la base, l'essentiel, l'éducation, la propreté, la dignité on va dire, c'est ça ce que j'ai voulu transmettre à ma fille* ». Le couple se sépare sans arriver à rapprocher points de vue et rôles respectifs, l'un polarisé par la réussite de l'entreprise dans laquelle il s'est lancé, l'autre par la recherche de meilleures conditions de vie domestique et familiale.

Liens entre générations, rapprochements et gestion des distances : un travail des familles

Comment définir une juste distance entre les générations lorsque l'espace qui les sépare semble a priori rendre les relations plus compliquées, les distendre, voire les empêcher ? Comment trouver des solutions satisfaisantes pour chacun, qui maintiennent une certaine force dans les liens et laissant chacun libre de vivre sa vie ? Ces questions ne sont en rien spécifiques des migrants nord européens de 50 ans et plus que nous avons interrogés. Les réponses qu'ils y trouvent attestent toutefois d'une certaine capacité à combiner diverses solutions pour conjurer les effets de la distance, les réduire ou les annuler parfois. Non sans tensions et contradictions propres aux 50/60 ans qui n'attendent pas de leurs enfants le type d'attention et d'aide qu'ils souhaitent amener à leurs parents, lorsque ceux-ci sont encore en vie. A des degrés divers, ils ont aussi à se frayer une voie entre l'acceptation pure et simple d'un éparpillement familial que certains pensent inéluctable et le retour à une famille solidaire vivant en un même lieu, retour purement imaginaire mais qui participe aussi des choix de vie.

La référence à des liens familiaux fondés sur le respect et l'entraide mutuelle renforcés par la proximité géographique trouve sa place dans le discours d'une partie des personnes interrogées. La France rurale peut alors servir de décor à une représentation idéalisée²² où la tablée

²² voir plus haut, les extraits de l'entretien avec Mme Rs, paragraphe « *Réussir l'éducation de ses enfants, une certaine idée de la famille* ».

rassemblant l'ensemble des générations occupe une place centrale²³. A l'opposé, la diaspora familiale est fréquemment proposée comme horizon nécessaire. Elle peut se présenter comme un effet de la tradition de mobilité internationale au sein de la familiale des locuteurs : plus de 4 ménages sur 10 ont eu une carrière professionnelle à l'international, dont la moitié ne faisait que poursuivre un choix de mobilité effectué par une ou plusieurs générations précédentes, dans l'administration, l'armée, le secteur financier ou de grandes entreprises. Ce nécessaire éparpillement familial peut aussi aller de pair avec une vision de soi dans un monde globalisé dont chacun doit avant tout saisir les opportunités à titre individuel. Madame B dans le Tarn illustre particulièrement cette mobilité revendiquée. Son père était cartographe dans l'administration coloniale britannique, son époux étant également issu d'une famille travaillant de par le monde et qu'il ne voyait qu'une à deux fois par an. Elle évoque l'éducation de ses enfants que le couple a envoyés faire leurs études secondaires dans un établissement anglais comme relevant d'une « culture » et comme une stratégie adaptée à un univers des affaires et du travail mondialisés : « *Quand j'ai envoyé mes enfants en Angleterre à l'âge de 9 ans, des gens d'ici m'ont dit « mais, c'est pas possible, c'est trop jeune ». J'ai dit « mais, c'est un peu dans notre culture ». Et je voudrais qu'ils aient le bénéfice d'avoir les deux cultures. (...) Et puis après, ils peuvent choisir, sachant que c'était un peu le climat économique (...) on voit ce qui évolue. Mais je suis convaincue qu'il faut apprendre le mandarin, et qu'il faut toujours être ouvert aux possibilités de s'installer ailleurs. Et j'imagine nos enfants (...) ils vont pas avoir peur de voyager, de s'installer dans d'autres pays (...) ils vont pas avoir peur de déménager.* »

Ces deux conceptions opposées se retrouvent à des degrés divers chez les personnes rencontrées, en lien avec leur position sociale, et leurs trajectoires et formes de mobilité antérieures. Mais elles fonctionnent plus comme référence que comme norme, délimitant le champ de tension au sein duquel chacun peut opérer des choix et des ajustements relationnels afin de trouver « *un juste milieu* »²⁴. Ceux-ci sont très variés et mobilisent différentes formes de rapprochements virtuels et physiques qui résultent notamment de la position singulière que chacun occupe dans l'enchaînement des générations, selon qu'il existe ou pas des parents plus âgés et/ou une descendance. Car, loin de se limiter aux ménages étudiés ici, la mobilité est aussi un choix possible pour ceux qui les précèdent et ceux qui les suivent, qui peuvent décider de se rapprocher, selon les cas, de leurs enfants plus jeunes ou de leurs parents plus âgés.

Les Technologies de l'Information et de la communication (TIC) en tant que forme de rapprochement virtuel, d'outils permettant de maintenir un lien sans toucher à la distance sont fortement utilisés. L'arrivée en nombre de ménages nord européens a pu agir comme

²³ « *En Angleterre on ne cuisine plus, on ne mange plus ensemble et ça, à mon avis c'est terrible parce que vraiment, être à table avec la famille en mangeant. Mais ici, on le prend au sérieux. J'approuve énormément ça. C'est super ici. Et en plus, les enfants sont mieux socialisés et à table, avec des adultes, avec des grands-parents, il y a la gamme de l'âge des plus jeunes aux plus âgés. Ensemble. Et ça n'existe plus en Angleterre. Et ça je regrette.* » Madame RI, Lot.

²⁴ A une question portant sur la dispersion de la famille et la manière dont le couple s'en accommode, Monsieur J. prend le contre-pied de son épouse qui vit douloureusement la séparation : « *Oui. Mais à mon avis c'est mieux que l'inverse. C'est-à-dire je pense qu'on peut être trop près de ses enfants. Alors je ne sais pas si c'est le juste milieu (rires). Dans une réunion où nous étions à Toulouse, la question de la famille a été soulevée, j'ai dit qu'effectivement nous avons le plaisir et la peine d'avoir une famille dispersée. Oui, c'est ça.* »

accélérateur des programmes d'installation des réseaux à haut débit, en tous cas à sensibiliser les collectivités locales sur l'enjeu. Témoin, Madame B, Anglaise encore en activité et élue au Conseil Municipal de la commune où elle réside²⁵. Le téléphone, les messages électroniques ou les visioconférences sont utilisés par la plupart des ménages, y compris chez les plus âgés²⁶. Il y a toutefois quelques récalcitrants, peu nombreux, à l'usage de ces formes de relations tel Monsieur Vg pour qui ces outils sont « *au niveau des relations humaines, un recul, et un recul mauvais, et pour le futur ça va apporter beaucoup de mauvaises choses* », et qui leur préfère le bon vieil échange de lettres, au grand dam de son épouse qui le qualifie de « *fossile* ». Mais ce que pointent plusieurs ménages, c'est le caractère par défaut de cette forme de maintien des liens entre générations et l'ambiguïté des sentiments qu'ils génèrent, mêlant douleur et satisfaction, principalement lorsque sont décrites les relations avec les enfants et petits enfants. Pour J. et H. dans le Lot, la dispersion de leurs enfants est vécue péniblement, plus nettement par H. que par son mari. Les courtes visites que peuvent leur faire leurs enfants restés en Angleterre et plus rares encore de la part d'un de leurs fils qui vit au Japon ne sont que très partiellement compensées par les TIC « *C'est pas beaucoup pour les contacts avec notre fils même et aussi pour les contacts avec les petits-enfants. Parce que le reste du temps c'est le téléphone : ça va ? oh oui, ça va... ça va pas très loin les contacts. Malheureusement, c'est ça le pire.*²⁷ ». Pour d'autres, comme Monsieur et Madame R. du Lot le recours accru aux TIC est une tentative pour compenser des visites qui ne peuvent être fréquentes, faute de moyens financiers du ménage et de leurs enfants.

Ne pas s'installer à l'année et conserver un logement dans le pays d'origine répond à un faisceau de motifs. Ce choix peut en partie résulter d'une prise en compte de la pression familiale globale qui s'exerce sur le candidat à une émigration à temps plein telle que la décrit Monsieur Dg par exemple²⁸. Mais ce peut-être aussi un compromis jugé acceptable pour maintenir un bon niveau de relations avec ses enfants et petits-enfants. C'est le cas de M. et Mme Lu, couple de Hollandais qui a vendu la maison du Lot où ils ont vécu et travaillé et sont aujourd'hui locataires dans la même commune, n'y vivant plus qu'à mi-temps, situation qui satisfait pleinement leurs enfants restés en Hollande. Faire la navette avec le pays d'origine sans obligation professionnelle permet également de rester présent auprès de parents vieillissants ou isolés à la suite du décès du conjoint. C'est une situation de ce type que décrit Madame DU dans le Lot qui évoque la situation d'une de ses connaissances qui s'est absentée plusieurs mois pour prendre soin de sa mère, veuve depuis peu, isolée et malade²⁹.

Options moins radicales, les rapprochements géographiques sont aussi fréquents. Il peut s'agir de l'installation de parents âgés à proximité d'un de leurs enfants déjà installé dans le Sud-Ouest. C'est le cas de Monsieur et Madame BO, 68 et 69 ans, qui ont quitté le logement qu'ils

²⁵ « *Quand on est arrivés, on savait pas trop. On a eu le Haut débit qu'il y a deux ans à C. On a poussé, poussé pour avoir ça comme pas mal d'autres.* »

²⁶ Monsieur et Madame R. dans le Tarn, qui ont 85 ans.

²⁷ H., épouse du couple J. et H. dans le Lot.

²⁸ « *Parce que quand je suis aux Pb, j'ai la famille qui me dit « tu vas là-bas encore ? ». Et moi je leur dis « non, je vais à la maison où je demeure ».*

²⁹ « *Je connais une dame (...), toute cette année elle est restée en Angleterre parce que son père est décédé, après sa mère était seule, elle était malade. Il y a aussi des gens qui ont l'intention de s'installer, il y en a qui viennent quelques mois ici et le reste du temps en Angleterre, par exemple aussi* »

louaient en Angleterre devenu inadapté et trop cher pour s'installer non loin de la maison de leur fille à Castelnau-de-Montmirail dans le Tarn, suite à une initiative de leurs enfants³⁰. Les RU ont eux aussi décidé de quitter définitivement l'Angleterre pour se rapprocher de leur fils qui était installé dans le Lot depuis 1989. Ce projet était en débat depuis plusieurs années, mais ce n'est qu'en 2004 qu'il se concrétise lorsque la santé de Mme Ru se dégrade. Le couple décide alors d'acheter une maison dans un village à 7 km de celui où réside leur fils. La dimension économique de ce rapprochement existe mais, contrairement au cas précédent, les parents ont des ressources confortables alors que leur fils vit péniblement de son activité. C'est ce dernier qui assurera la médiation entre les associations et administrations et ses parents durant la période de fin de vie de sa mère, rôle qu'il continue d'assumer auprès de son père aujourd'hui âgé de 87 ans. Il peut arriver aussi qu'un ménage âgé tel que M. et Mme R et L du Lot n'en soient qu'à s'interroger sur un déménagement leur permettant de se rapprocher de leur fils ou de leur fille. Architecte et professeur d'anglais lorsqu'ils vivaient à Southampton, ils ont aujourd'hui 66 et 67 ans et ressentent le besoin de chercher une alternative à leur grande maison, face aux premières difficultés liées à l'âge et des difficultés financières. Se rapprocher de leur fils ou de leur fille ? Un nouveau grand déménagement ne les effraie pas³¹. Mais le choix de n'est pas arrêté et, si aucune des deux solutions n'est possible, ils pensent à vendre leur maison et faire construire une petite habitation de plain-pied sur un bout de parcelle qu'ils conserveraient.

En sens inverse, il peut arriver que les enfants rejoignent les parents, mais sous des modalités variables. Monsieur et Madame DG ont ainsi vu tous leurs enfants acheter une maison dans les communes voisines à la leur, dans le Comminges, pour y venir passer leurs vacances. Sauf un de leur fils qui a rapidement opté pour une installation définitive avec son compagnon, tous deux travaillant dans une compagnie aérienne, à la grande surprise de ses parents qui n'avaient formulé aucune attente particulière. Monsieur M. qui vit dans le Tarn est au contraire venu à la demande expresse de son frère et de sa mère, tous deux en mauvaise santé. Mais il ne s'est pas installé dans la maison familiale et a rapidement acheté une maison dans les vieux quartiers de Gaillac qu'il a en partie restaurée. Se rapprocher des parents peut aussi conduire à décider de retourner vivre dans le pays d'origine. En relation avec de nombreux nord européens du fait de son activité professionnelle, Madame DU témoigne de plusieurs cas de retour définitif dans le pays d'origine, retour facilité par le maintien d'un logement et répondant aux mêmes motivations³². Madame B fait également état de cas analogues dans le Tarn³³.

³⁰ « c'était pas la situation idéale, surtout quand on commence à vieillir justement et que, la location, c'est pas très sûr quand on a 60 ans passés et là-bas, les maisons sont hors de prix, c'est hallucinant. Donc, un soir, on s'est mis à table avec ma sœur et mon mari, on s'est dit comment on va faire, comment on voit l'avenir... Donc voilà, c'était ça la proposition, vous venez ici, vous vous installez ici, voilà quel est le type de vie, être à côté des petits-enfants parce que c'était les seuls qu'ils ont pour l'instant et voilà, donc ils étaient partants, on a trouvé la maison » Fille de M. et Mme Bo, Tarn.

³¹ « Après avoir fait un grand déménagement comme ça une fois, on n'a pas peur de le faire une 2^{ème} fois. C'est ce que j'ai trouvé. (...) En principe je veux rester ici, dans cette maison, mais je prévois des problèmes. Il faut être réalistes, pratiques ». Madame Lr. Lot.

³² « il y a des gens qui repartent aussi. Parce que, les gens quand ils arrivent à la retraite, ils ont des parents plus âgés et souvent ils sont obligés de partir s'occuper de leurs parents en Angleterre. Je connais beaucoup de gens qui sont repartis pour cette raison là. J'avais des voisins anglais qui sont repartis en Angleterre par ce que, justement, ils avaient leurs parents qui vieillissaient. Ils ont vécu ici, peut-être 10 ans, je sais pas, oui 10, 11 ans et ils sont repartis »

Enfin, le projet de rapprochement peut conduire à une cohabitation entre enfants et un parent âgé. C'est ce qui s'est produit chez les Vg qui ont accueilli la mère de Madame Vg qui a vécu trois ans avec eux. Cette possibilité faisait partie intégrante du projet d'installation à titre permanent dans le Comminges, déménagement que Mme Vg n'aurait pas accepté sans cela car elle ne pouvait imaginer sa mère vieillissante et seule en Grande-Bretagne. Initialement, il était prévu que la mère de Mme Vg s'installe dans un gîte attenant à leur maison, restauré de manière à être accessible à une personne à mobilité réduite, dans la perspective de ce regroupement familial. La volonté des Vg de préserver l'autonomie de chacun fera long feu. Elle ne l'occupera finalement qu'une demi-journée, préférant vivre dans la maison de sa fille et son gendre³⁴. Monsieur et Madame St ont également accueilli la mère de Monsieur St ainsi qu'une de ses sœurs qui vivaient sur la Côte d'Azur jusque là. Mais ils ont à cette occasion aussi fait mouvement, quittant leur domicile en Hollande pour venir dans le Tarn à la recherche d'un logement leur permettant d'accueillir cette famille recomposée.

Loin de prendre acte d'un éloignement géographique qui déferait les liens entre générations, les ménages nord européens étudiés ici jouent de tout l'éventail des possibilités de mobilité dont ils disposent pour aménager des proximités qui, sans revenir à la cohabitation intergénérationnelle qui reste rare, permettent un resserrement des liens. Mais il s'agit là d'une dynamique familiale et non conjugale ou individuelle, un travail de la famille pour se maintenir qui implique les différentes générations en présence. Les proximités comme on vient de le voir sont en partie physiques. Mais il ne faut pas y voir une simple tentative de restauration d'un modèle ancien qui mettrait la proximité géographique au cœur des liens et relations d'entraide éventuelles. Un changement d'échelle s'avère nécessaire pour apercevoir le sens de ce travail familial : l'Europe³⁵ est l'espace où se déploie l'essentiel des pratiques de mise à distance et de rapprochement par les familles interrogées, même si certains de leurs membres vivent ailleurs dans le monde. A cette échelle, plusieurs ménages ne voient aucune différence fondamentale dans les questions que soulève l'éparpillement familial avec une situation où ils seraient restés dans leur pays d'origine et, néanmoins, séparés de leurs enfants ou parents par plusieurs centaines de kilomètres. C'est ce qu'indique clairement le couple le plus âgé de notre enquête, Monsieur et Madame R qui, à 85 ans ont su organiser un environnement qui les sécurise et leur convient. Leurs enfants vivent en Angleterre et au Pays-de-Galle ? Qu'importe ! « *En deux heures, deux heures et demi, il peuvent arriver s'il y a un problème ici. Non, pas de problème.*

³³ « *Il y a une autre dame, elle (a déménagé) pour des raisons de famille : elle avait des parents, elle est fille unique, elle a environ 50 ans. Ses parents ont été très malades et elle a dit « je retourne en Angleterre pour des raisons de familles ».*

³⁴ *Q: et ça a posé problème du coup l'aménagement ou pas ?*

H: non, parce que nous avons un gîte, mais le gîte c'était la maison pour maman.

Q: mais, si j'ai bien compris elle ne l'a jamais vraiment habité ?

H: non, c'était stupide. Elle n'y est restée qu'une après-midi.

F: hein ? Ah, oui, elle y allait parfois pour regarder la télévision.

Q: c'était pas son souhait, en fait ?

H: pourquoi elle serait restée toute seule ? Bon, c'était confortable, mais elle était seule et nous étions seuls ici. C'était stupide.

³⁵ Les pays envisagés lors de la première installation hors du pays d'origine donnent une bonne représentation de la carte des possibles. La France et l'Espagne ou l'Italie figurent en bonne place, mais aussi avec des explorations en Hongrie ou en Croatie. Les installations ou rapprochements d'enfants ou parents vivant plus au loin sont plus rares (Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, Asie du sud-est...).

C'est normal ». C'est d'ailleurs ainsi que se sont passées les choses lors des problèmes cardiaques de Monsieur R ou d'une récente fracture de son épouse. A bien des égards, ces ménages œuvrent au maintien de relations familiales dans des termes qui diffèrent peu de ce qui peut s'observer parmi les « néos », familles françaises migrantes de l'intérieur avec lesquels, ils peuvent tisser des liens parfois plus aisément qu'avec les locaux. Un autre point les rapproche des efforts que font les 50/70 ans pour maintenir des liens à la fois avec leurs propres parents et leurs descendants : ils n'imaginent pas demander à leurs enfants le type d'engagement qu'ils manifestent à l'égard de leurs parents âgés. Le couple CB qui a fréquemment accueilli la mère de Madame CB et qui prévoyait qu'elle vienne vivre avec eux à titre permanent illustre particulièrement cette position en apparence contradictoire. Ils ne manifestent aucun entrain pour donner suite à la proposition de leur fille qui a imaginé leur trouver une maison pour qu'ils puissent la retrouver au Canada. Le froid et l'hiver interminable rebutent Madame CB. Mais, pas plus une autre destination plus chaude comme un rapprochement avec leur fils qui vit en Europe ne semble leur convenir non plus. Le « juste milieu », toujours à réinventer.

Le « plus d'espace », clé des liens avec la famille élargie et les amis éloignés

Quoi de commun entre la demeure médiévale de la famille B dans le Tarn, la petite maison avec grande des Dg dans le Comminges, la maison de Sally et son mari dans l'Ariège ou encore celle de Monsieur M à Gaillac ? Rien si on s'en tient à leur style, leur taille ou leur valeur marchande. Mais, pour ces ménages ainsi que les autres que nous avons rencontrés, elles ont toutes pour point commun d'offrir un espace qu'ils n'auraient jamais pu habiter dans leur pays d'origine du fait de son prix. Sally et son époux illustrent cet étonnement et cet appétit d'espace qui les conduit à acheter une maison bien exposée en Soulane « *c'est le maire (...) qui nous a trouvé cette maison, (...) il y avait une personne là, elle nous a ouvert la porte, on s'est dit, mais ça va être trop cher, (mais) en effet c'était pas, c'était pas beaucoup plus cher que les petites choses qu'ils nous ont montrées avec 2000 mètres carrés. On a 7000 mètres carrés ici. Donc ça y est, on avait assez d'épargne, well comme ça et ... bon* ».

Madame B ne dit rien d'autre concernant l'achat de leur toute première maison, bien avant qu'elle ne fasse avec son mari l'acquisition de leur demeure actuelle « *on a signé pour acheter une petite maison qui nous a séduits vraiment : c'était le soleil, c'était la belle pierre, c'était... Nous qui étions coincés à Londres dans un petit appartement, c'était la place, c'était le paysage, on a dit oui, oui, oui ! Et c'était surtout pas cher, pas cher du tout pour le mètre carré qui est offert par cette maison. C'est une petite, comment ça s'appelle... une maison de maître...* ». Le parti à tirer du bien, sa valeur potentielle à terme et l'effet immédiat de « sur classement » social jouent à l'évidence dans la majorité des situations étudiées. Mais l'espace

ainsi gagné joue aussi un rôle clé dans l'établissement ou le réaménagement des relations avec la famille élargie et les réseaux amicaux des migrants nord européens.

Même lorsqu'ils ont des ressources modestes, il est toujours prévu d'aménager des chambres ou des secteurs entiers de l'habitation afin de pouvoir y loger des proches. Pour les Cb, couple anglais modeste, l'achat d'une grande maison des années 70 à l'abandon dans le Tarn est inséparable du projet d'accueil de la mère de Madame Cb, d'y voir peut-être un jour s'y

réinstaller leurs enfants et d'y accueillir leurs quelques amis Britanniques. Monsieur et Madame F, Tarnais d'adoption eux aussi ont suivi un raisonnement analogue lors de l'achat de leur maison. Aucun permis de construire n'a été nécessaire, la maison d'habitation étant habitable sans gros travaux dès l'entrée dans les lieux. M. et Mme F ont rapidement remis à niveau l'installation électrique et refait la décoration intérieure dans un style cosy. Puis ils ont créé une cuisine et une douche supplémentaire, dans une partie non aménagée de la bâtisse, « *mais c'est pour les invités, quand la famille arrive* ». Monsieur et Madame R ont considérablement réduit la taille de leur habitation, passant à 85 ans d'un château médiéval du Tarn dont ils avaient acheté une partie, à une « petite » maison dont ils reconnaissent que « *C'est très petit mais pas si petit, car il y a trois chambres, deux salles de bains, confortables, très confortables* ». Une petitesse relative donc, qui permet au couple de continuer à recevoir parents et amis. Monsieur et Madame B ont eu à faire aménager sept salles de bains dans leur demeure à partir de matériaux et d'éléments importés d'Angleterre, afin de répondre aux besoins de la famille et de ses visiteurs. Quant à Sally et son conjoint, ils ont pu acquérir une maison qui leur permet de maintenir des relations avec leurs frères et sœurs, neveux et nièces mais aussi bien d'héberger durablement un artiste, car cela fait partie de leur projet de vie en Ariège.

4.4 Visibilité, sociabilité et engagement dans la vie publique

Bien que ne disposant pas de statistiques globales les concernant, les terrains sur lesquels a porté notre enquête ont vu la population de nord européens de 50 ans et plus progresser de manière sensible depuis la fin des années 90. Cet effet relatif de masse a donné une certaine visibilité à ces ménages, visibilité souvent fondée sur les conceptions très catégorielles. Les informateurs interrogés -professionnels de l'immobilier, responsables de services ou d'associations agissant auprès des personnes âgées, et même une partie des élus locaux- n'ont qu'une perception floue de ces ménages et usent surtout de la nationalité pour les désigner, formulant le plus souvent des généralités supposées communes à chacune d'elles. Au mieux, l'exercice de leur métier leur permet-il de pointer qu'il existe tout de même parfois des différences. Tel agent immobilier indique qu'il existe aussi des migrants nord européens qui recherchent des terrains à bâtir et non des maisons³⁶. Les services sociaux du Tarn et de Haute-Garonne, après une recherche systématique dans leurs fichiers témoignent de demandes d'aides émanant surtout de ménages plus jeunes et en grande difficulté. Les élus, à quelques exceptions près que nous décrirons plus loin, identifient surtout la diversité des situations au travers des demandes de permis de construire et d'inscription à l'école du village. Ces stéréotypes et quelques représentations plus fines renseignent toutefois assez peu sur la place réelle prise par ces ménages dans la vie locale, les relations qu'ils nouent entre eux et avec les locaux, la manière dont ils investissent les lieux publics et ouverts au public, la vie associative et collective. Ils n'en disent guère plus sur la place qu'ils prennent - ou qu'on leur concède - dans la vie publique, dans les dispositifs politiques locaux.

Projets de migration, rapport au monde et au local

³⁶ Monsieur RN, Comminges, Haute-Garonne.

L'analyse des trajectoires de vies pointe une dimension importante de ces migrations qui apparaissent et sont largement revendiquées comme un mouvement résidentiel non planifié vers le sud d'une partie des couches moyennes nord européennes. Les ménages interrogés indiquent en effet avoir choisi leur lieu actuel d'habitat pour un ensemble de caractéristiques positives qu'ils recherchaient (paysages, espace et surfaces, services, accessibilité...) mais tout autant par rejet d'autres zones qui ne correspondent pas à la strate sociale à laquelle ils s'identifient : la Côte d'Azur et plus largement la côte méditerranéenne Française sont trop chères et trop peuplées ; la côte Espagnole est réputée s'adresser à des couches plus populaires. Madame B., décrivant ce qu'elle perçoit des migrants qui sont venus s'installer dans le Tarn illustre cette conception : « *Oui, je pense qu'ils appartiennent à la « middle-class ». Dans la middle-class, un peu de tout. Mais, le fait qu'ils sont venus, qu'ils ont décidé d'investir ailleurs, dans un paysage comme ici, c'est pas au bord de la mer, la Costa del Sol. C'est un autre milieu là, c'est plus des gens qui aiment la vie un peu calme* ».

La diversité des situations que recouvre ce terme de « middle-class » et la quête de la plupart des ménages évoque fortement les processus de gentrification abondamment décrits en sites urbains³⁷. A l'instar des « gentrifieurs », il s'agit ici de ménages qui recherchent une certaine qualité de vie et une quête d'espace en échange de quoi ils sont prêts à accepter un certain degré d'étrangeté dans leur environnement immédiat. Leur origine sociale est hétérogène (couple d'industriels, dentiste ou architecte, commerçant, enseignant, technicien...) de même que la position sociale au moment de l'enquête (retraites et revenus de placement confortables mais aussi RMI). On trouve dans notre échantillon, comme dans les quartiers urbains en mutation rapide, des ménages qui sont à la fois « gentrifieurs » et « gentrifiés » : ils résident sur le territoire envié et ils y sont aussi des acteurs de la mutation immobilière au travers des achats et reventes rapides qu'ils opèrent à leur profit³⁸. Comme en ville³⁹, ces derniers ne font pas partie de la vague de pionniers qu'ils ne font que suivre, surfant sur l'intérêt porté à des zones dont la réputation grandit, avant la vague des derniers venus qui doivent eux se contenter de biens moins prestigieux ou disposer de revenus très conséquents.

L'analogie peut être poussée un peu plus loin. On constate en effet une grande diversité de positionnement des ménages enquêtés quant à leur rapport au monde. Ce mouvement de peuplement implique en effet pour partie des ménages qui revendiquent leur appartenance à un monde globalisé et font parfois explicitement référence à une conception capitaliste de leur vie. Le local est alors vu au travers des caractéristiques porteuses d'opportunités à leurs yeux en termes de promotion sociale et d'enrichissement⁴⁰ mais perd tout intérêt en leur absence.

³⁷ Voir notamment Tim Butler, *For gentrification*, Environment and Planning A, vol. 39., Pion Ltd. London, 2007.

³⁸ C'est par exemple le cas de Mme. B. qui en a fait un temps son activité professionnelle dans le Tarn, parallèlement à l'entreprise d'immobilier qu'elle possède à Londres. Dans le Tarn également, le couple OR. a lui aussi cherché à tirer le meilleur parti du marché qui s'ouvrait mais à titre privé : « *Pour nous c'est pas un problème les plus-values parce qu'on peut trouver des maisons très bon marché, et avec ma femme qui a de bonnes idées pour les refaire, on peut les restaurer et on peut gagner beaucoup entre le prix d'achat, la rénovation et le prix de revente.* ».

³⁹ *Les « gentrifieurs » du Bas-Montreuil : vie résidentielle et professionnelle*, Anaïs Collet, in La gentrification urbaine, Espace et Société n°132, Editions érès, Toulouse, 2008.

⁴⁰ M. et Mme B. illustrent le plus nettement ce registre. Qu'il s'agisse de l'éducation de leurs enfants ou de la réalisation d'affaires dans le domaine immobilier, le local est vu comme un vivier, un ensemble

D'autres ménages situent plutôt leur migration dans un registre social démocrate et leur rapport au local sous des modalités quasi contractuelles. Pour certains Anglais, la migration est une solution individuelle pour maintenir ou améliorer des conditions de vie qui se sont dégradées dans leur pays, suite à l'arrivée de Margaret Thatcher, à l'échec des luttes sociales et plus globalement, aux politiques d'inspiration libérales suivies par les gouvernements successifs⁴¹. Toutes nationalités confondues, ils sont également plus portés à soutenir le processus d'intégration européenne⁴² et à définir le local comme un univers culturel qu'il s'agit d'accepter pour y trouver sa place⁴³, ou alors le quitter.

A l'inverse, d'autres migrants incarnent ce qui fait horreur aux précédents, à savoir une relation au local comme espace de vacances perpétuelles où ne se nouent que des relations limitées avec les locaux dont on abandonne rapidement jusqu'à l'idée d'apprendre la langue⁴⁴.

Enfin, il y a les décalés, couples qui se situent plutôt dans les mouvances altermondialistes ou isolés se définissant comme artistes ou acteurs de la scène culturelle. Leur relation au local est plutôt pensée en termes de développement local et passe par une forte implication dans la vie associative, les mouvements revendicatifs, le lancement ou l'accompagnement de projets⁴⁵.

Cette brève description ne prétend pas à l'exhaustivité et aucun de ces rapports au monde ne se retrouve à l'état pur chez l'un ou l'autre des ménages interrogés. Mais nous verrons plus loin que la conception du monde et du rapport au local qu'ont ces « globalisés », « intégrationnistes », « touristes perpétuels » et autres « décalés » se trouve mobilisée dans un large éventail de situations sociales dans lesquels ils sont impliqués.

de ressources à capter et qu'il s'agit de quitter pour une autre localisation lorsque l'intérêt en est moindre ou que les opportunités sont plus nombreuses ailleurs. Au moment de l'entretien, le couple envisage de cesser toute activité professionnelle en France, d'y résider moins de temps dans l'année, au profit de l'Amérique centrale et la Hongrie.

⁴¹ M. et Mme RI, Lot : « *Pour échapper à Margaret Thatcher, parce que c'est une femme affreuse. Elle a détruit beaucoup d'humanité en Angleterre avec ses politiques* ». Ou encore M. et Mme CB dans le Tarn, en difficulté avec l'éducation de leurs enfants et qui déclarent « *Le niveau d'éducation, à cause de Margaret Thatcher, a baissé, a baissé, a baissé !* »

⁴² Tel Monsieur Dm dans le Tarn qui situe résolument sa migration comme européenne, le faisant explorer l'Italie, le bordelais puis Midi-Pyrénées « *Alors j'ai commencé... à vouloir m'installer en Europe, je parle bien de l'Europe, en 1988 parce que je suis depuis longtemps maintenant, ça fait 35 ans, que je suis un européen convaincu* ». Ou encore Monsieur Sheer dans le Comminges « *j'ai toujours été totalement d'accord avec l'Europe... Et toutes mes finances sont en Europe.* » () « *il aurait fallu que l'Angleterre intègre l'Europe. Mais il n'en a pas été question. C'est vrai problème maintenant.* »

⁴³ Jim, la soixantaine, ancien universitaire anglais vivant dans le Tarn synthétise ce point de vue : « *la France n'est pas un parc à thèmes, c'est pas une Disneyland pour les étrangers... Paysage, climat et comme on dit la vie française sans les contacts avec les français ou simplement avec les contacts au minimum et ça je n'accepte pas, si on arrive ici, on adopte, on poursuit les modalités de la vie locale, si on a besoin de poursuivre la vie anglaise, on reste en Angleterre* ».

⁴⁴ Ce positionnement se retrouve fortement chez M. et Mme. R par exemple. Ce couple de 85 ans, profondément épris de la France qu'ils arpentent depuis 50 ans et où ils vivent depuis les années 80 parle à peine le Français. Leur réseau relationnel intime est constitué de Britanniques, à l'exception de quelques Français anglophones appartenant aux professions libérales.

⁴⁵ Sally et son conjoint par exemple, deux anglais de 55 ans qui ont parcouru le monde, passionnés de bio et de développement durable et qui s'installent dans l'Ariège dont ils ont appris qu'elle abritait une forte militance. Ou M. Dm. qui souhaitait développer dans le Tarn son activité théâtrale devenue impossible en Grande-Bretagne et qui créera finalement une galerie d'art contemporain dans un château, propriété de la commune, qu'il restaurera.

Trouver sa place dans un contexte rural

Tous expriment un désir d'espace, de tranquillité et de nature. Certains ont même rêvé de campagne pour y exercer un métier qui les a toujours attirés⁴⁶. Mais pratiquement aucun n'avait vécu à la campagne antérieurement, au sens où même ceux dont la maison se situait dans la « campagne » du sud-est de l'Angleterre ou le sud de la Hollande par exemple, reconnaissent que leur environnement est totalement urbanisé depuis un demi-siècle. Pour tous, le fait de s'installer en milieu rural est une découverte, un apprentissage dans une large mesure aussi, et toujours l'occasion de négociations et d'ajustements pour construire sa place dans un contexte décrit comme rural, à la lumière d'un certain rapport au monde.

C'est le cas lorsqu'il s'agit de trouver sa place dans le voisinage. La construction des relations avec les voisins, leur statut et leur place dans la vie des ménages étudiés varient considérablement. En schématisant un peu, deux approches se distinguent.

Pour les « globalisés » et les « touristes perpétuels », le voisinage se confond avec le paysage. Le voisin, surtout s'il s'agit d'un paysan, est méconnu et parfois redouté du fait d'images telles que celles véhiculées par la propagande et les tabloïds Britanniques⁴⁷. Des pratiques préventives sont alors préconisées qui se limitent le plus souvent à une rencontre systématique des voisins immédiats : « *tous les Anglais disent « Il faut rencontrer les fermiers à côté, sinon vous auriez une carcasse morte dans votre jardin!* »⁴⁸. Les craintes ont un autre motif plus sérieux. Le voisinage, en tant que paysage que l'on a choisi, participe de la qualité de vie, de l'agrément du lieu et de la valeur du patrimoine que l'on a acquis. Le refus de voir le paysage se modifier, notamment s'il s'agit de nouvelles constructions est clairement exprimé chez certains ménages qui, bien que très libéraux, voient quelques avantages à des cartes communales ou PLU restrictifs⁴⁹. Lorsque les choses se passent bien, les voisins sont caractérisés par leur « gentillesse », terme qui évoque un régime relationnel proche de celui décrit par Boltanski et Thévenot dans un « monde domestique »⁵⁰. Les relations d'entraide sont ici faibles ou inexistantes.

Pour les « intégrationnistes » et les « décalés », le voisinage conserve ses qualités de paysage, mais c'est surtout en tant qu'espace où peuvent se construire des relations d'échange et

⁴⁶ Monsieur Rn, Belge, dont le rêve d'enfant était de devenir agriculteur par exemple.

⁴⁷ « *quand ils arrivent là, ils se méfient des agriculteurs, ils ont peur des agriculteurs. Parce que dans les années Thatcher, et puis le « Common Agricultural Policy», et tout le monde a dit « il faut se méfier des agriculteurs français* ». Mme B. Tarn.

⁴⁸ Mme B. Tarn.

⁴⁹ « *Mais, l'endroit ici, on a trouvé cette maison avec deux hectares autour de la maison, mais on a toujours l'espoir que les maisons neuves ne se construiront pas, que ça va rester comme ça jusqu'à la (forêt de) Grésigne. Mais je suis sûre que petit à petit des maisons vont être construites. Mais, je ne sais pas, car c'est une vallée qui est parfois inondée et je crois que les inondations, on peut pas construire...* » Mme OR, Tarn. « *Il faut être protégés, il faut avoir des champs qui nous appartiennent autour, parce qu'on a peur que quelqu'un va développer un lotissement à côté. Mais c'est pas le cas ici, parce que ça n'arrive pas. Et je sais maintenant, parce que j'ai fait quelques années au Conseil (Municipal) dans le rural, je sais que c'est le planning de l'urbanisme qui est très, très dessiné. On peut pas construire là, au milieu d'un champ!* ». Mme B. Tarn.

⁵⁰ De la justification. Les économies de la grandeur. L. Boltanski, L. Thévenot. NRF essais, Gallimard, Paris 1991. pp. 207-222.

d'entraide qu'il est envisagé⁵¹. Monsieur et Madame Hu, Hollandais de 78 et 63 ans installés dans le Comminges ont eux aussi fait la tournée des voisins. Mais dans un but bien différent, celui d'inaugurer une relation d'échange : « *Alors, nous avons fait le tour pour faire connaissance, et pris l'apéritif, l'apéro, et après nous avons invité tous les gens ici pour un repas hollandais et pour d'autres fêtes. Tous nos voisins sont invités et ça marche bien* ». Elle ajoute plus loin dans l'entretien, parlant des personnes sur qui compter en cas de problème ou d'urgence « *ça dépend du problème bien sûr. Mais je peux appeler tous les voisins, oui, bien sûr. Et il y a aussi des amis hollandais dans les environs que nous pouvons appeler aussi. Mais, en premier, nous pouvons appeler nos voisins. Ils sont jeunes, mobiles, et ils viendraient tout de suite, j'en suis sûre s'il y avait quelque chose* ». Lorsqu'ils disposent d'un terrain dont ils n'ont pas l'usage, il arrive de le céder à un voisin qui y fait paître son cheptel, comme l'ont fait M. et Mme DG., gratuitement ou en échange de quelques fruits ou légumes, évitant ainsi les critiques qu'ont à essuyer d'autres migrants nord européens⁵² même si ce n'est pas le but premier. Les échanges et coups de mains réguliers sont aussi très fréquents, provenant des ménages migrants en direction de leurs voisins agriculteurs très âgés par exemple⁵³, ou en sens inverse, le prêt par un voisin Français d'un camion ou de matériel pour réaliser des travaux⁵⁴ ou une attention quotidienne à une voisine Anglaise qui traverse une période difficile⁵⁵. Pour plusieurs de ces ménages, ces relations de voisinage viennent donner corps à une envie de trouver un lieu ou mettre un terme à une mobilité internationale qui a marqué la vie professionnelle, à s'arrimer à une terre⁵⁶. Il n'est d'ailleurs pas rare que ces mêmes ménages portent une attention particulière à leur jardin potager, une activité partagée du couple⁵⁷, ou qu'ils se soient entourés d'animaux parfois étonnants⁵⁸ dont ils s'occupent personnellement, autant de jardins et bêtes qui « les retiennent là » et qui multiplient les occasions d'échange avec le voisinage. Quand à l'urbanisation du voisinage, ils l'ont connue eux aussi souvent dans le pays d'origine, mais ils la voient comme une évolution inéluctable et potentiellement porteuse de développement⁵⁹.

Intégration ou entre soi ? Une question qui fait clivage.

⁵¹ Madame W. hollandaise de 62 ans vivant dans le Lot évoque ses voisins Français « *Eux ils disent Ah C. tu as fait des tas de choses pour nous, c'est incroyable et je dis Ah mais c'est réciproque hein. Parce que vous m'avez donné aussi beaucoup* ».

⁵² Deux cas sont rapportés de conflits autour de terres laissées sans usage productif dans le gaillacois.

⁵³ M. et Mme Vg dans le Comminges qui prennent avec eux un couple âgé au marché. Ou encore M. et Mme. Cb dans le Tarn qui ont longtemps été dans des relations d'échange quotidiens avec leurs voisins immédiats, un couple âgé aujourd'hui décédé.

⁵⁴ M. et Mme F. dans le Tarn qui savent pouvoir compter sur les deux familles d'agriculteurs qui habitent près de chez eux en cas d'urgence, l'un deux venant interrompre l'entretien pour confirmer qu'il accompagnera bien l'après-midi M. F. avec son camion pour acheter du sable.

⁵⁵ Mme Rs, dans le Tarn, qu'une voisine pourtant bien plus âgée qu'elle vient voir tous les matins pour s'assurer qu'elle va bien, sachant qu'elle vit seule depuis que son mari a été hospitalisé dans l'attente d'une entrée en MAPAD.

⁵⁶ Tels M. Wi dans le Comminges ou M. et Mme F. dans le Tarn.

⁵⁷ Sally et son conjoint en Ariège, M. et Mme HU ainsi que M. et Mme Dg dans le Comminges par exemple.

⁵⁸ Mme Rs et ses moutons de compagnie par exemple.

⁵⁹ Tels M. et Mme Dg, qui voient progresser l'installation de jeunes ménages dans la commune, depuis l'annonce de la réalisation prochaine d'une autoroute reliant Toulouse à Auch, phénomène qu'ils ont connu dans la lointaine banlieue d'Amsterdam.

Jim dont les propos sont rapportés plus haut, n'est pas un cas isolé. Plusieurs personnes interrogées disent mal accepter l'attitude de leurs compatriotes Britanniques ou Hollandais qui préfèrent l'entre soi au développement de relations avec les locaux. Monsieur et Madame Dg expliquent que s'intégrer faisait partie intégrante de leur projet migratoire : « *C'était aussi à ce moment là que nous avons dit, nous faisons cela pour changer de pays mais nous voulons nous intégrer dans ce pays et pas seulement avec les Hollandais qu'il y aurait autour (...) Ça c'était notre base, on est arrivés ici dans une culture qui existe et il faut accepter cette culture.* ». Certains vont jusqu'à fuir les quelques associations à base nationale qui se fixent pour rôle d'aider à l'implantation de leurs compatriotes et favoriser les liens avec les territoires d'accueil. Madame W, dans le Lot est dans ce cas et évite La « Tulipe de Dordogne » parce qu'ils « *qu'ils (se) collent ensemble (dans) un club des Hollandais et j'ai horreur de ça. Même dans des pays en Afrique on ne s'est jamais mêlés avec des autres Hollandais* », ce qui ne l'empêche pas d'avoir quelques amis Hollandais qui résident non loin de chez elle. Tenants de l'intégration et pratiquants de l'entre soi convergent sur un point : la position centrale de l'apprentissage de la langue. Une évidence qui est en partie une défausse que met à jour la mise en parallèle des entretiens des uns et des autres. L'argument de la langue permet aux uns de limiter la force de leur critique et aux autres de ne pas avoir à justifier leur mode de vie parallèle à la société locale, se bornant à évoquer ce qui est par ailleurs une réalité, la difficulté à maîtriser une langue étrangère à l'âge adulte et la pénibilité d'échanges dans cette langue durant toute une soirée par exemple⁶⁰.

Le fait que les Hollandais de plus de 50 ans aient un avantage linguistique sur les Anglais interrogés est incontestable, la plupart d'entre eux ayant été initiés à la langue française dès l'école primaire. Mais il se trouve également dans notre échantillon des Anglais qui ont acquis une certaine aisance en français, voire qui le maîtrisent parfaitement. Il faut donc inverser la logique et considérer que, globalement, l'apprentissage de la langue se fait en fonction du projet de chacun, du rapport qu'il souhaite entretenir avec le monde qui l'entoure et non le contraire. La catégorisation sommaire évoquée plus haut peut à nouveau aider à clarifier sans trop les simplifier les dynamiques qui font que les « intégrationnistes » et « décalés » cumulent un réseau relationnel très mixte, alors que les « touristes perpétuels » et les « globalisés » se limitent plus souvent à l'entre soi et à la pratique majoritaire de leur langue.

Pour les premiers, l'apprentissage de la langue est tout aussi complexe que pour les autres, mais il se fait de multiples façons, au fur et à mesure du développement des échanges avec les locaux. C'est le cas de Monsieur et Madame Dg qui ont tout à la fois piloté la rénovation des maisons que leurs trois enfants ont acheté non loin de chez eux et se sont impliqués dans la vie associative locale⁶¹. Les relations avec les artisans et administrations d'une part, et les membres

⁶⁰ « *Je crois qu'il y a des différences entre vos vies et les nôtres. Je crois, bien que nous soyons très amis, très amis avec des français, je crois qu'à cause de la langue ce sera toujours avec des anglais que nous serons les plus proches. C'est à cause de la langue, c'est les nuances de la langue !* ». Mme R. Tarn.

⁶¹ *Q: vous parliez déjà un petit peu le français avant de venir ?*
F: oui, un petit peu, ce qu'on avait appris à l'école. Mais c'est ici qu'on apprend le mieux, quand on est avec les gens (...) Et ça, c'est là que j'ai beaucoup appris : quand tu as des travaux à faire, il faut que tu sois là, souvent. Et j'ai cherché des entreprises qui puissent faire le travail. J'ai discuté, j'ai appris beaucoup de français à ce moment là. »

des associations concernées les ont contraints à améliorer leurs performances. Pour les Cb, ce sont les relations de voisinage et les mille petits boulots qu'ils ont dû faire comme les vendanges ou châtrer le maïs qui leur ont permis de se débrouiller en Français qu'ils parlent avec l'accent du Tarn, leur seul regret étant de ne pas bien comprendre l'occitan qu'utilisent encore leurs voisins âgés. Le rejet de l'entre soi ne repose toutefois pas seulement sur une relation au monde transformée en posture systématique. Il peut aussi résulter en partie d'une relation avec les compatriotes qui a tourné court, d'une trajectoire sociale qui se traduit au final par une (auto ?) exclusion des réseaux qui privilégient l'entre soi. C'est ce qui s'est produit pour les Cb évoqués plus haut, qui ont réussi l'essentiel à leurs yeux, à savoir l'éducation de leurs enfants, mais qui se sont enfoncés dans la précarité économique. Ils se sentent mal à l'aise avec beaucoup de leurs compatriotes du fait des attitudes de supériorité qu'ils affichent, à l'égard des Français parfois et des Britanniques pauvres assurément, ce qui les conduit à ne pas fréquenter les nombreuses « parties » qui sont organisées et à préférer se lier à des Français⁶². Monsieur M. est un cas similaire. A 57 ans, c'est en France qu'il a vécu le plus longtemps. Il n'a qu'un ami anglophone à Gaillac. Il ne fréquente pas les Anglais « classiques » dont il dit qu' « en général, ils ne font aucun effort. Ils restent dans leur petite clique, la plupart ont réussi à gagner un paquet d'argent en Angleterre avec le marché immobilier en Angleterre qui donne une valeur surréaliste, ils ont vendu et sont venus ici avec un paquet d'argent, retraités et à l'aise! Ils ont SKY par satellite et la BBC, ils ont un petit journal, c'est une colonie! ». L'échec de son projet de librairie l'a éloigné de compatriotes qui ne l'auraient pas du tout soutenu dans son entreprise et à l'égard desquels il nourrit un certain ressentiment : « Bon je les connais mais c'est « salut M., ça va la librairie? Non, ah quel dommage! » mais ils ne m'ont jamais acheté un seul bouquin. Les 70% des bouquins que j'ai vendu c'était à des Français. Pour moi, ça a été une grande déception. J'avais fait une petite étude de marché et tous disaient « oui, moi je lis 3 bouquins par mois », mais ils ne sont jamais venus, ou s'ils venaient c'était parce qu'ils déménageaient et qu'ils avaient un stock de bouquins à me vendre. Donc, dans nos relations, il y avait un peu de friction ».

Pour les seconds, « globalisés » et « touristes perpétuels », la dynamique est exactement inverse. Ils disent tous avoir fait des efforts pour apprendre la langue et s'intégrer, ce qui n'est pas douteux, tant le message est ressassé dans la presse et les milieux associatifs spécialisés. Mais le résultat linguistique reste aussi maigre que le réseau relationnel développé avec des locaux. Trois logiques participent de cette dynamique. La première est presque mécanique et tient à l'augmentation rapide des nord européens venus s'installer dans les terrains que nous avons explorés. Les publications et agences spécialisées dans les pays du nord ont accéléré le phénomène, de même que les relais immobiliers locaux ou encore l'effet « chain reaction » que décrit Madame B. évoquant le fait qu'elle et son mari aient contribué à faire s'installer dans le

⁶² « Toujours les clubs ! J'étais à une petite fête, ça c'est l'année 98. Il y a les anglais et les français là, mais une madame elle a dit « Ha, bonjour, hello » - elle était anglaise- « you are retired ? ». I said « no », « oh what do you do ? », I said « I work here ». « Ho, why? she said. « Because I need to ». « Oh dear, I'm so sorry ». C'est vrai hein, Mary ? And she walked off ! (...) « De temps en temps elle est au Leclerc, elle est au village quand je visite le village deux fois par jour, elle est là, elle est comme ça chaque fois elle me regarde... Parce que "we work!. (...) You are poor, you stay there. We are rich, we stay here. So stupid, je m'en fous ».

Tarn eux et plusieurs ménages Britanniques qu'ils connaissaient, de même que Monsieur et Madame DG qui ont contribué à entraîner dans l'aventure plusieurs anciens collègues de travail. Madame R. doyenne de notre échantillon, résume assez bien les évolutions qu'elle a constatées dans le Gaillacois où elle réside « *« Je ne suis pas satisfaite de mon français. Je devrais le parler mieux, mais c'est à cause de la présence d'autant d'anglais et on parle anglais presque tout le temps. (...) Mais ce qui est bien, c'est que tous (les locaux) parlent anglais ! (rire du couple). Mais c'est très mauvais pour nous parce que (rires)... Tous parlent anglais. Et c'est très intéressant parce que ça, ça a changé en 20 ans. (...) Quand nous sommes arrivés ici, personne à Gaillac parlait Anglais, pour faire les courses. Mais maintenant, il y en a beaucoup, de plus en plus. Peut-être qu'ils apprennent la langue à l'école maintenant. »*. Les professionnels de santé ont également suivi le mouvement, dans les quatre départements où nous avons enquêté. La deuxième logique qui permet de mieux comprendre le développement de l'entre soi parmi les nord européens âgés vivant en Midi-Pyrénées résulte de l'expérience faite par une partie de ces ménages qui les a convaincu qu'ils n'avaient aucune obligation à développer des relations autres que fonctionnelles avec les locaux. Une fois pacifiées, les relations de voisinage, la croissance du potentiel relationnel nord européen aidant, rien ne milite plus en faveur de relations coûteuses à établir. Au prix d'un subtil renversement des rôles, une des personnes interrogées résume assez bien la conclusion à laquelle certains sont arrivés « *les gens d'ici ont leur vie, ont leur rythme de vie et ils n'ont pas besoin de nous. Ils n'ont pas eu besoin de nous* »⁶³. La dernière logique concernée ici renvoie à une déception de ces ménages au regard de leurs attentes de promotion sociale par l'habitat. Ils ont fait l'expérience de la « ruralité », douloureusement, découvrant un monde paysan qu'ils rejettent absolument⁶⁴ et constatant la très faible proportion des couches moyennes supérieures qu'ils espéraient trouver là. Le couple Or dans le Tarn en témoigne, estimant même qu'il n'y avait pas de Français à la campagne, en tous cas, pas ceux qu'ils attendaient. « *Ça, c'était notre première idée, d'être intégrés avec les Français. Mais, les Français... on a pas pensé à la campagne. (...) Oui, il y a des paysans, on a été bien, on était amis avec, on était voisins et tout ça, mais c'est pas la même chose! Alors, pour ça, maintenant, finalement, on a quelques Français, des vrais amis, mais pas beaucoup parce qu'il n'y a pas beaucoup de Français qui habitent à la campagne. (...) On a cru que peut-être il y avait beaucoup plus de Français comme nous, plus éduqués peut-être, qui ne soient pas des paysans ou des fermiers, des avocats, des médecins, des écrivains... Il y en a quelques-uns mais ils sont une minorité. (...) Finalement, les Anglais sont arrivés, plus nombreux et comme cela on a trouvé des amis avec lesquels s'identifier beaucoup plus, qui ont fait le même métier par exemple, avec des enfants dans les mêmes écoles privées...* ». Dans bien des cas, les Français avec lesquels les relations se nouent le plus aisément sont des urbains transplantés qui peuvent être reconnus comme pairs car appartenant aux mêmes groupes sociaux et s'appuyant sur un rapport au monde proche. Au prix souvent d'un élargissement de l'aire de recrutement de ces relations amicales françaises à l'échelle de la région.

⁶³ Mme B. Tarn.

⁶⁴ La description qu'ils font parfois du mode de vie des occupants des maisons qu'ils ont achetées et de leur aménagement est sur point éloquent : « *C'est un milieu rural : il y avait tous les meubles dans la cuisine en chêne, bien sûr foncés, avec une espèce de carrelage pour les plans de travail. Et déjà on a dit « mais il y a de la nourriture qui peut rentrer dans les joints ! Comment ça peut être fait comme ça ? »*. Mme B. Tarn.

Cette présentation du clivage entre tenants de l'intégration et pratiquants de l'entre soi est volontairement sommaire. Elle ne rend pas compte des situations plus complexes qui se rencontrent pourtant fréquemment chez les ménages étudiés⁶⁵. Malgré ses limites, elle attire l'attention sur des modes de construction des relations avec la société locale qui ne font pas la même place à la notion d'interdépendance. Car si la pétition d'indépendance à l'égard des proches, des voisins et amis ou des institutions se retrouve chez tous les ménages, elle ne se concrétise pas de manière identique selon le type de rapport au monde auquel on se réfère prioritairement. Pour les uns, l'interdépendance est acceptée voire promue, alors que pour d'autres elle est plutôt à fuir, par peur de perdre en liberté de choix et de mouvement.

Dans leur grande majorité, les ménages interrogés estiment normal et de leur responsabilité d'adapter leur habitat à l'évolution de leur situation de santé ou de perte d'autonomie, par l'adaptation du logement auquel ils sont attachés ou par la mobilité. Ce qui les différencie, c'est la fréquence de cette mobilité et l'espace au sein duquel elle se réalise. Pour les « intégrationnistes » et « décalés », l'adaptation du logement et la mobilité tardive semblent être privilégiées. Pour les autres, on constate une mobilité plus élevée et plus précoce⁶⁶, à la recherche d'autres « parcs à thèmes », pour reprendre les termes de Jim, et de lieux où la mobilité résidentielle puisse aller de pair avec un gain patrimonial.

On entrevoit les conséquences pratiques de telles différences pour ceux qui n'auront pas migré vers d'autres lieux, lorsque se feront sentir avec les effets liés au vieillissement. Les liens et réseaux d'entraide des uns et des autres diffèrent sensiblement, les uns étant plutôt appuyés sur la société locale, les autres sur des nord européens. Il peut en résulter des formes et intensités de soutien différentes, mais ce point serait à préciser par une analyse plus centrée sur des situations de perte forte d'autonomie, encore peu nombreuses sur les terrains que nous avons explorés. On peut par contre estimer avec plus de sûreté que les médiations entre chacune de ces catégories de ménages et l'offre de services, de soins et d'accompagnement seront différentes. On pressent bien que le débat ne se limitera pas à la part prise dans l'accompagnement du vieillissement par l'aide professionnelle et marchande d'une part, et par les aidants dits naturels d'autre part. On voit bien dans les exemples cités plus haut, que ces derniers n'ont rien de naturel et résultent d'une construction orientée par un rapport au monde. C'est peut-être là que va s'ouvrir un nouveau chantier pour les Conseils Généraux et les services spécialisés en direction des personnes âgées. Lorsqu'ils mesureront les limites des méthodes d'élaboration des plans d'aides par exemple, peut-être éprouveront-ils le besoin de mieux intégrer les univers que les ménages migrants nord européens se sont réinventés ici, et peut-être souhaiteront-ils faire évoluer leur capacité de plasticité et de réactivité pour être en phase avec ces nouveaux usagers. Les

⁶⁵ Par exemple, le fait que les femmes maîtrisent en moyenne mieux le français que les hommes, quel que soit le type dominant de rapport au monde auquel elles se réfèrent. Ou encore, les liens rapides que certains « décalés » peuvent nouer avec des transplantés, ne laissant pas ce type de relations aux seuls « globalisés » et « touristes perpétuels », point que nous examinerons plus loin.

⁶⁶ Dans des formules d'habitat spécifique (voir plus loin) où domine une pratique de secondarité, les départs sont fréquents après 6 à 10 ans de résidence. Des cycles analogues sont décrits dans le Tarn par Mme. B. qui voit repartir des ménages qui partent vers des lieux pouvant leur procurer plus de soleil et de loisirs « *j'ai eu d'autres amis de D. qui après 7 ans – c'est une période de 7 ans – qui ont dit « les hivers sont trop moches ici, il y a rien qui se passe » et ils sont partis pour le sud de l'Espagne, où il y a la vie et le soleil en plein hiver. Ils aiment beaucoup jouer au golf. Ils avaient 50 ans quand ils sont venus en France, mais à 57 ans ils se disent « non les hivers sont trop calmes pour nous et le temps ne nous convient pas ».*

difficultés linguistiques seront ici moins centrales que l'apprentissage de nouveaux modes d'élaboration de relations d'aide dont il est prévisible que le pivot sera placé du côté des ménages. Les échos recueillis dans le cadre de cette enquête auprès des services et associations concernées sur l'élaboration actuelle des plans d'aide – plutôt technique et fondée sur une vision familialiste – ne les y prépare guère.

Visibilité, engagement citoyen et émergence sur la scène publique locale

Comme toute migration un peu importante, l'arrivée rapide et massive des européens du nord de 50 ans et plus a donné lieu tout à la fois à une « sur visibilité » et une « sous visibilité » de ces ménages. Sous visibilité car, au-delà du manque de données statistiques, les informateurs que nous avons interrogés – élus, associations et services agissant en direction des personnes âgées, professionnels de l'immobilier – n'ont qu'une représentation très limitée des nord européens installés dans leurs territoires, véhiculant principalement des stéréotypes. A leur décharge, il faut pointer le caractère récent de cette migration et le fait que le savoir dont ils disposent éventuellement sur les migrants venus du sud ne leur est pas d'un grand secours tant les situations sont en apparence opposées. Le très faible nombre de sollicitation des services sociaux par ces ménages en fait des quasi inconnus des Conseils Généraux et des CCAS. C'est chez les acteurs communaux ou qui agissent sur de petits territoires qu'on trouve néanmoins quelques signaux qui sont repérés de manière récurrente : l'évolution du nombre d'enfants scolarisés dans le primaire, le nombre de déclaration préalable de travaux et de permis de construire, l'apparition de commerces ciblés comme les pubs, ou des rumeurs sur l'installation d'artisans nord européens. Dans les terres viticoles, l'achat de vignes par des nord européens, non pour spéculer mais pour les exploiter, est suivi de près. Il génère à la fois un attentisme sceptique et une certaine reconnaissance du ménage, en tant que viticulteur et non comme étranger, si ce ménage a fait la preuve de ses compétences professionnelles⁶⁷. Ces repérages effectués par les informateurs locaux sont tous sous-tendus par une grille implicite de type développement local, mais sans qu'un discours ou une stratégie construits soit perceptible. Seules les communes porteuses de projets immobiliers explicitement destinés à des « seniors » nord européens affichent une stratégie de développement local par l'habitat. Mais ici, la représentation des ménages nord européens semble surtout se construire au travers du prisme du projet immobilier, des retombées qui en sont attendues et du discours marketing qui l'accompagne.

Pourtant, les scènes politiques locales commencent à faire une timide place à des figures issues de cette migration des nord européens. Nous décrivons d'abord de manière non exhaustive la réalité de cette émergence. Puis nous examinerons sur les terrains que nous avons étudiés les formes d'engagement citoyen et de visibilité des nord européens dans les espaces ouverts au public, pour pointer leur importance mais aussi le fait qu'existe une assez claire déconnection entre leur action et les logiques qui font de certains nord européens des élus locaux.

⁶⁷ Gaillac et ses environs, dans le Tarn par exemple où plusieurs viticulteurs Britanniques, Hollandais et Allemands se sont installés, avec des projets de viticulture biologique ou conventionnelle. Une des familles contactée lors de cette enquête mais qui n'a pas donné suite exploite ses vignes et vinifie, commercialise sur place et est présente au centre ville via une cave ouverte par un des fils.

Bien qu'encore modeste, l'apparition de candidats et d'élus au sein des conseils municipaux est une réalité dans les communes des terrains étudiés⁶⁸. Les contacts pris ont permis de pointer deux élus dans le Tarn, l'une Anglaise qui en est à son deuxième mandat, l'autre sur une petite commune, un Anglais également, ainsi qu'une élue Hollandaise dans une petite commune du Lot. Apparaissent aussi trois candidats non élus appartenant tous à des listes d'opposition aux majorités sortantes, un Britannique et un Belge dans le Tarn, un Hollandais dans le Gers, et un Irlandais dans le Comminges (Haute-Garonne). On note enfin deux élues de nationalité française mais mariées à des Nord Européens, l'une dans le Tarn, l'autre dans le Comminges. Plus lointaine dans le Gers, une petite commune compte parmi ses élus un viticulteur Allemand. Malgré le nombre limité des situations repérées, quelques constats peuvent être faits. Tout d'abord, le fait que les candidates et candidats élus, étrangers ou conjoints de nord européens, le sont de manière très confortable, supérieure dans tous les cas à la tête de liste. On remarque également qu'ils ne sont élus que dans des petites communes de moins de 1000 habitants, situation qui peut s'expliquer par les choix faits par les Nord Européens de s'installer dans des communes rurales. Pourtant, leur présence même nombreuse ne se traduit pas automatiquement par des candidatures ni des élus aux élections locales : C dans le Tarn, commune clé du « triangle d'or » où ils ont été nombreux à venir vivre, ne comporte aucun élu nord européen. Enfin, il faut noter que l'intégration de candidats nord européens n'est pas l'apanage des listes sortantes, signe qu'ils commencent à constituer un enjeu dans le débat local.

On peut à ce propos esquisser trois formes d'intégration de ces candidats aux listes présentées, en analysant les informations disponibles sur leur profil et les enjeux locaux. Pour certaines équipes municipales, il s'agit surtout de disposer d'un élu qui puisse faire lien avec des ménages qui sont mal connus du personnel politique local mais dont on perçoit la place dans la vie communale. Ce sont alors leurs qualités de médiateur qui sont mises en avant⁶⁹. Dans d'autres cas très classiques comme à P dans le Comminges, le maire a souhaité qu'un Hollandais fasse partie de sa liste, parce que nord européen mais surtout très engagé dans la vie associative locale, proposition que ce dernier a refusé. Enfin, il peut s'agir comme à L ou, hors de nos terrains d'enquête à C dans le Gers, de faire signe à l'électorat, de signifier la place accordée aux migrants nord européens dans la commune, lorsque de gros projets immobiliers spécifiques à leur accueil sont en cours⁷⁰.

La vie associative joue un rôle important dans les relations entre le personnel politique de proximité et les nord européens, indiquant qu'elles sont un des ressorts de leur intégration à la vie sociale locale, mais qu'elles jouent pour eux comme pour la population en général un rôle

⁶⁸ A notre connaissance, aucun nord européen ne siège dans une intercommunalité ni dans une des assemblées départementales des quatre départements où se situent nos terrains d'enquête. Nous n'avons toutefois pas mené systématiquement la vérification faute de temps.

⁶⁹ Elue Anglaise de Castelnau de Montmirail qui déclare à French News faire partie à nouveau de la liste du maire sortant afin de poursuivre le travail de lien et d'aide aux Anglais installés dans la commune. Elue d'une commune du Lot dont une voisine interrogée durant l'enquête déclare « *Ah c'est bon une Hollandaise dedans (le conseil municipal), hein (...) pour les idées, les Hollandais ils ont peut-être d'autres idées quels Français mais on peut parler avec, hein, c'est toujours bon. H. (l'élue), c'est une femme très ouverte pour tout, elle est gentille pour tout le monde* ». En précisant tout de même « *c'est plutôt les personnes qu'on choisit que les nationalités. Oui, elle avait beaucoup de voix* ».

⁷⁰ A Lombez, le candidat Hollandais sur une liste d'opposition au maire sortant est gérant du golf qui jouxte le parc du Château Barbet, complexe résidentiel habité en presque totalité par des Hollandais.

clé de constitution des réseaux d'interconnaissance sur lesquels le personnel politique peut prendre appui. Plusieurs des personnes que nous avons interrogées sont très impliquées dans des projets associatifs, notamment sur des enjeux environnementaux. C'est le cas de M. et Mme R et L dans le Lot. Ils sont tous deux adhérents depuis leur arrivée sur la commune d'une association qui s'oppose à un projet de carrière, engagement dont ils disent que « *c'est une chose qui nous a aidés à nous intégrer* », madame en étant aujourd'hui secrétaire. C'est aussi le point de vue de J. et H. (76 et 81 ans), membres du Conseil d'Administration de la même association et qui relatent lors de leur entretien, les défilés, distributions de tracts et interventions sur les radios locales ou sur FR3 qui ont changé leur place dans la vie locale⁷¹. Les couples Dg et Hu dans le Comminges sont aussi bien impliqués dans des actions en lien avec l'environnement, le premier via une association qui s'oppose à la création d'une porcherie industrielle dans une commune voisine, le second par une voie plus étonnante qui vise autant à parfaire leur intégration qu'à satisfaire leur souci environnemental : ils ont rejoints l'association locale de chasse⁷². Or, cette mobilisation autour d'enjeux environnementaux n'est pas seulement le fait de « décalés » ou d'« intégrationnistes ». Les associations que décrivent les personnes interrogées rassemblent en effet des nord européens installés à l'année, mais aussi d'autres qui ne résident là que 6 mois par an, ou des Français qui ont leur maison de vacances dans la région, ou encore le maire et le conseil municipal qui soutiennent l'initiative. Le degré et les motifs d'implication sont probablement différents, mais ces associations ont un pouvoir d'attraction réel et constituent un des lieux d'action citoyenne où se côtoient un large éventail de la société locale, en lien avec le personnel politique en place.

D'autres initiatives associatives ou plus informelles jouent des rôles proches, comme le club du 3^{ème} Âge de P dont le président actuel de nationalité hollandaise a proposé au président sortant et ancien maire de rester à ses côtés en tant que « co-président ». Autre cas de figure avec Monsieur J. qui est Belge et vit dans le Tarn. Il a été candidat malheureux sur une liste dont il précise que « *ce n'était pas une liste étrangère. Il y avait des indigènes et des gens venus d'ailleurs* ». Il fait partie de plusieurs associations locales dans lesquelles il est fortement impliqué et compte monter avec des copains un site internet pour faire la promotion de la région mais aussi de la politique : « *c'est de la politique, je crois pas que c'est de la politique politicienne.* ».

De manière moins visible, il existe un ensemble d'associations et d'activités qui rassemblent de manière durable ou plus ponctuelle migrants nord européens, locaux et transplantés, notamment dans le domaine socioculturel. Les chorales ont ainsi été évoquées à de multiples reprises. Elles sont certes un passe-temps surtout féminin semble-t-il, mais elles sont aussi très impliquées dans des occasions de rassemblement de la population locale et parfois des élus, du fait de leur place lors des enterrements⁷³ et manifestations plus festives. Il en va de même lorsqu'un petit groupe de peintres amateurs de toutes nationalités vivant dans le Comminges organise des

⁷¹ « *Oui, c'est à ce moment là qu'on s'est sentis vraiment intégrés* ».

⁷² « *Et j'ai réussi mon permis de chasse, pour s'intégrer à nos amis autour de nous, qui sont très chaleureux, pour s'intégrer un peu là, pour comprendre la gestion de la faune et pour comprendre pourquoi ils sont si fou de chasse, de tir. Ouais.* ». Mme Hu, Comminges.

⁷³ C'est ce qui fait reculer certaines personnes interrogées qui, bien que désireuses de chanter dans un groupe, ne se voyaient pas assister à toutes les obsèques du canton.

expositions dans leur village tous les week-ends durant l'été. Ou encore, non loin de là, avec l'initiative d'un groupe de Hollandais de créer un club de pétanque ouvert à tous.

Deux autres types de pratiques et de lieux, les cafés et restaurants d'une part, les marchés d'autre part, sont aussi des lieux de visibilité et de formes labiles de sociabilité, particulièrement appréciés des nord européens.

Aucun café ou restaurant spécialisé dans l'accueil des nord européens n'a été repéré sur les communes où s'est déroulée notre enquête. Certains les accueillent toutefois plus volontiers et, face à l'augmentation rapide de cette clientèle potentielle, plusieurs tentatives d'ouvertures plus ou moins réussies de pubs et restaurants ont été signalées⁷⁴. Quelques cafés attirent de nombreux nord européens, notamment lorsqu'ils sont dotés d'une terrasse, élément français si typique⁷⁵. Certains nord européens les pratiquent régulièrement, s'installant à l'extérieur les jours de marché, mais pouvant y venir plus régulièrement, ce qui les distingue de beaucoup de locaux. Ceux dont le goût et la volonté d'intégration locale va jusqu'à les faire adhérer au club de rugby⁷⁶ retrouvent leurs amis au café les jours de match. D'autres nord européens bien peu intégrés peuvent être aussi de la fête⁷⁷, mais ils ne se sentent que moyennement à l'aise dans ces lieux qui ne remplaceront jamais les pubs Anglais ou Irlandais, leur ambiance et l'humour qui, selon eux, les caractérisent.

Les marchés de plein-vent et les commerces de centre ville qui les entourent occupent une place similaire dans la vie quotidienne des ménages. Ils permettent tout à la fois des formes de visibilité publique de masse et l'affichage de relations régulières avec d'autres catégories de ménages : transplantés, locaux, « néo ruraux »... Pour certains, principalement des « globalisés » et « touristes perpétuels », ils ont principalement un intérêt pittoresque - on y amène les amis et parents en visite - les achats quotidiens et hebdomadaires s'effectuant en grande surface⁷⁸, la création de rayons de produits anglais notamment ne faisant que renforcer leur attractivité. Pour d'autres, plutôt repérés parmi les « décalés » et « intégrationnistes », il s'agit de lieux de sociabilité intense. On y retrouve non seulement des compatriotes mais aussi toute la population locale qui partage un certain goût pour l'alimentation bio ou, à défaut, le « frais » et les productions locales, consommateurs mais aussi producteurs qui sont eux-mêmes nord européens pour partie. On y retrouve aussi ponctuellement les associations et réseaux militants. Ainsi, les places où se tiennent les marchés jouent pour les nord européens un rôle très similaire à celui qu'on observe pour d'autres migrants, les hommes maghrébins de 50 ans et plus venus travailler dans l'agriculture. Mais ces derniers se retrouvent le plus souvent dans

⁷⁴ A Gaillac par exemple, avec l'ouverture d'un Pub à l'ambiance Irlandaise qui n'a pas convaincu les Britanniques et accueille surtout une clientèle locale. Sur une commune voisine, Brens, l'ouverture d'un autre pub a rapidement cédé la place à une pizzeria, alors qu'un restaurant tenu par des Anglais sur la place principale de Gaillac a résisté près de 4 ans avant d'être laissé à un repreneur.

⁷⁵ Par exemple, les cafés de la place de la Libération et la place Thiers à Gaillac, de la place de la Promenade à Boulogne sur Gesse ou de la place des arcades à Castelnau-de-Montmirail.

⁷⁶ Jim par exemple, dans le Tarn.

⁷⁷ Monsieur B. dans le Tarn.

⁷⁸ « Je vais au supermarché en général, mais ça ne m'empêche pas de chercher une pizza. Surtout, quand on a des amis là, on les amène au marché. Mais je ne fais pas régulièrement des courses au marché. Oui, au contraire, j'évite d'aller à Gaillac le vendredi parce que c'est le marché. Non mais avec les amis, on les amène parce que c'est quelque chose de très français ». Mme B. Tarn.

d'autres cafés et ailleurs sur les mêmes places, à quelques mètres de distance seulement des premiers. La proximité des nord européens avec le local suppose que, comme le font les locaux, on ne prenne pas le risque d'être confondus avec les migrants du sud...

Enfin, les « parties » organisées par les Britanniques sont l'occasion de formes de sociabilité qui sont ouvertes aux locaux, mais demeurent sélectives quant à la position sociale des invités. Le terme « amis » qui est habituellement utilisé pour désigner les personnes qui y sont conviées recouvre en pratique des situations très diverses : amis intimes qui sont britanniques le plus souvent, relations d'affaires, simple connaissance parmi lesquels peuvent se trouver quelques Français... Une certaine diversité sociale y est acceptée, mais un voisin agriculteur Français modeste n'y aura qu'exceptionnellement sa place. Par opposition avec les réceptions que donnent les Français dont la table et le repas sont le centre, les « parties » sont organisées autour de la boisson et du mouvement. Dans l'écheveau de relations de nature diverse qui s'y nouent, quelques personnes sont en position de nœud de réseau. Se tenant dans des lieux privés, elles facilitent principalement des formes de reconnaissance mutuelle dont les locaux peuvent participer, élus locaux compris parfois. Les clubs de golf et de bridge, très prisés des Britanniques et Hollandais interrogés, sont souvent un autre cadre où se retrouvent ces mêmes réseaux.

Le cas particulier des lotissements spécialisés, à la fois enclaves et passerelles

Sur les différents terrains d'enquête explorés, plusieurs opérations de lotissement spécialisé dans la clientèle nord européenne de cinquante ans et plus ont été identifiées. Trois dans le Gers, un en Ariège et un dans le Tarn. Ces opérations n'indiquent que rarement qu'elles visent de manière exclusive des acquéreurs ou investisseurs nord européens et, plus particulièrement Hollandais. Les sites internet des promoteurs sont toutefois accessibles en français, allemand, anglais et hollandais. Majoritairement, il s'agit de sociétés implantées en Hollande ou montées par des ressortissants des Pays-Bas et ayant un siège social en France. Deux de ces opérations illustrent la relation étroite entre équipe municipale et promoteur dans la conduite de ces projets. Elles mettent en évidence une forme d'implication des élus locaux qui veut faire de l'immobilier à destination des seniors européens un levier de développement local, mais sous des formes qui diffèrent de celles observées dans d'autres régions françaises⁷⁹.

La première opération est située à la sortie de Lombez, dans le Gers, en direction de L'Isle-en-Dodon et Boulogne-sur-Gesse. Dénommée « Château Barbet », cette opération est engagée en 1995, avec une forte mobilisation du maire « *c'est surtout grâce au maire de Lombez que tout a bien commencé. C'était lui qui avait vraiment l'idée et qui a dit, « ok, ça, ça va être mon projet ». Voilà, c'est pour ça que ça s'est bien passé, parce que dans le village les gens était plutôt sceptiques* »⁸⁰

⁷⁹ Bésingrand Didier, Les maires face à la mobilité résidentielle de retraite sur la façade atlantique française : variations entre bienveillance, indifférence et dédain. Communication présentée au colloque : "Espaces et sociétés aujourd'hui " UMR Espaces Géographiques et Sociétés, Rennes, 21 et 22 octobre 2004.

⁸⁰ Gestionnaire du complexe.

180 maisons réalisées en quelques années, un restaurant et un golf aménagés en parallèle, autant d'arguments allant, pour la mairie, dans le sens d'un fort développement local mais qui, pour les opposants au projet, risquait de créer « *un clan de hollandais, un quartier hollandais* »⁸¹. Le projet s'est réalisé, au prix d'un dépôt de bilan par le premier promoteur et la reprise de l'opération par une nouvelle société également hollandaise. La mairie qui ne devait initialement pas investir dans cette opération dont la voirie est totalement privée a finalement financé une piste cyclable entre le complexe et le cœur de village. Bien qu'ayant suscité des réticences, le complexe du Château Barbet n'a pas inversé le résultat des dernières municipales. L'équipe municipale n'avait pas attendu les échéances électorales pour confirmer son intérêt pour les seniors et l'efficacité du couple maire-promoteur en autorisant un projet dénommé « les Séniories », porté par une société toulousaine, aujourd'hui filiale de Pierre et Vacances. Cette fois encore, cette opération ne cible formellement aucune nationalité, mais son site internet est multilingue.

A Castelnau-d'Auzan, autre commune gersoise plus à l'ouest, près d'Eauze, le maire a lui aussi fortement soutenu le projet d'une société hollandaise (Pro Capital) et son équipe a été réélue, malgré une très forte vague d'opposition. Afin de donner un coup de fouet à l'économie locale constituée pour l'instant par l'agriculture et l'abattoir local (200 emplois), le maire de cette commune de 1085 habitants dont plus du tiers sont à la retraite a fait campagne sur le projet « le Castel ». Celui-ci était supposé attirer environ 600 retraités européens vieillissants et ayant une situation financière confortable et résidant dans la région⁸². Le promoteur se déclare favorable à un plafond de 20% de Hollandais, les autres acquéreurs pouvant être Britanniques, Allemands, Suédois... Combinant offre immobilière, équipements de loisirs et prestations médicales, le projet se veut un prolongement du village, ouvert aux locaux (pas d'enclosure globale, voirie publique, une partie des services et équipements accessibles à tous). Les 30 millions d'€ de retombées annuelles attendues dans l'économie locale et la promesse par la mairie de réaliser des logements sociaux et aménagements divers de la voirie avec les recettes nouvelles générées n'ont pas calmé les opposants. Ces derniers qui ont surtout vu l'impact écologique du projet et son énormité en comparaison de la population autochtone. La carte communale, validée par la DDE et la préfecture, qui constituait le cadre dans lequel cette opération devait prendre place a été suspendue par le Tribunal Administratif de Pau courant 2007, sur action des opposants. La suspension a été confirmée en Conseil d'Etat en mars 2008. Depuis, le promoteur et la commune réfléchissent à un projet plus modeste, ne détruisant pas d'emprises forestières, respectant mieux la zone Natura 2000, et s'inscrivant dans un Plan Local d'Urbanisme plus réfléchi.

Une opération de même inspiration mais de taille plus modeste tente de se réaliser depuis 8 ans sur la commune de Masseube, à une vingtaine de kilomètres de L'Isle-en-Dodon. Le « Domaine de Massylva » combine lui aussi golf 18 trous, piscine, et offre de villas (155 000 € le T3), peu nombreuses pour l'instant et trouvant difficilement acquéreur. L'opération réalisée par Martin Pêcheur Immobilier - une société développant son activité aux Pays-Bas et en France - n'a pas

⁸¹ Idem.

⁸² « *De plus en plus d'étrangers, voire des Français qui ont acheté un château ou quelques belles demeures dans la région, s'y trouvent en difficultés, l'âge venant. Isolés, éloignés des commerces, des services, ils vendent. Et c'est souvent à regret qu'ils partent* » Maire de Castelnau d'Auzan, La Dépêche du Midi.

fait l'objet d'une médiatisation locale aussi forte que les deux décrites précédemment ni, semble-t-il, de soutiens équivalents.

Localisé en Ariège, le domaine «Les Cazalères » est un précurseur de cette offre immobilière ciblant les seniors nord européens. Alors aménagé en camping, le domaine est acquis en 1983 par une famille hollandaise qui débute en 1990 la construction de villas, les dernières étant réalisées en 1994. Le domaine est doté d'un restaurant et d'un bar, d'une piscine et d'un mini-golf, l'ensemble étant totalement clos. Enfin, une opération de type « Sénioriales » de quelques 202 pavillons a été projetée sur une commune de 700 habitants dans le sud du Tarn, à proximité immédiate de Castres. Résidence sécurisée, elle offre la palette de services habituels, la commune étudiant la faisabilité d'un centre médical. Crise de l'immobilier oblige, le programme qui devait être livré courant 2009 a été reporté

Il est trop tôt pour dire si la clientèle nord européenne vieillissante sera preneuse d'offres qui se rapprochent fortement de la résidence service et si elle constituera une solution permettant de rester en France tout en se défaisant d'une maison devenue trop lourde à entretenir. Les entretiens que nous avons réalisés attestent une réalité plus complexe qui laisse entrevoir une mobilité encore forte au grand âge, mais assez peu de place pour un retour vers un cœur de village ou une densité sociale et urbaine trop forte.

Par contre, ce qui peut être décrit de manière plus fiable, c'est la clientèle actuelle des complexes résidentiels tels que le domaine « Château Barbet ». D'emblée, ce complexe s'est voulu plus ouvert sur son environnement : pas de barrières, restaurant et golf ouvert à tous, activités accessibles à des non résidents. Très au fait des limites d'opérations plus anciennes, telle celle réalisée dans l'Ariège, l'équipe gestionnaire du Château Barbet a également mis l'accent sur l'intégration des résidents à la vie locale. Le gérant indique clairement la situation écartelée de l'opération « *on est ouverts à tout le monde. On veut quand même intégrer le parc dans les alentours. Mais ça reste quand même un parc de Hollandais!* ». La figure de l'enclave qui associe une forme urbaine et une homogénéité d'origine et d'appartenance sociale demeure présente. Pourtant, plusieurs indices témoignent de fonctions de passerelle que le Château Barbet assure entre sa clientèle et le local.

Pour partie, ce complexe sert en effet d'étape pour un projet d'installation plus durable, que ce soit pour une installation à l'année ou saisonnière. 70 des 180 maisons, soit près de 40% de l'ensemble sont des investissements de rapport que leurs propriétaires n'occupent pas et louent à la semaine ou au mois. A l'opposé, 10 ménages sont installés à l'année. Le reste, soit près de la moitié des maisons, est occupé en tant que résidence secondaire, 4 à 6 mois par an, par le propriétaire et ses proches. Cette clientèle est en quasi-totalité Hollandaise et constituée de jeunes retraités ayant de 60 à 65 ans. L'ancienneté de l'opération (1995) permet à son gérant de pointer deux cycles de renouvellement des propriétaires occupants. Pour une autre part, la clientèle cède son bien au terme d'un cycle de 10 ans environ. Il s'agit alors de retours dans le pays d'origine, de nouveaux départs vers d'autres lieux où poursuivre une pratique de secondarité, ou d'une cession du bien aux enfants du propriétaire. Une autre partie ne reste propriétaire que deux à trois ans, utilisant cette formule comme une étape test avant de passer à une installation plus durable en France. « *Ça, c'est surtout des gens qui sont à la retraite ou en préretraite qui veulent rester en France (...) Ils commencent à habiter, ils commencent à*

s'inscrire ici. C'est un essai finalement. Le parc, c'est une facilité, c'est plus facile à vendre et c'est aussi plus facile à mettre en location (...) c'est plus facile pour vendre à d'autres hollandais », indique le gestionnaire du domaine. Cette installation durable hors du « parc » se fait alors dans la région, principalement dans des constructions neuves, toujours en zone rurale : « C'est quand même des gens qui viennent du parc, et qui ont des moyens. Alors ils vont pas s'installer vraiment dans un village. Ils cherchent le calme, ils cherchent à être tranquilles ».

Par ailleurs, la sédentarisation d'une partie des propriétaires fait évoluer l'offre de services du gestionnaire. Le projet initial était une opération d'immobilier de vacances dont le promoteur s'est totalement désinvesti par la revente des parties communes à la SCI regroupant les propriétaires des maisons. L'implantation durable d'une partie des acheteurs, dans le parc lui-même ou dans les environs ouvre au gestionnaire de cet immobilier spécialisé une opportunité d'enrichir son offre de services, au delà du rôle habituel de médiation et sécurisation propre à tout responsable d'un club de vacances. A titre illustratif, la sédentarisation d'une partie des résidents a fait augmenter la demande d'apprentissage du français, alors que l'anglais sert le plus souvent de langue véhiculaire pour les échanges courants avec les services marchands et de santé locaux, ponctués de quelques expressions en français. D'où une initiative de l'équipe de gérance du parc qui a confié à une entreprise extérieure la mise en place de cours de français ouverts aux résidents et à l'extérieur, réponse marchande à un processus qu'il s'agit d'accompagner. En sens inverse, une des résidentes du parc a mis en place des cours de hollandais et de sensibilisation à la culture de son pays, bénévolement, à destination des Français.

Enfin, par le biais des services à la personne, le parc accroît les surfaces d'échange entre étrangers et locaux. Une partie de l'opposition initiale au projet provenait des commerçants et artisans locaux qui craignaient la concurrence de nouveaux services installés au sein du parc. Ces craintes se sont tues, principalement du fait qu'aucun commerce alimentaire n'a finalement été intégré à l'opération. En informant et orientant les résidents saisonniers vers l'offre de service locale, notamment de santé⁸³, le gestionnaire du domaine joue également un rôle clé faisant apparaître le Château Barbet comme une clientèle supplémentaire pour le commerce et les professionnels de santé. Ce rôle de médiateur concerne également les entreprises artisanales ? En effet, la SCI gestionnaire du complexe Château Barbet n'est que très faiblement pourvoyeuse d'emploi directs : un gérant d'origine hollandaise et parfaitement bilingue et un assistant technique. Le gros des prestations techniques nécessaires au fonctionnement du domaine est sous-traité. Les emplois induits sont ainsi importants et concernent un large panel d'entreprises artisanales, dont une créée par un couple allemand installés dans une commune voisine. Certaines sont commanditées par la SCI pour les tâches d'entretien et de réparation des parties communes, d'autres par les propriétaires eux-mêmes pour l'entretien et les travaux portant sur leurs parcelles et habitations, avec un rôle clé du gérant qui assure la médiation le plus souvent. L'impact économique n'est ici pas négligeable, mais ces prestations de services ne

⁸³ « On a plusieurs médecins dans le coin. On a un médecin ici à Lombez dont je sais qu'il parle pas trop mal anglais, et quand il y a un locataire qui a un problème, nous on envoie surtout chez lui. C'est surtout parce que c'est celui qui parle le mieux anglais. Comme les Hollandais ils parlent anglais en général, comme ça c'est plus facile. Les gens qui habitent ici en permanence, ils choisissent eux-mêmes un docteur. Ils les connaissent. »

conduisent qu'à des relations directes limitées entre locaux et résidents étrangers. Aujourd'hui sociétés indépendantes du parc lui-même, le golf et le restaurant sont des lieux de forte intrication de nationalités, tant du côté des équipes qui les font fonctionner que de leur clientèle. Ouverts à tous, ils sont fréquentés par les résidents du parc, par des Français et des nord européens vivant aux alentours, Anglais surtout. Le personnel employé est à l'image des clients accueillis, mêlant locaux, Hollandais et anglophones.

5 - RAPPORT A LA SANTE ET AU VIEILLISSEMENT

5.1 Introduction

Le rapport des migrants à la santé et au vieillissement s'inscrit dans un ensemble de paradoxes et de contradictions souvent difficiles à lever.

1. Des systèmes de références souvent marqués d'hédonisme : on l'a vu, il ne s'agit pas seulement de vivre mieux au soleil et dans un espace agréable, mais aussi d'habiter plus sainement, à l'abri de la pollution, du bruit, de l'agitation, de l'insécurité... Certains présentent même leur choix de vie dans le Sud-ouest rural comme une véritable option de rupture avec une vie antérieure décrite comme « pathogène ».
2. Nombreux sont ceux, notamment parmi les Britanniques, qui se disent très attachés au système français de soins, à la possibilité que leur ouvre le fait de résider en France, de se faire soigner vite et bien en cas de problème de santé, les systèmes de soins du pays d'origine étant le plus souvent présentés comme inadaptés. Certains suggèrent que la qualité de l'offre de santé n'a pas été pour rien dans leur décision de venir habiter durablement en France.
3. Dans leur grande majorité, les personnes et familles interrogées disent avoir établi des relations de confiance de qualité avec un ou des médecins généralistes (souvent avec un praticien qui sait s'exprimer en Anglais), et à travers eux avec la médecine spécialisée, y compris hospitalière. Mais dans un rapport qui privilégie la relation duelle, le modèle libéral et privatif.
4. Pour autant, les deux phases de la recherche ont montré que les migrants d'Europe du Nord, y compris parmi les plus âgés, n'accèdent que rarement à l'offre de prévention gérontologique : APA, services d'aides à domicile, soutien administratif...
5. Divers facteurs semblent participer à ce constat : la « barrière de la langue » est invoquée par les professionnels des services comme par les migrants, les difficultés qu'éprouvent nombre de migrants face à l'« administration », y compris au sens des dispositifs locaux, le sentiment difficile à analyser que les migrants se sentent illégitimes à porter une demande devant les organisations locales, le fait que les personnes susceptibles de jouer un rôle de médiation apparaissent rares... Par dessus tout, s'exprime une « pétition d'autonomie » qui apparaît profondément inhérente au projet de vie adopté, que beaucoup expriment par leur préoccupation première de faire par soi-même, dans l'indépendance, sans faire appel à aide.
6. Au-delà, cette expression traduit les termes particuliers dans lesquels se pose la condition de ces migrants, aujourd'hui plus ou moins vieillissants, qui ont opté pour une « nouvelle vie », parfois autant vis à vis de leur famille que de l'offre formelle. Ils s'inscrivent dans des faisceaux de relations avec la société locale et leurs pairs d'âge et de trajectoires sociales qui ne sont susceptibles de produire un support potentiel aux plus âgés que pour une partie d'entre eux, les « intégrationnistes » et les « décalés », pour reprendre la terminologie utilisés plus haut⁸⁴. Pour autant, même dans ces cas, il serait bien difficile de parler d'une quelconque relation ou organisation de type communautaire.

⁸⁴ Voir « projet de migration, rapport au monde et au local » dans le chapitre « Visibilité, sociabilité et engagement dans la vie publique »

7. Anticiper son vieillir se pose donc également dans des termes particuliers, dès lors que la finalité essentielle du modèle que l'on s'est donné consiste à se projeter aussi longtemps que possible en tant qu'individu (ou couple) non tributaire de rapports de négociation dans lesquels d'autres qu'eux mêmes (proches familiaux, professionnels sociaux ou de santé...) seraient susceptibles de provoquer une transition de rupture. C'est l'incertitude qui domine le plus souvent le questionnement sur le devenir dans l'avancée en âge. Ce qui rejoint les interrogations plus générales portant sur le devenir résidentiel des personnes.

Le statut et la posture des migrants d'Europe du Nord n'apparaît à ce titre guère différent de ce que d'autres recherches ont révélé du rapport au vieillir qu'entretiennent de plus en plus de personnes d'âge avancé, indépendamment de leurs origines géographiques nationales. Il apparaît seulement que le modèle du « vieillir autonome » gagne du terrain, dans une certaine mise à distance des idéaux familialistes, communautaristes, et surtout vis à vis des tendances sociétales à la disqualification des plus âgés.

Développements

L'exposé et les illustrations qui suivent reprennent les hypothèses et propositions que nous venons de poser rapidement dans l'introduction ci-dessus.

5. 1. 1 *Habiter plus sainement.*

Nouer ou renouer avec une qualité de vie synonyme de santé.

Toutes les enquêtes précédentes ont mis l'accent sur la valeur que les migrants nord-européens accordent à la « qualité de vie », à « l'environnement ». Ces paradigmes ne désignent pas seulement les qualités de l'espace au sens paysager et du confort de l'habiter en milieu rural : parmi d'autres, une habitante anglaise de la Bouriane dit tout le temps qu'elle consacre aux promenades sur les rives de la Dordogne, une de ses concitoyennes, propriétaire d'une maison située à l'orée de la forêt de Grésigne passe beaucoup de temps en forêt, en Comminges, M. Dg, Néerlandais, a aussi fait construire sa maison à l'orée d'une forêt domaniale, en Ariège la proximité de la montagne incite à la randonnée... Lorsque les migrants nord-européens dans le Sud-ouest de la France parlent d'« environnement », de « nature », de « qualité de vie »..., ils évoquent des espaces qui se cultivent dans le registre de la santé. Pour la plupart des migrants considérés, habiter dans le Sud-ouest rural fait appel aux valeurs et modèles de l'hédonisme, de l'hygiénisme, du corporéisme⁸⁵, du santéisme... Que ce soit en filigrane, et le plus souvent de manière explicite, les propos recueillis reproduisent souvent assez fidèlement les principes qui ont fondé le tourisme de retour à la « nature » comme vecteur de la reconstruction de soi et de sa santé⁸⁶.

⁸⁵ Ce dernier terme au sens de L. Boltanski.. Chercher Mondes Sociaux

⁸⁶ Sans revenir en arrière sur les fondements de la pratique du thermalisme, des « colonies » de vacances... il y a quelques années encore (années 70 et 80, les promoteurs du premier Parc National des Pyrénées multipliaient les slogans sur le thème : « un jour de sentiers, huit jours de santé ».

L'exemple de Mme St ouvre sur la même dimension symbolique, mais de façon plus explicite encore : originaire de la banlieue de Rotterdam, elle a quitté le monde du travail à 58 ans, à la suite de ce qu'elle désigne elle-même comme un gros « burn-out », qui s'est commué en « forte » dépression. Ayant connu les coteaux du Comminges lors d'un séjour de vacances provoqué par sa sœur « francophile », déjà installée sur place depuis quelques années, elle achète à son tour une maison ancienne, sur laquelle elle fait réaliser bien peu de travaux, et quitte les Pays-Bas. Elle explique comment cette nouvelle étape de sa vie, sorte de retour aux sources sur ses origines paysannes, dans un village hollandais gagné par la métropolisation, va progressivement lui permettre de se reconstruire, de se défaire des traitements dont elle est devenue dépendante, puis de rompre avec une consommation excessive d'alcool... pour ne plus rien à voir aujourd'hui avec la médecine.

On peut penser que l'exemple a valeur beaucoup plus large à qualifier les enjeux du « recyclage » dans lequel se sont engagés certains des personnes et couples rencontrés, en premier lieu parmi les migrants de retraite précoce ou de préretraite. On constate par ailleurs que ces enjeux ne sont pas seulement ceux de la villégiature de confort. Le départ de M. JI vers la France est essentiellement motivé, dit-il, par des problèmes de santé, des problèmes de dos qui risquaient de le laisser paralysé. Il quitte l'Angleterre sur le conseil d'un médecin spécialiste qui lui avait recommandé de changer de climat. Son parcours personnel est atypique : à un peu plus de 60 ans, enseignant à la retraite, il réside dans un appartement situé au centre de la petite ville tarnaise située au cœur du secteur considéré, et il est très implanté dans la vie locale et notamment dans la vie du club local de rugby. Il ouvre par ailleurs sur le titre suivant : le changement de climat a peut être été bénéfique, mais il dit surtout avoir trouvé dans le système de soin français un accès à des soins spécialisés qui a débouché sur une opération, et à une amélioration sensible de ses problèmes.

5. 1. 2 Résider dans le Sud-ouest français, et accéder à des soins de qualité

Il est évident que l'arbitrage qui a conduit à choisir le Sud-ouest français comme lieu nouveau de résidence (second, troisième, énième... selon les cas), n'a dans la plupart des cas de figure, pas intégré la dimension « accès aux soins » comme dimension déterminante. La question économique (prix du bâti et du foncier...), la dimension « qualité de vie » (espace disponible, qualité des paysages, faible pression de voisinage...), la dimension sémiotique (historicité, authenticité, proximité de sites prestigieux...), dans certains cas la dimension relationnelle (voir partie 3), et d'autres encore, y ont le plus souvent tenu une place bien plus significative. Le cliché selon lequel les migrants d'Europe du Nord, et les Britanniques en premier lieu, seraient venus s'installer en France pour y profiter de conditions d'accès aux soins plus favorables que dans leur pays d'origine n'a guère de sens. On a vu avec l'exemple précédent que même parmi ceux qui ont connu de réels problèmes de santé avant de prendre la décision de venir vivre « ici », l'objectif n'était pas tant de venir à la rencontre d'un système de soins que de se soigner par eux-mêmes dans un espace plus favorable à une vie plus équilibrée. Dans la plupart des cas de figure, la décision de faire nouvelle vie est antérieure, sinon parfaitement étrangère, à l'apparition de difficultés de santé.

Il est cependant une forme d'expression dont les premiers indices nous ont été donnés avant même les premiers contacts avec les migrants. Ainsi auprès d'un élu ariégeois : « *ils disent : vous encore vous avez de la chance en France () nous en Angleterre on a plus ça. Depuis Thatcher on a plus ça. Vous avez une chance inouïe. Et la santé ? ! () Si vous voulez aller à l'hôpital il faut attendre 6 mois en Angleterre ! (). « Gardez ce qu'il y a » ils me disent ! Justement quand on voit les coups de boutoir qu'il y a sur la santé aujourd'hui, () ... « surtout ne faites pas comme ça s'est passé avec eux en Angleterre, avec Thatcher », c'est un scandale. Y a plus de santé ».* Le propos se situe à un autre niveau, et nous l'avons déjà rencontré, qui pose moins une spéculation pour soi que l'opposition que nombre de migrants tiennent à affirmer vis-à-vis des politiques hyper-libérales anglaises des dernières décennies, de la non adhésion à la politique communautaire européenne...

L'exemple que nous donne M. Po est plus ambivalent. Ancien comptable, il fait partie de ceux qui dénoncent la non adhésion du Royaume Uni à la construction européenne. Il est venu pour la première fois dans le Comminges en centre de vacances alors qu'il avait environ 48 ans et travaillait encore. Il a acheté à l'âge de 54 ans, alors qu'il a déjà commencé à connaître des problèmes de diabète 2, et s'installe pour de bon à l'âge de 57 ans, ayant cessé toute activité professionnelle. Il dit avoir appris le français en se familiarisant avec les documents de l'assurance maladie : « *je lisais (les documents) de la CPAM, et c'est fantastique !* »⁸⁷. Il exprime fortement tout le bien qu'il pense de l'accès aux soins à la française : « *j'ai dû me faire opérer des yeux, () et maintenant je n'ai plus besoin de porter des lunettes. () Et c'est la première fois dans ma vie... () c'est fantastique !* ». En Angleterre : « *il faut attendre peut-être un an pour avoir une consultation... » () « je vais voir un docteur à Paris, je donne ma carte Vitale, et on me connaît ! A n'importe quel moment... » () Q – Cela vous a décidé à rester ici ? R – Oui, complètement. Oui c'est évident.... C'est évident. ». On comprendra effectivement que la possibilité qui s'ouvre à lui d'accéder à des soins de qualité ait participé à sa décision. Mais on notera aussi que son parcours de mutation résidentielle commence près de dix ans avant son installation définitive, devenue effective lorsqu'il se marie avec sa nouvelle voisine allemande.*

5. 1.3 Dans des relations privilégiées aux soignants de proximité

La plupart des personnes et familles contactées disent avoir établi des relations de confiance avec un ou des médecins généralistes de leur secteur de résidence. C'est du moins le cas de tous ceux qui font état de problèmes de santé qui les amènent à consulter régulièrement.

Parmi les migrants d'âge avancé, les formulations apparaissent très homogènes. Elles cultivent souvent plusieurs notions qui placent le médecin généraliste en position privilégiée : « *Nous avons deux médecins dans le village, tous les deux parlent très bien l'Anglais. C'est une chance parce qu'on peut parler français, mais si c'est très important pour une question médicale ou de santé, il faut vraiment comprendre. Alors avec les médecins du village, nous avons la chance de parler anglais avec eux. Les cliniques à Albi, le chirurgien à Toulouse pour ma femme, c'est incroyable. (...) Non, c'est incroyable. Si on a besoin d'une radio ou d'un scanner, on l'a presque tout de suite. En Angleterre, il faut attendre presque 6 mois. Donc, pour nous, c'est*

⁸⁷ Si c'est le système de l'assurance maladie qui est dit « fantastique », on comprendra mieux pourquoi il s'exprime à ce moment de l'entretien dans un français rudimentaire, avant de revenir rapidement à l'anglais.

impeccable. » (M. Or) Le médecin traitant maîtrise au moins un peu d'anglais. Il est reconnu comme pair social (et au titre de son statut souvent invité à participer aux fêtes et soirées). Il a souvent été recommandé par un tiers migrant. Surtout, il est placé en position de coordination des soins, acteur central de l'orientation vers la médecine spécialisée, y compris vers l'hôpital. Et vers les structures de type PACT et les Conseils Généraux, si un problème d'adaptation du logement ou un dossier APA apparaissaient nécessaires. Pour la plupart, les migrants d'Europe du Nord, se reconnaissent ainsi dans le modèle d'une médecine libérale comme sas d'accès aux dispositifs de soins.

5. 1. 4 Faible accès à l'offre de prévention gérontologique

L'enquête auprès des migrants confirme ce qu'a clairement montré la première phase de la recherche auprès des intermédiaires potentiels que représentaient pour nous les professionnels des services du maintien des personnes âgées à domicile :

- les retraités nord européens, y compris parmi les plus âgés, sont peu connus de ces services,
- ils accèdent peu à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie,
- les situations qui font l'objet d'une intervention concernent le plus souvent des personnes qui connaissent des problèmes majeurs de santé (AVC, pathologie de type Alzheimer...).

Le constat peut en partie s'expliquer par le fait que les classes d'âges les plus représentées sont celles des 60-65 ans et des 65-70 ans, concernant donc des personnes dont l'état de santé ne justifie pas recours aux services. On sait que les dispositifs destinés aux « personnes âgées en perte d'autonomie » ne concernent que modérément les retraités les plus jeunes. L'enquête offre cependant quelques exemples de personnes qui ont recours à l'offre existante :

Celui de la famille RU est particulier. Il représente un des rares contacts que l'enquête ait pu établir par le biais des services gérontologiques : le fils est installé depuis 20 ans dans le Lot (il avait 39 ans lors de son installation), et n'a plus guère de contact avec l'Angleterre. Ses deux parents, âgés d'environ 80 ans, l'ont rejoint en 2004, alors que la mère connaissait déjà de gros problèmes de santé. Après avoir vendu leurs biens dans le Yorkshire, ils ont acheté une maison de construction récente, à peu de distance de la résidence du fils. Le rôle de ce dernier a été et est encore aujourd'hui déterminant en matière de mobilisation des services : c'est lui qui avait mobilisé les services de l'APA, pris contact avec le service local de soins infirmiers à domicile (SSIAD), pour accompagner sa mère, décédée en 2007. Depuis, son père bénéficie à son tour de l'APA et d'une aide-ménagère de l'ADMR qui vient 6 h par semaine.

L'exemple est particulier mais il renvoie à un cas de figure que nous avons croisé à plusieurs reprises : un enfant, installé de longue date en France et familiarisé avec l'offre d'aide professionnelle, prend à sa charge l'organisation des moyens, selon un schéma très familialiste d'articulation entre soutien informel et aide professionnalisée.

Dans d'autres situations, les configurations d'aide sont différentes :

Entre aide formelle et informelle.

Nous avons déjà fait référence à plusieurs reprises à M. et Mme SC Ils ont environ 70 ans. Elle a été traitée récemment pour un cancer du sein. Il est diabétique. L'entretien a débuté par une demande d'explication sur les règles de calcul des charges sociales sur le salaire de la femme de

ménage, germanophone, qu'ils emploient... Ils n'ont jamais eu aucun contact avec les services d'aide à domicile.

Nous reprendrons l'exemple de M. et Mme Ro pour alimenter le propos de la partie suivante : ils ont 85 ans et vivent depuis plus de 20 ans dans le Tarn. M. a été victime de deux problèmes cardiaques importants. Ils se sont dernièrement installés dans une maison dont ils sont locataires. Ils emploient une femme de ménage dans un rapport de gré à gré, leur propriétaire entretient le jardin, trois marchands ambulants leur livrent l'alimentation devant leur porte... Mais ils n'ont pas recours aux services gérontologiques.

Mme Sa est à peine âgée de 55 ans aujourd'hui, mais elle a été victime il y a quelques années d'un accident vasculo-cérébral qui lui a laissé des séquelles notables au niveau de la marche, de la tonicité musculaire de ses membres supérieurs, de son élocution. Son parcours de soins a été relativement long, mais très relativement au regard du handicap qu'elle continue à éprouver. Si elle continue à consulter un kiné, un médecin généraliste, elle a rompu avec tout autre protocole, et refusé toute les propositions d'aide professionnelle à domicile, préférant penser que ses efforts personnels, son hyperactivité, lui permettront de renouer à court terme avec son idéal de voyages lointains.

On trouverait par ailleurs différents exemples de recours à des employés de maison, dans des relations le plus souvent assez peu formalisées.

5. 1.5 *Information et sentiment de légitimité*

Le faible accès aux dispositifs ne semble que modérément un problème d'information. Les exemples sont nombreux de personnes qui connaissent bien l'existence d'une offre de services, et plus encore ceux qui savent à qui s'adresser en cas de besoin. C'est bien sûr particulièrement vrai de ceux que nous avons décrits dans la partie précédente comme fortement intégrés dans la vie locale et en lien assez étroit avec le politique local. Le fait que les coordonnées des services soient généralement affichées dans les mairies est notamment souvent mentionné. Le lien privilégié que la plupart des personnes entretiennent avec un médecin généraliste joue également dans un sens de relais de l'information mobilisable. Il en va de même des relations entre pairs d'âge : on a vu que les « précurseurs » détiennent une information que les migrants d'arrivée plus récente recueillent auprès d'eux.

L'exemple de Mme St est particulier, y compris parmi les personnes qui ont développé des relations de voisinage intenses, mais il décrit dans quels rapport de solidarité de proximité se situent certains migrants : Mme St ne fait appel à un service, elle dit même avoir cessé de consulter régulièrement un médecin depuis trois ans. Elle évoque le rôle qu'elle assume elle-même auprès d'une voisine âgée, veuve depuis peu : « *Q – Elle a l'aide ménagère ?*

*R - Oui, oui. Quand je passe à B. je m'arrête chez elle, je lui demande si elle veut venir avec moi ou si elle a besoin de quelque chose. Et le dimanche j'y vais une heure, pour l'accompagner un peu.... Mais elle, elle se laisse aller (oui ?). Bon mais elle, elle a une chatte, et la pauvre bête je m'occupe d'elle. ». Elle a également soutenu le couple, en assurant les transports entre domicile et maison de retraite, où le conjoint avait été placé en fin de vie « *juste parce que le Monsieur il était là et il était malade. C'était juste pour lui rendre visite* ». Du fait de sa proximité, elle a établi des relations suivies avec l'auxiliaire de vie qui intervient au domicile de sa voisine, et joue le rôle d'intermédiaire vis-à-vis du service.*

On aura vu plus haut avec d'autres exemples que le voisinage peut parfois pallier largement à l'absence de support familial de proximité dans le rôle qu'il joue souvent de prescription du recours à service.

Si l'on compare avec les résultats d'autres recherches, les formes de la négociation (au sens des interactions dans lesquelles sont impliquées les personnes d'âge avancé) se différencient essentiellement par le nombre de ménages qui n'ont pas de famille proche.

Une autre dimension semble intervenir, mais elle est plus difficile à saisir dans la mesure où elle ne s'exprime pas facilement : le sentiment que font apparaître les recherches auprès de personnes migrantes de ne pas être complètement légitime pour porter une demande de service.⁸⁸

Quel que soit le champ considéré, le non accès aux services résulte souvent de facteurs multiples tenant à un déficit de visibilité de l'offre et son accessibilité, mais aussi à la réticence des « usagers » potentiels. L'analyse de la réticence, dans ses composantes « culturelles » et organisationnelle constitue une composante et nous développerons ultérieurement cette hypothèse. Nous avons déjà vu en première phase d'étude que l'on peut parler souvent d'un déficit de construction de la demande des migrants de la part des services mêmes, peu enclins à se porter à la rencontre, en particulier des « publics » non francophones.

Il apparaît cependant d'ores et déjà assuré que le facteur principal du faible recours à service est plutôt au niveau des modèles du vieillir et de la place majeure qu'ils font aux valeurs d'autonomie.

⁸⁸ Ainsi les enquêtes auprès de migrants vieillissants mettent-elles souvent en évidence la non demande des personnes et familles d'origine étrangère. Voir par exemple : Mantovani Jean Rafai , Kadija & alii : « le vieillissement des migrants. Situation en Midi-Pyrénées ». ORSMIP. 2007.

5.2 Pétition d'autonomie et « solutions » personnelles

« *On est fiers de se débrouiller seuls* »

Nous désignons par cette formule le principe qu'expriment de nombreuses personnes rencontrées, qui affirment des valeurs essentielles d'indépendance, de liberté, d'auto-détermination, et donc de mise à distance et de non dépendance vis à vis des dispositifs constitués.

A l'analyse, cette dimension apparaît essentielle.

Les formules qu'emploient les personnes et couples rencontrés pour évoquer leurs choix de vie et les révisions dans lesquelles elles se sont engagées, adoptent souvent une tonalité volontariste, d'affirmation de soi ou du couple comme seul responsable des orientations prises. Par exemple lorsque l'enquêteur questionne M. et Mme CI sur leur décision brusque de quitter l'Angleterre, contre l'avis inquiet de leurs proches. Réponse rapide et qui ne prête guère à discussion : « *c'est notre décision* ». Lorsqu'ils sont peu après questionnés sur un éventuel sentiment d'isolement ou de fragilisation en tant qu'Anglais qui ne maîtrisent guère le français, nouveaux habitants d'un lieu où les soutiens sur lesquels ils peuvent compter sont bien peu nombreux : « *Peut-être un peu quand quelque chose ne marche pas et... c'est difficile d'expliquer au téléphone, et on se sent un peu seul dans ces cas là. Mais j'ai pas eu de vrai problème depuis longtemps, et le problème c'est surtout de ma part, si je me sens (feel) isolée, c'est MON problème et c'est MOI qui « act ».*

Pour reprendre les seuls exemples précédents :

Mme Sa et son conjoint travaillent un jardin pentu dont ils tirent une partie des produits qu'ils vendent sur les marchés. L'ergothérapeute du centre de rééducation fonctionnelle dans lequel elle a été prise en charge pour les séquelles de son accident vasculo-cérébral lui a proposé de suivre un protocole qu'elle a estimé « *très, très cher* ». Par défaut, il lui a donné quelques conseils pour adapter ses déplacements au travail : « *ils m'ont proposé mais je n'ai pas voulu (inaudible) pour les colis (porter des poids), pour (adapter) la dimanche mais avec difficultés d'abord et () l'ergothérapeute m'a montré (un système) de mâchoire () pour mettre les genoux, pour aller mieux* ». Mais il fallait faire appel à un pharmacien spécialisé pour accéder au matériel : trop cher encore, dit-elle, mais l'essentiel est dans son désir de surmonter seule les difficultés qu'elle connaît. Elle fait du rameur pour essayer de compenser sa perte musculaire au niveau des bras... Guère plus.

Le couple Ro a organisé autour de lui les conditions d'une quasi résidence-service, et cela dans un petit hameau perdu du Tarn. Les deux disent qu'ils se sentent bien entourés entre soutien du voisinage, soutien de leur propriétaire, livraisons à domicile. Mais ils formulent surtout une claire pétition d'autonomie : l'essentiel à leurs yeux est de rester capable de s'occuper de soi, c'est à dire d'organiser leur monde, moyennant paiement si nécessaire : « *Je téléphone au propriétaire ou à son père, ou à sa mère. Il n'y a aucun problème parce que c'est immédiat. Oui, immédiat.* » () « *Et puis il y a des services pour lesquels on peut payer pour venir ici : femme de ménages, des gens pour faire les courses, et même les repas à domicile ! Donc, tant qu'on ne nous considère pas comme incapables de s'occuper de nous mêmes... Et dans ce cas, qui s'en soucie ? Qu'on nous emmène ! (rires).* »

L'exemple des Or participe lui-aussi à la réflexion : on a déjà vu qu'ils se sont engagés en un temps favorable dans un processus d'accumulation consistant à étoffer le patrimoine familial par répétition d'acquisitions, rénovations, reventes, avec une marge confortable. « *Pour nous c'est pas un problème les plus-values parce qu'on peut trouver des maisons très bon marché, et avec ma femme qui a de bonnes idées pour les refaire, on peut les restaurer et on peut gagner beaucoup entre le prix d'achat, la rénovation et le prix de revente.* ». Ce temps est aujourd'hui révolu, et, à 68 ans, ils apparaissent confrontés à leur propre vieillissement. A chaque étape, le couple change de maison, pour plus petit « *On change. Il faut diminuer, toujours.* ». () « *Il faut vendre cette maison et après on verra si, peut-être on peut acheter une petite maison dans le village (...) Nous n'avons pas besoin d'un grand terrain maintenant... Peut-être nous pouvons acheter un terrain pour construire une maison moderne, neuve comme ça... Mais plus petite...* »

Tous les migrants considérés ne disposent sans doute pas des moyens financiers qui font dire aux Ro : « *on peut payer* », et aux Or « *on peut acheter* », mais le ton est donné d'une posture commune à la plupart des personnes rencontrées. Encore une fois, cette posture fait pour le moins peu de place aux dispositifs issus des politiques de maintien à domicile.

L'essentiel apparaît dans les aptitudes dont les uns et les autres font preuve à continuer à organiser eux-mêmes les conditions auxquelles les confrontent leur vieillissement, sinon la maladie chronique.

Nous rejoignons ici une des questions centrales de cette recherche (voir en introduction)

Certains migrants se sont appliqués à « faire famille » en France. Ceux-là entretiennent des relations essentielles entre ascendants et descendants. Mais il se confirme qu'une part importante des migrants d'Europe du Nord privilégient des valeurs et des idéaux de préservation de l'autonomie pour soi, dans une double mise à distance :

- des relations d'interdépendance entre générations familiales,
- des dispositifs communautaires territoriaux de soutien aux plus âgés.

Un propos qui tendrait à poser la pétition de l'autonomie sur le mode dichotomique, comme synonyme d'abandon des valeurs de la famille, ou « déstructuration » des liens familiaux, comme certains démographes le formulent parfois, a ses limites à plusieurs niveaux :

- Les migrants de « jeunesse », anciens néos ruraux par exemple, sont inscrits dans un cadre relationnel qui articule liens familiaux et liens d'amitiés entre pairs
- S'agissant des migrants aujourd'hui âgés de 55 à 65 ans, le parcours de vie est susceptible encore de nouvelles révisions, sans doute moins en termes de « retour » au pays d'origine, étant donné le fort ancrage dont certains font état, mais plutôt de rapprochements familiaux dans les deux sens :
 - Un enfant venant s'installer auprès d'un ou plusieurs parents âgés, comme notre corpus en offre des exemples (celui de M. Ru notamment, qui a vécu dans différents pays avant de s'installer à Paris, avant de venir s'installer à la cinquantaine auprès de son parent, qui a connu lui-même un long parcours de nomadisme international avant de venir s'installer dans le Sud-ouest français).
 - En faisant venir un parent ou un couple âgé jusque là resté au pays d'origine dans la résidence du Sud-ouest (comme l'a fait M. Ru par exemple, en faisant le nécessaire pour installer ses deux parents dans le Lot, peu avant le décès de sa mère).

- Par ailleurs, le fait que parents et enfants vivent séparément, y compris souvent à de grandes distances s'agissant de ceux que nous avons caractérisés comme « habitants du monde » (des parents « anglais » qui ont fait une carrière internationale avant de venir s'installer durablement en France du Sud. Des enfants qui vivent à leur tour dans un pays lointain : Canada, Australie, Japon....).

On a vu à ce propos que les nouveaux moyens de communication à distance participent de plus en plus à entretenir des liens d'échanges entre les générations familiales parfois très denses.

- On a pu constater que certains des migrants, souvent parmi les plus jeunes d'entre eux, ont fait de leur mutation résidentielle vers la France un moyen pour resserrer ou entretenir les liens familiaux entre parents et enfants, sinon pour construire ou reconstruire des liens familiaux nouveaux.

L'exemple de M. Wy va dans ce sens : il rompt avant 50 ans avec une carrière professionnelle de technicien itinérant dans le monde entier et décide de « faire autre chose », dans une autre vie très différente, qui consiste à « faire maison », devenir habitant permanent dans une commune très rurale du Sud de la France. Sa nouvelle option de vie consiste ainsi à s'ancrer sur un territoire, lui qui pendant plus de vingt ans d'activité professionnelle ne demeurait jamais plus de quelques mois sur un lieu et exerçait essentiellement en milieu très urbain. Il est marié depuis longtemps, avec une Anglaise comme lui « habitante du monde ». Le couple n'a pas eu d'enfant, et sa première épouse, qui ne semble guère avoir adhéré à ce projet d'ancrage à la campagne, le quitte quelques temps après un premier achat de maison. Mais il se remarie très vite, cette fois avec une « fille du pays », qui a eu trois enfants d'un premier mariage. La famille recomposée s'installe alors dans un petit village, durablement « à demeure », dans la mesure où les enfants sont d'âge scolaire. M. Wy s'emploie à aménager la nouvelle maison à la dimension de la famille, et songe aujourd'hui à installer sa mère âgée de 82 ans, qui est restée en Angleterre, dans une dépendance à reconstruire, attenante à la maison.

Considérant pleinement toutes ces réserves, il ne reste pas moins que le modèle dominant dans les relations entre parents et enfants privilégie souvent fortement l'indépendance entre les générations familiales.

Nous revenons sur l'ensemble déjà cité mais très illustrant de M. et Mme Sc et sur ce que tous deux disent des distances et proximités qui caractérisent leurs relations actuelles à leur famille, et en particulier aux descendants :

L'un et l'autre sont venus seuls en vacances aux alentours de la cinquantaine dans le secteur du Comminges. Ils n'ont plus de liens maritaux. Lui a une famille en Angleterre mais ne semble pas avoir entretenu des liens très étroits (« *je suis allé en Angleterre, pour une visite il y a près de dix ans*), elle a deux filles en Bavière, avec lesquelles elle reste en contact à distance. Il décide d'acheter une maison à 54 ans, dont il dit d'abord qu'il s'agissait d'une résidence de vacances. Elle achète la même année une maison voisine. Ils se marient trois ans plus tard, moment qui marque visiblement le début d'une autonomisation plus marquée vis à vis de la famille restée au pays d'origine.

Cette période de transition correspond au moment où ils sont non seulement complètement autonomisés, mais surtout dans un mode de vie urbain dans lequel ils ne se retrouvent plus. Les filles de Mme SC cultivent un fort ancrage en Bavière. « *Elles ne veulent pas vivre ici. Non ce*

n'est pas très intéressant pour elles ici. Maintenant elles ont quarante ans, elles sont trop jeunes, elles ne pensent qu'aux sorties, à vivre dans la monde, avec les amis etc. ». Elle développe encore son propos en cherchant à mener au plus loin le scénario dans lequel ils sont engagés au regard des écarts de cycles de vie qui les séparent de la génération suivante : *« Ils (ses filles et gendres) sont très adaptés à leur pays là-bas, ils ne veulent pas beaucoup bouger, non pas trop changer de place. Quand ils partent en vacances oui, un peu, mais pas trop... »*. Ils ont aujourd'hui 70 et 67 ans. La conclusion qu'ils tirent de ce constat de divergence de mode de vie ne plaide pas du tout pour un retour en arrière, ni pour des retrouvailles avec les enfants, que ce soit dans un des deux pays d'origine ou dans le Sud-ouest de la France. Se projeter dans un futur de vieillissement plus avancé, mais qui reste conforme à leur propre projet et idéal de vie, est un exercice difficile, mais les deux membres du couple l'ont déjà envisagé : *« par rapport à l'héritage, évidemment quand nous serons plus de ce monde, ça va être vendu ici. Parce ce que si les enfants ont 50 ans, ils seront encore au travail. Ils ne pourront pas partir de Bavière. Et à la retraite, laisser tout là-haut c'est pas envisageable... »*. Lorsque les enfants auront entre 50 et 60 ans, et donc toujours au travail, les parents auront au bas mot 85 ans, et rien n'indiquent que les premiers ne trouvent alors plus de goût à s'intéresser au projet un peu extravagant des parents qu'ils n'en ont aujourd'hui. Mais l'attachement que les parents montrent à poursuivre dans leurs propres orientations de vie est entier, comme le sentiment de vivre aujourd'hui des expériences inconciliables. C'est M. qui affirme : *« Ils ont leur vie... Nous avons la nôtre, ce n'est plus pareil »*. Il renouvelle à l'occasion les propos souvent entendus selon lesquels la vie dans leur pays d'origine est devenue trop bruyante, polluée, trépidante, embouteillée sur les routes, insécurisante... Mais ils connaissent tous les deux des problèmes sérieux de santé. Et le vieillissement se fait déjà sentir : elle a été soignée pour un cancer du sein, il souffre de diabète chronique. Ils pensent dès lors à se ménager plus qu'à continuer à se risquer dans les voyages lointains : *« maintenant, on a tellement bourlingué (elle dit exporté) que maintenant, avec l'âge, on aspire beaucoup plus à se poser (elle fait le signe rester tranquille). Bon, 70 ans, ça commence à faire un peu trop. »*. Comment envisager l'avenir si l'un des deux conjoints disparaissait : *« j'ai prévu pour la handicap (elle montre les portes d'accès à l'intérieur et aux portes de la maison). Oui on a fait en sorte que tout ça soit accessible (en fauteuil roulant). Et si on est ici et qu'il devait arriver quelque chose de mauvais, s'il ne peut pas gérer seul... il faut me mettre dans une maison. »*. Ils disent bien avoir conscience qu'il existe aujourd'hui des structures d'hébergement de qualité qui pourraient accueillir un des deux conjoints ou les deux, mais c'est bien la mort qui se profile comme seule porte de sortie de leur « nouvelle carrière » de retraite : Elle encore : *« Après quand je serai enterrée là, ce sera vendu avec moi dedans. () je ne veux pas qu'on entretienne ma tombe »*. Ils ont déjà prévu de consacrer un bout de terrain dans la parcelle qu'ils s'occupent alors à parsemer de rosiers, pour y faire disposer leurs cendres.

Ils disent bien tous les deux leur sentiment que leur projet de vie est fragile aujourd'hui considérant leur état de santé. Ils expriment aussi en diverses formules qui renvoient à ce que nous nommons « pétition d'autonomie » en quoi leur option actuelle tient à leur capacité à tous les deux de continuer à faire face. Si l'un devait avoir des problèmes sérieux, l'autre ne pourrait plus assumer seul.

Une des thématiques centrales qui anime leur rapport au vieillir tient à leur souci de préserver leur dignité. Q – Vous connaissez les maisons de retraite du secteur ? Elle : *Non, je ne veux y aller voir. Parce que je ne sais pas comment je serai traitée* »

Les incertitudes sont donc nombreuses, et les deux membres du couple sont bien conscients des risques inhérents à leurs choix de vie de retraite en milieu rural midi-pyrénéen. Pourtant leur parti semble bien définitivement pris : *« J'aurais encore hésité avant 99, j'étais alors encore entre deux, mais maintenant c'est décidé : jamais, nous resterons français. Lorsque K est venue vivre ici et que nous sommes installés ensemble, le choix était arrêté : Nous sommes venus et nous restons. »* () ... *mais revenir vivre en Angleterre, jamais !* »

Pour autant, M. et Mme évoquent un voyage en voiture qu'ils ont projeté pour l'été suivant , qui résume bien l'ambivalence de leur posture : Il s'agit d'aller visiter les filles de Mme en Bavière, dont l'une vient de mettre au monde son premier enfant... mais non sans un détour par l'ancienne Allemagne de l'Est, pour visiter la plus grande roseraie du monde... une des passions de Mme.

Partant de cet exemple les nouvelles données des rapports entre générations familiales méritent d'être interrogées plus avant : Mme Sc a eu ses deux filles aux alentours de la trentaine. Elle a environ 57 ans lorsqu'elle rompt avec sa carrière de travail. Ses enfants sont alors engagés dans une vie de travail et de sociabilité dans laquelle il n'y a pas plus de raisons qu'elle se reconnaisse, qu'il n'y en a d'autres que les deux filles à ses propres aspirations. A moins de 60 ans, Mme n'est guère encline à se reconnaître comme vieillissante et s'engage dans une nouvelle étape de vie, qui va la conduire à refonder une nouvelle vie de couple, loin des enfants de son premier mariage...

On peut parler de nouveaux retraités, dans le sens où le cycle de vie qui s'ouvre à ce moment de transition peut s'accompagner de révisions identitaires qui apparaissent parfois comme véritables ruptures. Une autre étape de la vie s'engage, qui peut se fonder sur des recompositions familiales, une révision des configurations relationnelles précédentes.

Nous reprendrons ces constats au stade de la synthèse finale, en essayant de montrer en quoi ils reflètent souvent à la fois le souci de se construire une nouvelle vie et de rompre avec la précédente. Les parcours de migrants d'Europe du Nord apparaissent encore comme significatifs de phénomènes générationnels dans lesquels s'inscrivent y compris des personnes et ménages de non migrants.

ANNEXES

ELÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

- Ackers L., Dwyer P. Fixed laws, fluid lives: the citizenship status of post-retirement migrants in the European Union. *Ageing and Society*, 2004, 24, 451-475
- Attias-Donfut C., Wolff F.C. Transmigration et choix de vie à la retraite. *Retraite et Société*, 2005, n°44, 80-107.
- Attias-Donfut C., Gallou R., Tessier P. Démographie des immigrés âgés de 45 à 70 ans. *Retraite et Société*, 2005, n° 45, 116-157.
- Attias-Donfut C., Tessier P. Santé et Vieillesse des immigrés. *Retraite et Société*. 2005, n°46, 90-129.
- Attias-Donfut C., Daveau P., Gallou R., Rozenkier A., Wolff F.C., Donfut E. *L'Enracinement : enquête sur le vieillissement des immigrés en France*. Paris, Armand Colin, 2006.
- Barou Jacques - Néo-ruraux britanniques et ruraux français- *Hommes et migrations*, 1994 n° 1176, pp-9-14
- Barou Jacques, Prado Patrick- *Les anglais dans nos campagnes*- Paris : l' Harmattan, 1995.
- Broese Van Groenou M., Glaser K., Tomassini C., Jacobs T. Socio-economic status differences in older people's use of informal and formal help: a comparison of four european countries. *Ageing and Society*. 2006, 26, 745-766.
- Bruillon Michel, "Les Britanniques en France : Emigration de luxe ou nécessité", *Les Nouveaux Cahiers d'ENCRAGES*, n° 3, octobre 1995.
- Bruillon Michel, *Migrants d'un nouveau type: Etude de deux communautés britanniques en France et en Espagne*, Université Paris 8, février 1996, thèse de doctorat sous la direction de M. le professeur Maurice Goldring
- Caradec V. *Vieillir après la retraite. Approche sociologique du vieillissement*, Paris, PUF, coll. Sociologie d'aujourd'hui, 2004.
- Caradec V, de Singly F. *Sociologie de la vieillesse et du vieillissement*. Paris : Nathan, 2001
- Casado-Diaz M.A., Kaiser C., Warnes A.M. Northern European retired residents in nine southern European areas: characteristics, motivations and adjustment, *Ageing and Society*, 2004, 24, 353-381.
- Condon S. et Warnes A. Les stratégies résidentielles des londoniens retraités in « *La ville en mouvement : habitat et habitants*. » édité par Lelivre E. et Levy-Vroelant, Paris, l'Harmattan, 1992
- Couhin J., Charpail C., Marioni P. Évolutions démographiques et emploi des seniors en Europe. *Retraite et Société*, 2007, n°50, 198-223.
- Fauvet Laurent (SES), Les achats de logements en France par les étrangers (Logements)- N°20- Juillet 2007-
- Gallou R. *Le vieillissement des immigrés en France*. Paris : Cnav, 2000.
- Pennec S., Les configurations filiales face au vieillissement des ascendants", *Empan*, n° 52. 2003.

- Le Borgne -Uguen F et S. Pennec. L'adaptation de l'habitat chez des personnes (de plus de 60 ans) souffrant de maladies et de handicaps et vivant à domicile. Usages et interactions entre les personnes, les proches et les professionnels à travers les objets, les techniques et les aménagements. Contrat de recherche MiRe et CNAV. Brest. ARS, UBO, 2000.
- Renaut S. Modes de vie et besoin d'aide après 75 ans, données comparées en 1989 et 1999. *Retraite et Société*, 2006, N°49, 122-143.
- Gaullier X. *La deuxième carrière : âges, emplois, retraites*. Paris : Seuil, 1998.
- Warnes A.M., Friedrich K., Kellaher L., Torres S. The diversity and welfare of older migrants in Europe. *Ageing and Society*, 2004, 24, 307-326.

Autres sources de médiatisation du phénomène :

- « Impact des compagnies aériennes low cost sur les prix de l'immobilier : cas du Limousin, de la Dordogne, et de l'Aude » - Synthèse de l'étude menée par Pascal PERRI, Université de Perpignan pour la direction du Tourisme-septembre 2005
- « Les achats de logements En France par les étrangers »- (Logements)- Note de lecture d'un article de Laurent Fauvet (SESP) publiée dans le numéro 129 (septembre-octobre 2007) d'Etudes Foncières- Jacques Friggit.
- « L'installation en France de Britanniques en Poitou Charentes »- Madeleine Labie- Note de Synthèse basée sur le mémoire de DEA « Immigration britannique en Poitou-Charentes-Institut Atlantique d'Aménagement des territoires (IAAT)- Juin 2004-
- « Plus de 350 000 britanniques ont quitté leur île en 2005 pour jouir d'une vie meilleure »- Le Monde- 20- 02- 06- Londres correspondant issu du site internet [http : // ecolesdifferentes.info/GBEXODE. Htm](http://ecolesdifferentes.info/GBEXODE.Htm)
- « Les jeunes britanniques quittent leur pays » in Le Figaro- Londres- Sébastien MARTIN- 18 août 2006.
- « Un britannique sur cinq aurait référé naître en France »- Londres AFP 11. 10. 06
- « Pour les anglais, la France n'est pas chère » réalisé par Gilles BRIDER, Philippe Bussang, anne-Noémie Dorion, Michel Garibal, Anna Hagège, Anne Lemoine, Hervé Rousseau, Catherine Salvant in le Figaro Magazine- 1 » octobre 2006
- « Retraités britanniques en France : beaucoup de bruit pour rien »- Jean-Jacques Chavigné et Gérard Filoche pour démocratie et Socialisme- dans Santé Sécurité sociale- 25 novembre 2007.
- « Municipales : à Eymet, en « Dordogneshire », les anglais aussi font campagne »- Eymet (AFP) / Archives- Nocials TUCAT- 18 février 2008
- « Témoignages » in BristishExpats.com written by Sarah Bowles- Sunday 06 January 2008.
- « Un accent « british » aux élections municipales dans le Limousin »- LE MONDE 05.03.08
- Statistiques INSEE : Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2006 -immigré par région – étrangers par région.

PRÉSENTATION DES SITES D'ÉTUDE

LE « TRIANGLE D'OR » TARNAIS

Position

Situé à l'Est de Toulouse, le département du Tarn s'étend des contreforts du Massif Central au nord, jusqu'à la Montagne noire au Sud. Il jouxte trois des huit départements de Midi-Pyrénées : l'Aveyron à l'est, du Tarn-et-Garonne au Nord et la Haute-Garonne à l'ouest ainsi que deux départements de la région Languedoc-Roussillon au sud, l'Aude et de l'Hérault. Avec une population estimée à 336 000 habitants en 2006 pour une superficie de 5758 km² soit 63,05 habitants au km², le Tarn est le plus peuplé et le plus dense des départements de la région après la Haute-Garonne (1 169 500 habitants, 185 hts au km²).

Empruntée aux professionnels de l'immobilier locaux, la désignation « Triangle d'or » tarnais est d'apparition récente. Elle naît avec l'arrivée massive des ménages des pays du Nord de l'Europe dans les années 90 et 2000, principalement Britanniques, dont l'intérêt s'est rapidement porté sur le quart nord-ouest du département. Ce triangle recoupe approximativement quatre des 46 cantons du Tarn : les cantons de Vaour, Castenau-de-Montmirail, Cordes-sur-Ciel et Gaillac.

Paysages

La qualité et la diversité des paysages qui se retrouvent dans ces quatre cantons expliquent en partie l'engouement dont ils sont l'objet. En effet, situés au sein d'un bassin sédimentaire (Bassin aquitain) où se sont principalement développées les cultures céréalières, les oléagineux et la vigne, ils se démarquent nettement de l'est du département où dominent les herbages, la forêt et une longue tradition d'élevage.

Le canton de Gaillac, pointe sud du triangle d'or, est constitué de la plaine du Tarn qui le traverse d'est en ouest, et des coteaux qui la bordent. La grande place occupée par le vignoble du Gaillacois malgré son récent recul, la douceur des reliefs ponctués de belles demeures, de pigeonniers, de pins parasols et de cyprès lui ont valu d'être qualifié de « petite Toscane » par les professionnels du tourisme. La production fruitière développée durant les années 60 et 70 a aujourd'hui pratiquement disparu, laissant à nouveau la place à des cultures qui tempéraient traditionnellement la tendance à une monoculture viticole.

La zone viticole d'appellation Gaillac s'étend vers le nord, en pays cordais, mais dans un cadre qui diffère fortement de la plaine gaillacoise : plateaux et butes calcaires modèlent ici des paysages plus arides où alternent vignes et végétation typique des causses qui donne parfois une touche méditerranéenne à l'ensemble.

Le secteur de Vaour, partie prenante du causse du Quercy où dominent chênes verts et chênes pubescents, est pris dans une dynamique de mise en friche et d'avancée des zones forestières, du fait de la déprise déjà ancienne de l'activité agropastorale qui en a longtemps modelé le paysage. L'Aveyron traverse le canton dans sa pointe ouest créant une rupture paysagère avec sa vallée arborée et ses gorges abruptes par endroits.

Enfin, le canton de Castelnau-de-Montmirail, situé entre le canton de Gaillac et celui de Vaour, est principalement constitué de plaines et coteaux molassiques à fortes pentes. Il est traversé par la vallée de la Vère qui a été profondément remaniée depuis les années 60 : remembrement des terres et remodelage des berges pour gagner sur des terrains jusque là inondables. Élevage et polyculture dominent encore l'activité agricole du canton donnant une tonalité d'ensemble au paysage que vient pourtant rompre la présence de deux domaines forestiers de grande taille : la forêt de Sivens au sud, et la forêt domaniale de la Grésigne à l'ouest dont les 36 000 hectares séparent le canton de Castelnau de celui de Vaour.

Habitat

Avec ses 12 100 habitants en 2005 (60% environ de la population du canton), Gaillac est la seule ville du « triangle d'or ». Si le centre ville comporte principalement des immeubles anciens dont certains de grande qualité architecturale, le reste de la commune et les alentours sont pour les trois quarts postérieurs à 1949. Comme à Albi ou Lavaur, la brique a été longtemps le matériau de construction habituel de Gaillac, lui donnant cette couleur caractéristique. On trouve également des immeubles utilisant brique et terre crue ou brique et galets, ainsi que des maisons à colombage. Toutefois, dès qu'on quitte la plaine pour les coteaux, c'est assez souvent la pierre blanche qui prend le relais, tant pour les maisons de maître qui émaillent les propriétés agricoles que pour une grande partie des bâtiments d'exploitation anciens. Au cours du 19^{ème} siècle et jusqu'au début du 20^{ème}, les viticulteurs aisés se sont fait construire un type d'habitat propre à cette région qu'on retrouve sur tout le vignoble, « l'oustal carat », grande maison carrée de deux ou trois niveaux, orientée sud-est, dont les pièces ouvraient habituellement sur un vaste couloir central. Les règles d'urbanisme assez peu contraignantes jusque dans les années 80 ont par ailleurs favorisé un essaimage de villas isolées sur l'ensemble du canton.

Dans les trois autres cantons concernés, voient le jour dès le 12^{ème} siècle plusieurs villages fortifiés, « castelnaux » et bastides, sur l'initiative des autorités seigneuriales ou religieuses. Puycelsi, village fortifié, dominant à pic la vallée de la Vère, est créé autour de l'an 1000 par les moines de l'Abbaye d'Aurillac. Penne et Bruniquel voient le jour au 12^{ème} siècle et Castelnau-de-Montmirail au 13^{ème}, sa construction ayant été ordonnée dans les années 1220 par Raymond VII, dernier Comte de Toulouse d'origine occitane, de même que Cordes-sur-Ciel, dès 1222. Il s'agit initialement d'agglomérations fortifiées situées sur un promontoire et dominées par un château qui, dans le grand mouvement d'urbanisation que connaissent à cette période le Sud-ouest de la France et le nord de l'Espagne, visent à regrouper les populations rurales. Outre leur caractère défensif encore très visible, ces villages avaient la particularité de s'organiser autour de la place centrale et d'une halle de bois, lieux de convergence de la communauté villageoise, et d'un ou deux axes principaux. La diversité de leur patrimoine bâti – riches demeures moyenâgeuses mais aussi demeures modestes qui disent le rôle important des paysans pauvres et serfs qui les ont longtemps peuplées – témoigne de leur rapide croissance, de leurs heures de prospérité aussi bien que de leur déclin. L'exode rural et l'impact du premier conflit mondial ont vidé ces villages et leurs alentours au cours de la première moitié du 20^{ème} siècle.

Hors des villages fortifiés, c'est l'habitat diffus qui domine et, plus rarement, des groupements de fermes en petits hameaux. A l'inverse de la plaine gaillacoise, c'est ici la pierre blanche qui domine - pierre calcaire d'origine locale ou proche – ou parfois le grès comme à Cordes. Il s'agit bien sûr des matériaux de prédilection des châteaux et belles demeures des environs de Cordes ou Castelnau, mais on les retrouve aussi dans de l'habitat très modeste. L'habitat est ici très majoritairement antérieur à 1949 (70% et plus). Le nombre de logements anciens habités est en hausse depuis 1990 sur les cantons de Castelnau-de-Montmirail et surtout de Cordes-sur-Ciel (+6,8% entre 1990 et 1999⁸⁹), constat qui atteste d'une véritable reconquête du patrimoine ancien, même de piètre qualité, sous le poids de la demande. Mais un autre facteur pourrait également avoir facilité ce réinvestissement de l'habitat ancien : l'obligation faite par les services fiscaux d'estimer séparément les maisons d'habitation situées sur des exploitations agricoles. La valeur de ces biens et les difficultés qu'elle entraîne lors du partage aurait favorisé l'arrivée

⁸⁹ Parmi les villes et villages d'une certaine importance sur les cantons concernés, seules Gaillac et Vaour ont fait l'objet d'un recensement postérieur à 1999. Nous continuons donc à faire référence aux données INSEE 1999.

sur le marché de bâtiments dont une partie serait restée inoccupée si cette mesure n'avait pas été instaurée, faute d'intérêt ou de capacités financières des héritiers.

Accessibilité

Ce « Triangle d'Or » est jusqu'ici resté à l'écart des grandes modifications qui redistribuent les activités humaines et chamboulent les paysages. Il bénéficie néanmoins des évolutions des infrastructures de transport qui, bien que ne le traversant pas, ont contribué à son désenclavement. L'ouverture de l'A68 entre Toulouse et Albi qui longe la commune de Gaillac met la capitale régionale et son aéroport à une heure de voiture environ de l'ensemble des cantons concernés (45 minutes depuis Gaillac, 1h15 depuis Vaour ou Cordes-sur-Ciel). En complément, l'aéroport d'Albi et l'aérodrome de Gaillac permettent aux plus fortunés de recourir à des avions de petite et moyenne capacité.

La mise en place de TER cadencés par la Région Midi-Pyrénées offre un accès aussi rapide aux grandes lignes nationales et au TGV Toulouse-Paris via Bordeaux, depuis les gares de Gaillac et Lisle-sur-Tarn. Les navettes de bus entre Gaillac et Montauban offrent une alternative efficace, la Gare de Montauban étant à la fois traversée par les liaisons TGV et les trains pour Paris via Limoges.

Le Triangle d'Or cumule ainsi les atouts : à l'écart des grands flux et des gènes occasionnés par les infrastructures routières, il offre néanmoins à une clientèle étrangère et mobile la proximité du réseau autoroutier, d'un aéroport international et de liaisons ferroviaires multiples, notamment en direction des ports de l'Atlantique.

La généralisation de l'ADSL au cours des dernières années vient renforcer l'accessibilité de ces cantons sur le versant numérique.

La société agraire, le tourisme et les nouveaux venus

Le département du Tarn a connu son pic démographique en 1851 avec 363 073 habitants à la suite d'une très forte poussée démographique durant la première moitié du 19^{ème} siècle. L'exode rural cumulé aux effets dévastateurs des conflits sur les campagnes, principalement la première guerre mondiale, ont ramené sa population à 295 588 habitants en 1921. Le rebond démographique ne s'engage qu'au cours des années 50 et se poursuit actuellement, le département ayant tout récemment dépassé le pic de 1851 avec 365 000 habitants. Mais ce regain n'a concerné que marginalement les cantons du « Triangle d'Or ». Le canton de Gaillac, du fait de son positionnement sur l'axe Toulouse– Albi et de l'attractivité de son chef-lieu, a retrouvé une forte densité de population largement liée aux migrants issus de l'agglomération toulousaine et dont une bonne part travaille dans la métropole régionale. A l'inverse, les communes des cantons de Vaour, Cordes et Castelnau-de-Montmirail conservent des densités de population inférieures à 30, voire 10 habitants au km², à l'exception de la commune de Cordes. La perte de population s'est poursuivie sur la période récente (1982/1999) sur les cantons de Vaour et Castelnau et semble s'être stabilisée sur celui de Cordes.

Mais ces tendances lourdes ne doivent pas faire ignorer les changements de population qui sont à l'œuvre dans ces trois cantons ruraux⁹⁰ depuis les années 60, et surtout 80. Alors que la population ne cesse de baisser, le nombre de ménages et de logements progresse de 19% entre 1982 et 1999 sur le canton de

⁹⁰ La situation du canton de Gaillac étant atypique, nous limitons ici l'analyse aux trois autres cantons concernés, sur la base RG INSEE de 1982 à 1999.

Cordes⁹¹, de 31% sur celui de Castelnau et de 35% sur celui de Vaour. Les résidences principales augmentent dans une proportion moindre (de 16 à 23%) mais ce sont surtout les résidences secondaires qui évoluent très fortement sur la même période : +171% sur le canton de Castenau, +103% sur celui de Vaour et +66% sur celui de Cordes-sur-Ciel. Ce processus de « secondarisation » va de pair avec une forte croissance des résidents appartenant aux catégories cadres et professions intellectuelles (+205% à Vaour, +174% à Cordes, +134% à Castelnau) et des ménages étrangers (+159% à Cordes, +84% à Vaour et +23% à Castelnau). Malgré leurs limites évidentes, ces observations sur près de 20 ans permettent de mettre en évidence l'arrivée massive de populations extérieures à la société agraire locale, tant par les groupes sociaux auxquels ces ménages appartiennent que par leur origine nationale. Les étrangers sont restés très minoritaires dans les premières étapes de cette étonnante tendance à la gentrification, mais ils l'ont par contre largement alimentée à partir des années 80 et surtout 90, situation que nous ne pouvons pas encore mesurer précisément.

Le fort dépeuplement décrit plus haut s'est accompagné d'une totale disparition des activités artisanales encore présentes au début du 20^{ème} siècle, les tanneries et la broderie mécanique à Cordes par exemple. Par contre, la grande richesse patrimoniale, notamment des bastides, a servi de support à un développement touristique encouragé par les collectivités. L'artisanat d'art a gagné du terrain avec une cinquantaine d'artistes et d'artisans d'art dont il est possible de visiter les ateliers à Cordes par exemple, le même phénomène se retrouvant à Penne, Puycelci ou Vaour mais dans des proportions moindres. Les politiques de mise en avant des produits du terroir via les marchés locaux et la réouverture de commerces dédiés se traduit par une multiplication des artisans des métiers de bouche notamment. Les étrangers du nord de l'Europe sont partie prenante de ce mouvement, tant parmi les artistes que les artisans. Ils sont également à l'origine d'une partie de l'essor des formules de tables et chambres d'hôtes repérés sur le « Triangle d'Or », même si leur rôle exact est difficilement mesurable⁹². Porteurs d'une volonté de développer des produits haut de gamme, certains d'entre eux se sont inscrits pleinement dans la politique de développement de l'Hébergement Touristique de Caractère (HTC) impulsée par la Région Midi-Pyrénées dès 1995⁹³.

De son côté, le secteur agricole a diversement résisté et connaît de profondes évolutions. L'apport de néo ruraux, particulièrement notable dans d'autres départements de Midi-Pyrénées tels l'Ariège, a été bien moindre sur ces cantons tarnais et sans impact significatif sur le long terme. Si un certain recul des terres cultivées s'observe sur une partie des causses, on constate plutôt ailleurs les mêmes tendances que sur les restes du département : quasi stabilité des surfaces cultivées mais baisse du nombre d'exploitations et,

⁹¹ Cordes a été « redécouverte » par des artistes et intellectuels dans les années 50, avec une amorce précoce d'acquisitions et d'installations qui expliquent une moindre progression sur la période récente en comparaison avec les deux autres cantons.

⁹² On décompte à ce jour environ 200 gîtes ruraux, 55 maisons d'hôtes et 3 gîtes d'étape labellisés Gîtes de France sur le triangle d'or, sans précision sur la nationalité du gestionnaire. De plus, une grande partie de l'offre n'est pas ou plus labellisée, notamment parmi les hébergements proposés par les ménages étrangers, les locations se faisant fréquemment auprès de touristes de mêmes nationalités, via internet ou par le bouche à oreille.

⁹³ Cette politique vise à sauvegarder le patrimoine rural de caractère et valoriser son architecture, renforcer la qualité des hébergements touristiques et soutenir la diversification des activités du monde agricole. Dans chaque département, ce sont les CAUE qui se sont vu confier la mise en œuvre de cette politique au travers d'une mission d'assistance technique et financière aux porteurs de projets, particuliers et collectivités. Entre 1995 et 2005, ce sont en moyenne 60 hébergements touristiques de caractère par an qui ont été financés au plan régional.

corrélativement, augmentation des surfaces moyennes cultivées⁹⁴. Ces tendances à la concentration affectent à des degrés divers les différentes composantes du « Triangle d'Or »⁹⁵ et vont de pair avec un accroissement de la spécialisation des productions agricoles évoquées précédemment. Il faut également noter l'apparition au cours des années 90 de nouveaux acteurs sur la scène viticole locale, les acheteurs étrangers, parfois britannique mais aussi allemands ou hollandais. Dans certains cas, il s'agit d'acquisitions de vignobles par des sociétés d'investissement, dans d'autres d'achat de propriétés par des familles de viticulteurs étrangers qui entendent en faire leur activité principale.

Dans ce contexte général, les prix du foncier et de l'immobilier sont au cœur de maintes controverses. Deux constats sont indéniables : la pratique de majoration des prix par les vendeurs et leurs intermédiaires parfois appelée « le prix anglais », qui peut atteindre 30 à 50% au regard des prix pratiqués antérieurement ; la forte valorisation des biens immobiliers et fonciers non agricoles sur certains secteurs de notre terrain d'enquête⁹⁶. Mais ce processus était engagé, certes avec un impact moindre, bien avant que les migrants du nord de l'Europe n'arrivent en masse sur ces trois cantons tarnais : on aurait pu alors parler du « prix des parisiens ou des toulousains » et les prix avaient connu une hausse certaine. L'arrivée des rapatriés d'Afrique du Nord au tout début des années 60 avait également été à l'origine de pratiques de même nature et de critiques et reproches tout aussi ambiguës de la part des locaux, notamment lorsque les achats portaient sur des propriétés agricoles (effets négatifs supposés sur l'installation des jeunes agriculteurs ou l'extension des exploitations existantes, problèmes accrus lors des successions du fait de la valorisation des biens...). Coexistent ainsi sur notre terrain d'enquête deux tendances lourdes qui structurent le marché de l'habitat : l'influence très marquée de l'agglomération toulousaine qui accroît la demande pour de l'habitat neuf, pavillonnaire pour l'essentiel, localisé dans la vallée du Tarn et aux abords de Gaillac ; des vagues successives de migrants - rapatriés, artistes et intellectuels de la région parisienne ou de l'agglomération toulousaine, ménages du nord de l'Europe – dont l'intérêt se porte sur des biens anciens de qualité, peu investis par les locaux et plutôt bon marché, mais avec un fort potentiel de valorisation. Bien différents, ces deux courants, leurs clientèles et les produits qu'elles recherchent ne sont pourtant pas totalement étanches et se trouvent parfois en concurrence. Une partie des familles fuyant les prix pratiqués en région toulousaine s'orientent vers l'ancien à réhabiliter, acquérant parfois des maisons isolées mais aussi souvent des maisons de ville en cœur de village qui sont moins recherchées par la clientèle étrangère et plus abordables. Phénomène très récent, on constate aussi qu'une petite minorité de ménages du nord de l'Europe préfère faire construire que d'acheter un bien à rénover. Les goûts personnels de ces ménages sont probablement impliqués dans ce choix, mais il conviendra de l'éclairer sur d'autres versants, capacités financières du ménage et situations de vieillissement en particulier.

⁹⁴ Le nombre d'exploitations continue à diminuer dans le département du Tarn (-16% entre 2000 et 2008) alors que les surfaces cultivées restent sensiblement identiques, attestant d'une tendance lourde à l'augmentation des surfaces moyennes des exploitations qui sont passées de 27 ha en moyenne en 1988 à 47 ha en 2005.

⁹⁵ Entre 1982 et 1999, le nombre d'agriculteurs a baissé de 53% en moyenne sur le Tarn. Les cantons de Cordes et Castelnau voient leur population agricole évoluer de manière quasi identique. Celui de Gaillac est particulièrement touché par le recul du nombre d'agriculteurs (-62%) notamment du fait de la crise viticole alors que le canton de Vaour ne perd sur la même période que 39% de ses agriculteurs, mais en partant d'un nombre déjà faible de ces professionnels.

⁹⁶ Concernant le marché immobilier, les prix sont effectivement élevés pour les biens les plus emblématiques : un château ou un manoir rénové ne se négocient pas à moins de 1,5 millions d'euros, les maisons de maître rénovées se situent plutôt dans une fourchette de 400 à 500 000 euros.

Les dispositifs

Le Tarn est un département vieillissant. Au premier janvier 2004, l'INSEE estimait la population âgée de plus de 75 ans résidant dans le Tarn à 39 828 personnes, soit une progression de 16,9% depuis 1999, particulièrement forte au vu des évolutions nationales (+3,32%). Sur la période 1982 – 1999, la population âgée des 4 cantons du « Triangle d'Or » a suivi des évolutions différentes : seuls les cantons de Gaillac et Castelnau ont vu les 75 ans et plus progresser, alors que celui de Vaour perdait en personnes âgées sur un rythme équivalent à la baisse de sa population totale, et que le canton de Cordes restait stable. A ces différences démographiques viennent se superposer des niveaux de réponse aux besoins disparates, tant en matière d'hébergement que de services à domicile ou de coordination gérontologique. Avec 138,8 places d'hébergement pour 1000 personnes âgées de 75 ans et plus au 01/01/2005, y compris les places d'hébergement temporaire, le Tarn affiche un taux de couverture des besoins en progression, comparable au niveau constaté au plan national. Toutefois, contrepartie d'une faible population, les cantons de Castelnau-de-Montmirail et de Vaour ne disposent d'aucun établissement sur leur territoire, les plus proches se situant à 20 ou 30km. Le canton de Cordes comporte une maison de retraite, celui de Gaillac en ayant deux rattachées au centre hospitalier.

Les services concourant au maintien à domicile semblent nombreux au plan départemental bien que répartis de manière inégale. Deux services d'aides ménagères répondent aux demandes des habitants des cantons concernés par notre étude, l'un géré par le CCAS de Gaillac, l'autre par une association basée à Cordes. Malgré une forte baisse du recours à ce type de service constatée dans le Tarn comme au plan national, ce département conserve un taux d'utilisation des services ménagers de 3,9‰ personnes âgées de 60 ans et plus, taux supérieur de près de 70% à celui constaté en France.

Les cantons du « Triangle d'Or » sont desservis par deux Services de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) pour personnes âgées, celui de Brens (88 places) qui propose ses services aux habitants du canton de Gaillac notamment, et celui de Cordes (37 places), qui couvre entre autres les cantons de Cordes, Vaour et Castelnau. Depuis 2007 et jusqu'en 2011, il est prévu d'accroître l'offre de places de SSIAD de 70 places annuellement au niveau départemental. On relèvera qu'en complément de ce niveau de réponse aux besoins (18 pl.‰ PA >75 ans) le Tarn bénéficie d'une très forte implantation d'infirmiers libéraux (213 pour 100 000 habitants contre 100 au plan national). Par contre, les médecins généralistes (107/100 000 hts) et les masseurs kinésithérapeutes (69/100 000 hts) sont sous représentés dans ce département en comparaison avec les moyennes nationales.

Lors de l'élaboration du schéma départemental en faveur des personnes âgées 2007/2012, 60% des communes du Tarn était couvertes par l'action d'un CLIC. Une partie seulement des cantons composant le « Triangle d'Or » en bénéficiaient, ceux de Vaour et de Cordes via les actions développées par « Accord'âge » qui a obtenu labellisation de niveau 1⁹⁷ seulement. Les cantons de Gaillac et Castelnau de Montmirail ne disposaient pas de ce service. Un des objectifs du Schéma départemental est d'ailleurs d'étendre le niveau de couverture par l'extension des CLIC existants ou par le développement d'interventions directes des services départementaux et « renforcer le partenariat entre le Conseil Général et les CLICS » alors que se redessinaient l'organisation territoriale des services sociaux du Conseil Général ainsi que les secteurs d'action gérontologique.

⁹⁷ Missions d'accueil, d'écoute, d'information, de conseil et de soutien aux familles. Les dossiers APA sont gérés directement par les services du Conseil Général.

LE PAYS BOURIANE (LOT)

Position

La Bouriane est un ensemble géologique du département du Lot. On désigne parfois cette micro région comme « le golfe de Bouriane » car l'océan avançait jusque là, à la fin de l'ère secondaire. Près de Catus une animation estivale propose d'observer, grâce à un faisceau de lumière rasante, les empreintes laissées par des dinosaures qui venaient s'égayer sur la plage. La Bouriane comprend un petit causse (calcaire et bancs marno-calcaires) entouré de deux plateaux couverts d'altérites (sables et argiles sableuses) au nord-ouest et au Sud-ouest qui commandent le paysage boisé. La faille de Cazals marque bien cette différence de paysage au Sud-ouest de la Bouriane. Au nord de Catus, se forme une ligne de partage des eaux. Les petites rivières qui prennent source au sud affluent dans le Lot, tandis que celles du nord-ouest s'écoulent vers la Dordogne.



Le département du Lot est une sorte de plateau incliné d'est en ouest. L'est est un contrefort du Massif Central, tandis que l'ouest, donc la Bouriane, préfigure le bassin d'Aquitaine. Deux grandes rivières s'écoulent d'est en ouest et traversent le département avant de rejoindre la Garonne plus en aval : la Dordogne au nord et le Lot au sud. La Bouriane se situe entre ces deux rivières. Elle est bornée à l'ouest par le département de la Dordogne et à l'est grosso modo par l'autoroute A 20 qui forme frontière avec le causse de

Gramat, le grand causse central du Quercy. De Gourdon, la petite capitale du Pays, il faut compter 63 km pour gagner Brive-la-Gaillarde au nord, 160 km pour Toulouse au sud et 220 km jusqu'à Bordeaux à l'ouest.

Administrativement, les 6 cantons de la Bouriane déjà regroupés en 5 communautés de communes, se sont constitués en « Pays Bourian », soit 59 communes pour environ 22 000 habitants sur 856 km². Gourdon, une des deux sous-préfectures du département compte 4 900 habitants. Ce maillage des 5 communautés se décompose de la façon suivante :

Quercy Bouriane organisée autour de Gourdon et St-Germain-Du-Bel-Air (14 communes).

La Haute-Bouriane autour de Payrac (12 communes dont Loupiac à 3 ou 4 km de Payrac),

La commune de Calès, à l'est de Payrac, rattachée au Pays Bourian est une commune qui appartient géologiquement au causse de Gramat

Paysages de larges vallées cultivées. Les flancs de collines sont boisés. Sur le plateau on trouve de nombreux villages.

Paysages boisés comprenant pins et châtaigniers



Le Pays de Salviac (6 communes) et enfin le **Sud-Bouriane** avec les communautés de communs autour de Cazals, et de Catus (17 et 9 communes) plus la Commune d'Ussel.

Le Lot est un pays d'habitat dispersé fait de petites propriétés découpées en champs clos et bois. Les villages sont de petite taille, et nombreux sont les écarts et fermes isolées. Contrairement à la Dordogne voisine on compte très peu de châteaux et de grandes propriétés en Bouriane. Traditionnellement, chaque exploitation s'organisait à partir d'une famille souche dans laquelle un seul enfant assurait la continuité. En réalité, de nombreuses propriétés ont néanmoins été partagées. Dans ce pays pauvre on compte peu de familles nombreuses. La plupart comptant un ou deux enfants, plus rarement trois. Il n'était pas rare de trouver des propriétés ayant une femme à leur tête.

L'habitat traditionnel quercynois est reconnu pour son architecture originale : maisons de pierre sèche bâties sans fondations directement sur la roche. À l'origine, le rez-de-chaussée est généralement dévolu à la cave, aux écuries et remises, la pièce principale de vie et une chambre sont accessibles par un escalier de pierre extérieur⁹⁸. Un balcon couvert servait souvent à faire sécher fruits et légumineuses. Les greniers sont sous combles. Les fermes les plus cossues étaient dotées d'un pigeonnier, la plupart du temps intégré au corps principal. On trouve également des maisons à l'architecture plus simple, de plain-pied et de type structure en « L », les granges et écuries s'articulant à angle droit avec le corps d'habitation pour former une cour intérieure.

Évolution démographique de la société agraire

La dépopulation du département du Lot, et de la Bouriane en particulier, s'était amorcée vers 1870.

Elle fut l'une des plus importantes de France, le département ayant perdu la moitié de sa population en un siècle. L'exode a été d'autant plus fort que l'industrie est restée peu développée. La légère reprise constatée à partir de 1970 ne doit rien au solde naturel, qui reste négatif, et tout au solde migratoire.

L'habitat et l'occupation des sols furent organisés en fonction du mode vie de la paysannerie de subsistance jusque dans les années 60-70 : polyculture et élevage dont les faibles excédents permettaient d'échanger des services, dans une économie à fortes composantes rurales.

Malgré diverses évolutions (mécanisation, introduction de la culture du tabac,...) les paysages conservent la marque de cette économie : alternance de cultures céréalières longtemps soumises à assolement

⁹⁸ Ce qui ne va pas sans risque lorsque cette structure a été maintenue et que les habitants sont d'âge avancé.

triennal, prairies naturelles et fourrages pour la production laitière et de veaux sous la mère, les terrains des causses étant réservés à l'élevage des ovins (toujours important dans le secteur) et des caprins, les surfaces boisées permettant aux artisans de tirer une grande partie de leurs ressources.

L'industrie locale reposait elle-même sur la production agricole (laine, chanvre, écorces, noix, meunerie, gemmage, laiteries...). Les exploitants agricoles entretenaient souvent une double activité entre agriculture proprement dite et production à usage artisanal (carex, bois de charpente ou de bardage, pierre, charbon de bois ...).

Une nouvelle économie agricole de produits du terroir a récemment emboîté le pas de l'ancienne en cherchant à développer et à protéger les appellations : agneau du Quercy, fromage de Rocamadour, vin de Cahors, foie gras, cidre, miel, etc. Elle fait la preuve qu'une agriculture familiale peut retrouver sens, à côté d'une agriculture plus technicisée et organisée en filière de production pour la grande consommation. Le caractère rural du pays résume en lui-même l'attraction qu'il a exercée et qu'il exerce aujourd'hui pour la plupart des nouveaux habitants. Y participe également le développement du tourisme familial avec le développement des gîtes, campings, tables d'hôtes ou de manifestations socioculturelles diverses⁹⁹... L'accueil des touristes, habitants saisonniers et nouveaux habitants permanents a permis de relancer diverses activités. Dans ce secteur relativement isolé des grands pôles de consommation le petit commerce y a trouvé des ressources renouvelées s'appuyant souvent sur une offre gastronomique de qualité.

Population et habitat

Au dernier recensement de 1999 la population lotoise comptait un peu plus de 160 000 habitants. Le niveau de 1936 est retrouvé mais le département reste peu peuplé. Avant 1990 les nouveaux arrivants venaient pour 40% d'entre eux des six départements limitrophes et de la Haute-Garonne et 25% de la région Ile-de-France.

Si les statistiques de résidences secondaires se situent en deçà de celles des régions de montagne, comme l'Ariège (voir plus bas), la Bouriane est un secteur de forte secondarité : 27% d'habitat secondaire en 1999 sur l'ensemble de la zone (mais près de 40% dans le canton de Payrac). Le nombre de résidences secondaires a augmenté de près de 14% au cours des années 90, mais à un rythme légèrement plus faible que celui des résidences principales (+14,2%). Dans le même temps, la part des logements vacants a nettement diminué. Le marché du logement apparaît ainsi sous forte tension, en particulier dans les secteurs les plus ruraux, où la part du locatif reste très limitée (moins de 10%), ce qui n'a pas manqué de se traduire par une forte augmentation des prix à l'achat, en particulier dans le parc le plus ancien. Dans le même ordre de constats, le nombre des résidences construites avant 1949 et aujourd'hui occupées a augmenté de 4% entre 1990 et 99 : participe à cette statistique autant la réhabilitation de l'habitat ancien jusque là laissé à l'abandon (bâtiments agricoles, ruines) que les redécoupages opérés dans les fermes en logements de petite taille.

⁹⁹ Á titre d'exemple, le village d'Uzech-les-Oules a renoué avec le passé qui en faisait « le » village des potiers de la Bouriane, du fait de son sous-sol très argileux. Une soixantaine de potiers auraient exercé à Uzech encore au XVIIIe siècle, fournissant tout le secteur en récipients divers. Tous les ans, une importante foire aux potiers attire aujourd'hui un large public à Uzech, où les acteurs locaux cherchent à développer les activités liées à la poterie. Notons également la foire annuelle des équidés de Salviac où les maréchaux et leurs apprentis officient en public au milieu d'autres animations.

Évolution des prix d'achat de l'ancien

Le territoire a connu une forte évolution des prix d'acquisition du bâti. Il y a 15 ans, il était possible d'acheter une grange à restaurer avec un peu de terrain autour de 11 000 €. Aujourd'hui, elle se négocie autour de 75 000 €.

Une propriété de type ferme à restaurer se vendait il y a 15 ans environ 70 000 €. Aujourd'hui, la même propriété, dans le même état se vend environ 230 000 €.

Nouveaux arrivants

Outre le développement de l'habitat secondaire, deux phénomènes ont été particulièrement marquants :

Le flux des « néo-ruraux ».

Ils sont arrivés les premiers à partir des années 70 et se sont installés au moins transitoirement dans les lieux les plus dépeuplés du département, essentiellement à l'est et au sud, autour de Saint-Céré, sur la causse du canton de Limogne et sur la causse blanc près de Montcuq. De ce point de vue, la Bouriane n'est pas le secteur le plus significatif du Lot.

L'arrivée des migrants d'Europe du Nord.

En revanche, entre 1990 et 1999 plus de 3 000 étrangers se sont établis dans le département et principalement en Bouriane. On comptait environ 800 britanniques, ainsi que des néerlandais, belges.... À titre d'exemples, dans la petite commune de Loupiac, pour une population totale de 267 habitants on dénombrait 37 personnes de nationalité étrangère en 1999, contre 24 en 1990. Catus, chef-lieu de canton, comptait 125 personnes de nationalité étrangère en 1999 pour un total de 909 habitants. Encore ces données de recensement ne reflètent-elles que la part des habitants permanents.

Accessibilité

En Bouriane comme dans le proche Périgord, où l'afflux de nouveaux habitants originaires des pays du nord de l'Europe a été plus important encore, le développement des moyens de transport a accompagné et renforcé la migration.

L'autoroute A20 permettra de joindre l'aéroport de Brive (actuellement en travaux, déplacé à Cressensac) en moins d'une heure. Les trains de la ligne Toulouse Paris via Brive s'arrêtent à Gourdon bien que le Réseau Ferré de France veuille fermer cette station. Actuellement, chaque semaine un rassemblement de protestation rassemble élus et usagers devant cette gare. On note que des britanniques participent régulièrement à ces manifestations. Rodez est un aéroport où des compagnies à bas coût proposent leurs vols à des prix imbattables. Cependant, depuis la Bouriane seules des petites routes permettent de s'y rendre, et bien peu choisissent cette option. Pour joindre Périgueux c'est également peu commode si l'on est pressé.

Représentation politique

Comme l'essentiel de Midi-Pyrénées, la Bouriane et le Lot tout entier ont longtemps été un fief radical avec Maurice Faure comme figure de proue. Quatre des six élus des dernières cantonales sont aujourd'hui affiliés au Parti Socialiste, les deux autres étant inscrits au Parti Radical de gauche. La Bouriane est le Pays qui vote le plus massivement à gauche de tout le département et depuis fort longtemps. C'est aussi la partie du Lot qui compte le moins d'enfants catéchisés (entre 10 et 20% en 1999). Le MODEF, syndicat

agricole proche du parti communiste inscrit dans la défense de la paysannerie familiale a été très puissant en Bouriane dans le passé. On y compte encore quelques représentants actifs.

Les structures et dispositifs

On ne connaît pas très bien l'avenir de l'hôpital de Gourdon. Le bloc opératoire de chirurgie généraliste devrait probablement être supprimé après que cet établissement ait déjà connu le démantèlement de sa maternité. En revanche, une maison de retraite est accolée à l'établissement. D'autres maisons de retraite, publiques et privées parsèment le territoire. Un centre rassemble les assistants sociaux territoriaux, assurant une permanence quotidienne à Gourdon et des permanences hebdomadaires dans chaque canton. Le SSIAD est basé à Cazals et travaille également avec un réseau d'infirmières libérales. C'est l'ADMR, la plus puissante association d'aide à domicile de France, qui coordonne cette fonction sur le Pays Bourian.

Le centre social de la Bouriane (CSB), l'un des deux centres sociaux ruraux du département, vient d'être démantelé. Le CS gère essentiellement un pôle environnement (association d'insertion avec nettoyage des berges et de divers terrains en friche, animations diverses et interventions dans les écoles), un pôle d'aide sociale et à l'emploi faisant également relais ANPE, ainsi que le CLIC. Des animateurs faisant relais dans les différents cantons du Pays Bourian. La symbiose dans un même centre de ces différents pôles a créé pendant 15 ans un relais de coordination et d'animation entre les différents acteurs du social et du médical.

En juillet 2008, le conseil d'administration composé essentiellement d'élus du territoire a voté sa dissolution. Depuis ces trois dernières années l'équilibre financier était en danger et les salariés du CSB tentaient en permanence de trouver des fonds complémentaires par le biais de fondations et de programmes européens. Le financement de base provenant du Pays, du CG et de l'État. Étienne Bonnefond, conseiller général de Gourdon, fondateur et ancien président du CSB a refusé de voter cette dissolution. Il reste persuadé que le Pays Bourian pouvait financer le centre.

Seul survivant de ces différentes activités, le CLIC qui est passé sous la tutelle directe du CG et se nomme maintenant Espace Personnes Âgées (EPA), la compétence du handicap n'y étant pas encore rattachée, celle-ci étant prise en charge par la maison du handicap à Cahors. Une seule personne assure le rôle de coordination de l'EPA sur l'ensemble du territoire du Pays. Cette fonction de coordination concerne l'aide sociale et médicale, ainsi que les conseils dont peuvent bénéficier les personnes âgées. Une personne supplémentaire assure une partie du secrétariat en quart temps. La responsable du service continue d'assurer l'accueil individualisé et d'organiser des réunions entre les différents acteurs sociaux et soignants mais déclare ne plus pouvoir maîtriser la situation sur le terrain et que de nombreuses personnes, probablement en difficulté, ne sont pas repérées. Cependant, une dynamique avait été créée et les personnels sociaux et soignants du territoire sont habitués à travailler ensemble, même si aujourd'hui, les incertitudes et inquiétudes sont exprimées par ces différents acteurs.

LE SITE DU COUSERANS (ARIÈGE)

Position

L'Ariège est un département typiquement pyrénéen dans le sens où ses découpages territoriaux actuels se superposent toujours étroitement aux anciennes unités valléennes « en peigne » ou « en râteau » : la chaîne frontière axiale est orientée est-ouest, et les principales vallées se sont creusées selon un axe perpendiculaire sud-nord. Les dents du râteau sont les crêtes secondaires, chinons qui s'imposèrent très tôt comme limites évidentes entre les différents *pagii*. La rivière mère et ses affluents découpent les fonds de vallées et les pentes sur lesquelles s'est développée l'économie agro-pastorale, dans l'alternance entre versants orientés vers le sud (soulanes) sur lesquels s'est développé l'essentiel de l'habitat rural, et versants orientés au nord, sur lesquels la forêt domine. En Ariège, le franchissement de la crête frontière est toujours resté très difficile : hormis l'accès à l'Andorre, dans la partie la plus orientale du département, aucun axe routier digne ne permet de communiquer directement avec la Catalogne espagnole. L'agglomération principale, de taille modeste, s'est implantée en basse vallée au contact des premiers contreforts. Mais l'habitat de montagne s'étage dans le réseau des hautes vallées jusqu'à plus de 1000 m d'altitude.

La vallée et le pays du Couserans sont souvent présentés comme représentant le prototype de ce schéma. Elle correspond au bassin le plus occidental du département, drainé par le Salat (affluent de la Garonne à Bousens) et ses affluents. Le secteur le plus montagnard se caractérise par ses vallons encaissés, la déclivité de ses versants, son accessibilité réduite. Le paysage est barré au sud par la crête frontière, particulièrement abrupte.

L'attractivité du pays tient en premier lieu à la qualité de ses paysages montagnards. Il n'offre pas de grands sites reconnus, ni de grandes infrastructures touristiques, mais une grande variété d'espaces préservés, des villages aux secteurs de forêt, aux prairies d'altitude, aux hauts sommets...

Bref retour historique

Au 18^{ème} siècle et au début du 19^{ème} siècle, la région connut une période d'intense accroissement démographique, qui culmine vers 1850. Une économie d'exploitations agricoles de très petite taille parachève alors la conquête des versants de "soulane"¹⁰⁰, y compris les plus escarpés, commencée au Moyen-âge dans les terroirs les plus accessibles. L'économie agricole se double d'une activité minière et industrielle de petite échelle. Un habitat dispersé de hameaux et de granges finit d'envahir les pentes, au rythme des déboisements. En 1842, on recense 13800 habitants dans le canton de Massat, dans la partie la plus excentrée et la plus difficile d'accès, 17500 dans le canton contigu d'Oust, qui compte lui aussi parmi les plus isolés et les plus pauvres¹⁰¹. A la fin du 19^{ème} et au début du 20^{ème}, le pyrénéisme naissant et l'essor du tourisme de montagne n'ont guère d'impact sur la vie locale. La vallée demeure longtemps parmi les plus méconnues et les moins fréquentées, certaines premières chroniques de voyages à travers

¹⁰⁰ - Les "adrets" locaux, ou pentes orientées au sud.

¹⁰¹ Briand-de-Verze. Nouveau dictionnaire complet, géographique, statistique, topographique, de la France et de ses Colonies. Paris. Belin-leprieur. 1842.

les Pyrénées diffusant même du Couserans l'image d'un pays inhospitalier¹⁰² vivant à l'écart de la modernité.

Le bassin entre alors dans une longue période d'exode massif et de déclin démographique. Les villages se vident de leurs habitants et plus encore les terroirs d'altitude, laissant à l'abandon tout un pan de l'habitat le moins accessible. Le recensement général de la population de 1999 compte moins de 1700 habitants dans le canton de Massat soit une densité humaine à peine supérieure à 12% de celle qu'il connut au milieu du 19^{ème}¹⁰³. Entre temps, la petite agriculture, mais aussi l'élevage de subsistance, n'ont pu suivre le rythme de l'agro-industrialisation. Le secteur minier a périclité, comme l'industrie traditionnelle. Le Couserans ne s'est jamais doté de grandes infrastructures touristiques ou thermales. La voie ferrée qui drainait la vallée a été totalement fermée, d'abord en amont de St Girons, puis en aval.

Habitat

L'habitat dispersé de moyenne montagne composé de fermes et de granges saisonnières s'est donc vidé le premier. Au fond des vallées secondaires les villages en habitat groupé subirent également une cure d'amaigrissement drastique. Au nord, les secteurs ruraux de piémont, également assez isolés, ont connu une évolution comparable. Dans la basse vallée, l'agglomération principale et ses environs ont mieux résisté mais ont également perdu de la population, l'émigration se dirigeant bien au-delà, au plus près vers la plaine toulousaine, le plus souvent bien au-delà, parfois jusque sur le continent américain. Seuls les terroirs ruraux de la basse plaine voient un temps se maintenir une partie de l'activité agricole et un peu d'industrie, et un habitat mixte de villages et de fermes dispersées, mais le déclin y est également marqué dans la seconde moitié du 20^{ème}. Il se traduit par le vieillissement de la population rurale et l'arrivée de nouveaux habitants, parmi lesquels, au cours des deux dernières décennies, des personnes et familles originaires du Nord de l'Europe.

Données d'évolution du parc des résidences sur la période 1990 – 1999

Les statistiques d'évolution du parc de logement du Couserans présentent diverses curiosités caractéristiques des zones de montagne dans les Pyrénées. Ainsi au cours des années 90 (RGP de 90 et 99) :

- Le nombre de résidences principales augmente partout, d'environ 8% sur l'ensemble du bassin, mais dans des proportions bien moindres dans les plus hauts cantons (Massat : + 4,2% ; Oust : + 0,4%).
- Le nombre des résidences secondaires augmente fortement dans l'ensemble (+ 1100 unités, soit 13,7% du parc total), mais dans des proportions particulièrement spectaculaires dans certains hauts cantons (Oust : + 29%), alors que les effectifs diminuent dans les cantons les plus urbains et les plus éloignés de la haute montagne.
- La part des résidences secondaires augmente nettement dans les hauts cantons, pour atteindre près de 69% dans le secteur d'Oust, 66% dans celui de Massat, 58% dans celui de Castillon. Inversement, cette part diminue dans les cantons urbains.

¹⁰² Des exemples nombreux chez de Froidour, qui insiste sur la sauvagerie des locaux, chez Henry Russell qui parle d'agriculture "arriérée", de chemins défoncés, de "villages pauvres, et construits par des fous : car ils sont dans les nuages, perchés si hauts qu'il faut se tordre le cou pour les apercevoir" (Souvenirs d'un montagnard), etc.

¹⁰³ Encore ces chiffres intègrent-ils la légère reprise qui se manifeste localement à partir des années 80, imputable aux "néo-ruraux".

- Le nombre de logements vacants diminue partout, mais de 30% dans le canton d'Oust, pour plus de 14% en moyenne générale.
- De façon plus significative encore, le nombre des logements déclarés construits avant 1949 augmente également dans tout le bassin (+ 8% - près de 1000 logements - sur l'ensemble du bassin, mais +33% dans la canton de Massat), reflet de la réhabilitation d'anciens bâtiments agricoles ou de bâtiments en ruine, et du développement des gîtes ruraux.
- Le nombre de logement sans chauffage central augmente lui-aussi, de près de 1% sur l'ensemble du Couserans (+ 3%) dans le canton d'Oust), signe du poids que représentent les créations à vocation de résidence d'été.

L'arrivée de nouveaux habitants

Dans les années 90 le slogan adopté dans le but de promouvoir le tourisme local était « Ariège : la frontière sauvage ». La formule n'est pas la première à cultiver l'idée que le Couserans représente un espace de nature préservée, préservée y compris des grandes affluences touristiques. Depuis une trentaine d'années la vallée tire ainsi son attractivité de ce qui faisait antérieurement sa mauvaise image. Depuis 30 à 40 ans, on assiste à une certaine reprise démographique, les statistiques le montrent. C'est d'abord le phénomène de secondarisation de l'habitat local qui a le plus fortement participé à la mutation de l'habitat local, selon un processus typique d'évolution du lointain péri-urbain. Il se manifeste dès les années 60 et se creuse fortement par la suite. Il est alimenté pour partie par les « natifs » de la vallée partis travailler et habiter dans la région toulousaine ou au-delà, qui ont conservé un bien familial pour s'en faire une résidence temporaire, ou ont acquis d'autres biens. Mais il s'alimente plus généralement de l'attraction qu'exerce la région sur les habitants de la métropole toulousaine. Il faut bien considérer que ces derniers ont pris une part première et majeure dans l'augmentation des prix du bâti : il est quasiment de règle aujourd'hui de voir une grange rénovée de moyenne montagne, d'une surface habitable de l'ordre de 30 à 40m², proposée à la vente à près de 100000 €. A côté de cette vague de fond, l'impact éventuel de l'arrivée d'autres migrants, notamment originaires d'Europe du Nord ne peut apparaître que très secondaire.

C'est aussi et pour beaucoup dans le même temps le phénomène des « néo ruraux », sur lequel nous reviendrons longuement dans le corps de ce rapport parce qu'il intéresse de près notre objet de recherche et qu'il marque fortement la tonalité des rapports sociaux locaux, entre « autochtones » et arrivants récents. Arrivés nombreux dans les années 70-80 (mais l'afflux de jeunes « marginaux » n'a jamais cessé depuis), certains sont repartis assez rapidement mais beaucoup se sont installés durablement. Ils ont le plus souvent occupé les espaces les plus reculés et difficiles d'accès, notamment dans les secteurs abandonnés d'altitude, ont retapé des bâtiments vétustes sinon en ruine. Au début, ils se situaient donc peu dans un rapport de concurrence avec les villageois de souche et les prétendants à un habitat secondaire de qualité. Ils ont parfois habité sans titre, parfois acheté à des prix très bas. On verra qu'une partie d'entre eux sont depuis « descendus » de leur grange de montagne pour s'intégrer à la vie des vallées. Ces anciens « néo-ruraux » occupent aujourd'hui une place importante dans la vie locale, sociale et économique. Ils se sont investis dans l'agriculture et la transformation des produits du terroir (dans un secteur où la Confédération paysanne est le syndicat agricole le plus représentatif), dans le petit artisanat... Ils sont d'origines diverses, urbaine ou non, françaises ou non, mais on verra que ces origines tendent aujourd'hui à se perdre.

On verra aussi que l'arrivée de nouveaux habitants originaires des pays d'Europe du Nord est bien plus tardive, et plus tardive que dans d'autres régions du Sud-ouest (Périgord, Lot, Tarn...). Il faut attendre le

début des années 90 pour que cette vague nouvelle atteigne un minimum de visibilité. Les premiers constats de l'enquête de terrain semblent indiquer que ces nouveaux arrivants se situent sur un « créneau » également particulier, moins dirigé vers l'habitat d'altitude et les hautes vallées que vers les anciennes fermes avec terrains attenants, ou de grandes maisons villageoises.

Accessibilités

Une autre dimension importante tient à l'évolution des communications.

A partir des années 80, l'amélioration apportée au réseau routier a fortement changé la donne de l'accessibilité des lieux, faible jusque là, y compris par la basse vallée du Salat. L'ouverture de l'autoroute Toulouse-Tarbes-Bayonne (qui passe par le confluent Garonne-Salat), puis de l'autoroute Toulouse-Foix (qui a facilité l'accès par le versant du Séronais a nettement réduit les temps de déplacement. Le nord du bassin se situe aujourd'hui à une heure de Toulouse et environ deux heures de la Méditerranée et de l'Océan. L'effet autoroute, doublé de l'intensification du trafic ferroviaire vers Foix et Tarbes, ont eu en outre des conséquences sur la configuration même de l'aire urbaine toulousaine, selon la définition de l'INSEE. L'agglomération s'est nettement développée vers le sud, soit en direction de l'Ariège occidentale, à la fois par repeuplement de l'habitat traditionnel et par développement de l'habitat pavillonnaire, le prix du foncier étant ici moins élevé que dans tous les autres secteurs de la grande périphérie toulousaine. Les distances se sont fortement réduites au cours des 20 dernières années entre le sud de la métropole (ou sont notamment concentrés certaines des plus grandes surfaces commerciales de la région), et ceux du bas Couserans (secteur du Volvestre). Le petit pays apparaît de plus en plus (l'enquête le confirme) comme offrant de bonnes conditions d'accès aux services urbains en même temps qu'un cadre de résidence orienté vers la montagne.

Un autre phénomène, bien qu'extérieur au bassin de vie considéré, a eu des conséquences notables sur les évolutions récentes de son peuplement : la montée en activité de l'aéroport de Tarbes à l'Est, l'ouverture de l'aéroport de Carcassonne à l'Est, tous deux situés à environ une heure de route de St Girons, a attiré de nouveaux candidats à l'habitat parmi les plus mobiles. On verra plus loin que ceci intéresse au premier chef les migrants originaires des pays du Nord de l'Europe, dont l'arrivée dans le secteur va de pair, ici comme ailleurs, avec le développement de ces nouvelles structures.

Localisme et dispositifs locaux

St Girons est sous-préfecture du département. La vallée est donc dotée d'un ensemble relativement complet de services et de structures, dont certaines, comme le Centre Hospitalier Ariège-Couserans, ont été et demeurent la cible des plans de restructuration des moyens publics. Les élus locaux sont fortement investis dans la défense du local et de ses infrastructures, et avec eux une grande partie des habitants, et les professionnels de terrains, tous secteurs confondus. Il s'agit là d'un constat récurrent des études et recherches sur le site¹⁰⁴, qu'elles aient considéré l'accompagnement social des plus démunis, l'action gérontologique, l'articulation entre l'hôpital et la médecine de ville... On constate en particulier qu'une grande partie des praticiens libéraux du bassin est organisée en réseau (Echo Santé), réseau Ville-Hôpital intervenant dans le suivi des malades chroniques et personnes âgées fragiles. La coordination gérontologique est en outre assurée au niveau médico-social dans l'articulation entre le réseau Echo Santé et le CLIC du Couserans et la gestion des dossiers d'APA. Nous y reviendrons également plus loin, mais

¹⁰⁴ Voir notamment : « Évaluation du réseau Echo Santé » ORSMIP – « Enquête Alzheimer » ORSMIP - « A la croisée de lieux et de chroniques. Les gens de la rue » -

il faut d'ores et déjà noter que les relations entre intervenants institutionnels et libéraux, débordent souvent de la sphère professionnelle et s'inscrivent dans des rapports de sociabilité et du partage de valeurs militantes. Ces formes d'alliances et de coordination entre professionnels, dont les études en milieu urbain de métropole disent souvent qu'elles éprouvent des difficultés à se réaliser, à surmonter les segmentations entre institutions, professions et disciplines, trouvent ici un terrain plus favorable. Pour la plupart fortement attachés au local, acteurs sociaux et acteurs du développement local partagent assez largement les valeurs de l'action en réseau, de l'implication dans les débats sur le devenir du pays. Dans ce « petit » univers où tous les acteurs se connaissent et entretiennent des liens de proximité avec leurs publics, l'ensemble des interventions apparaît souvent au plus près d'une définition du « dispositif » local, à la fois formel et informel.

LE SITE DU COMMINGES (Secteur limitrophe Gers - Haute-Garonne)

Nous l'évoquons plus haut, le quatrième site d'étude a été définitivement précisé en fin de recherche, et défini à une échelle plus réduite que les précédents.

Nous avons en fait retenu une zone très circonscrite qui ne recouvre absolument pas le Comminges dans son ensemble¹⁰⁵, entité de quelques communes situées aux confins entre Gers et Haute-Garonne, dans les cantons de Boulogne sur Gesse, L'Isle en Dodon et Lombes.

Du point de vue géographique, paysager, comme au plan des définitions agricoles, le secteur fait partie intégrante des Coteaux de Gascogne. Comme tout le vaste secteur de la rive de la gauche de Garonne, les confins du sud du Gers, où nous nous sommes situés, alternent des vallées relativement linéaires, orientées sud-nord, qui proviennent pour la plupart du Plateau de Lannemezan, et des collines de mollasses, de relief très arrondi et de faible altitude.

Le secteur est resté très agricole, sur des terrains argilo-calcaires qui permettent autant les cultures céréalières que l'élevage semi-intensif. Le secteur étudié se situe dans une zone qui s'est longtemps caractérisée comme ayant conservé les structures familiales paysannes, et présentant notamment des taux de cohabitation familiale particulièrement forts.

En termes d'habitat, on l'a vu dans le texte, c'est l'habitat dispersé qui domine fortement, hors des principaux bourgs, anciennes places de marché agricole restées pôles de service.

Les villes importantes sont loin : Toulouse et Tarbes sont à plus d'une heure et demie de route, le pôle local le plus important étant Saint-Gaudens, 12000 habitants, à demi-heure de là. L'isolement participe pour beaucoup au fait que le secteur a conservé des caractères ruraux très marqués. Il se situe très à l'écart des grands axes (l'autoroute est au plus près à une demi-heure)

Nous sommes également loin des régions de tourisme de masse : les Pyrénées sont aussi à une heure et demie, l'océan à deux heures de route. Il faut plutôt parler d'un tourisme de passage, tourisme discret de connaisseurs, sur les routes des bastides et des castelnaux médiévaux, de quelques sites gallo-romains, de la gastronomie locale, à peu de distance des terroirs viticoles de l'Armagnac ou du Madiran... Quelques centres de vacances se sont créés dans les environs, qui ont drainé de nouveaux estivants. Les bourgs locaux se sont dotés de greens de golfs, dont certains plus ou moins mités par les sangliers...

L'isolement du secteur a beaucoup participé à le tenir à l'écart de phénomènes qu'ont connus les autres sites d'enquête :

- le nombre des résidences secondaires est longtemps resté ici, et encore aujourd'hui, sensiblement inférieur aux statistiques que nous avons données par exemple pour l'Ariège et le Lot.
- a également participé à freiner l'afflux de résidents secondaires le fait que l'agriculture familiale a préservé plus longtemps une part de ses structures, en même temps que les surfaces cultivées et le bâti qui allait de pair.
- Pour les mêmes raisons, les « néo-ruraux » ont été également peu nombreux à venir s'installer ici dans les années 70-60...

¹⁰⁵ Pays correspondants au Sud de la Haute-Garonne, entre la chaîne pyrénéenne, le plateau de Lannemezan, le Gers et la plaine garonnaise, vaste secteur qui compte environ 220 communes.

Dans l'ensemble, cette petite partie du Comminges est restée plus longtemps que d'autres assez peu attractive. Son bâti ancien est donc resté relativement peu cher pour ceux qui trouvaient à s'y intéresser. Jusqu'au milieu des années 90 les nouveaux habitants sont peu nombreux.

Mais un tournant semble s'être produit au plus fort de la crise agricole, alors qu'une génération d'anciens exploitants familiaux disparaît rapidement, et que les plus jeunes encore en activité rachètent d'anciennes exploitations, entières, c'est à dire avec les vieux bâtiments qu'elles comportaient. Ces jeunes exploitants trouvent progressivement de plus en plus d'opportunités de convertir ces bâtiments vétustes en capital investissable dans la modernisation de leur exploitation. La nouvelle demande qui se manifeste alors tient pour beaucoup à l'attention que portent à ce moment de nouveaux prétendants à l'habiter en milieu très rural. Parmi eux, un nombre très significatif de migrants originaires d'un pays d'Europe du Nord, attirés par des prix de l'ancien qui n'ont plus cours dans la plupart des autres microrégions du Sud. Et parmi ces nouveaux arrivants du Nord, c'est aussi un paradoxe par rapport aux autres sites retenus, une proportion moindre d'Anglais et une proportion plus forte de Hollandais, d'Allemands, de Belges... S'il ne nous est pas possible de fournir des chiffres authentifiés, nos informateurs locaux ont régulièrement attiré l'attention sur ce qui constitue pour eux une évidence : « *ici, la majorité ce sont surtout des Hollandais* ». Mais encore, l'afflux des « Hollandais » a beaucoup baissé depuis les années 2003-2004¹⁰⁶, et les derniers arrivants, moins nombreux que par le passé, sont déclarés plutôt d'origine « anglaise ».

Le bâti rural

Il est de moindre prestige que dans les autres sites étudiés, mais offre des possibilités assez larges. Ici, les plus vieilles constructions rurales ont fait appel à des techniques de murs en terre argileuse. Certaines de ces anciennes fermes restent encore aujourd'hui. La pierre est présente dans les structures d'angle, plus largement dans les bâtiments désignés comme « châteaux » du XVII^{ème} ou du XIX^{ème}, qui privilégient la pierre de calcaire locale, mais dans leur ensemble, les bâtiments d'habitation n'ont guère en commun avec les châteaux de pierre blanche du Tarn, ni avec les maisons de pierre du Lot.

Il n'en est pas moins un certain cachet : dans un ensemble assez disparate, les vieilles fermes cultivaient plutôt une structure de plain-pied, parfois en forme de L, lorsque le terrain vallonné s'y prêtait. L'étable n'était pas sous la partie habitable, comme dans le Lot par exemple, mais construite en dépendance.

Certains des bâtiments d'exploitation, et d'abord ceux des plus petites exploitations, absorbées les premières par une exploitation plus grande, ont été recyclés en dépendances, et leurs bâtiments en granges à usage multiple, avant d'être mises en vente, dès lors que le marché des terrains agricoles a commencé à différencier les terrains des bâtiments qui se trouvent dessus.

Acheter un vieux bâtiment d'usage agricole, était à la portée de nombre de prétendants à la propriété dans les années 90, mais il fallait alors être préparé à l'idée qu'il faudrait investir des sommes importantes ou beaucoup de sa propre capacité de travail, pour rendre les lieux habitables.

Les services locaux destinés aux personnes vieillissantes

Le « petit » site étudié compte un SIVOM, centré à Boulognes sur Gesse qui propose aux habitants du canton un service d'auxiliaires de vie à domicile qui garde les caractéristiques des anciens services « d'aide ménagère ». Le bourg de L'Isle en Dodon est le centre de gestion de l'ADMR (Aide à Domicile

¹⁰⁶ Informateur, ancien agent immobilier.

en Milieu Rural) à l'échelle départementale de la Haute-Garonne, et mobilise également un personnel d'aide aux plus âgés, entre bénévolat et professionnalisation.

Mais l'offre locale de soutien aux personnes âgées à domicile ne s'est guère engagée dans la voie de la coordination. A peu de distance du site retenu, mais dans les départements voisins¹⁰⁷, des dispositifs partenariaux de proximité se sont très tôt constitués en instances de coordination gérontologique, avant d'être reconnus comme « Centres Locaux d'Information et de Coordination ». Le contexte du département de la Haute-Garonne est particulier sur ce point : le Conseil Général n'a jamais souhaité s'engager dans une démarche de développement de ce type d'instance, considérant qu'il revient aux Unité Territoriales d'assumer ce type de fonction.

¹⁰⁷ Par exemple dans le secteur des « Coteaux dans les Hautes-Pyrénées, dans un contexte social et d'habitat analogue (Cantons du Magnoac).

LES HABITANTS DU SUD-OUEST DE LA FRANCE ORIGINAIRES DES PAYS DU NORD DE L'EUROPE

GRILLE D'ENTRETIEN 1

Cette première proposition de grille doit pouvoir répondre aux besoins des premières rencontres avec ceux que nous avons traités d'*informateurs privilégiés* :

Sur chacun des sites il serait bon de procéder par cercles, partant de quelques 5 ou 6 interlocuteurs-médiateurs, pour nous rapprocher progressivement des « migrants » :

Nous avons prévu de rencontrer *systématiquement* :

- un élu,
- un agent immobilier,

et de façon plus subsidiaire, selon les sites :

- un opérateur habitat,
- un agent de développement local,
- une coordination géronto,
- les services fiscaux locaux, ...

Ou d'autres intermédiaires, choisis pour la connaissance qu'ils ont des phénomènes traités et pour l'aide qu'ils peuvent nous apporter pour prendre pied dans les réseaux familiaux et extra familiaux de migrants du Nord.

Introduction

Présentation du projet de la commande

La personne interrogée et sa structure

Quelle expérience de ce type d'habitant ?

Les européens du Nord durablement installés « ici », tous âges confondus (mais à préciser)

Proposition de principes :

- *Susciter des exemples.*
- *Toujours essayer de préciser de qui l'on parle ou qui l'on fait parler, en termes de statut, de groupes d'appartenance, de pays d'origine...*
- *Toujours se situer dans le temps.*

Reconstruction d'un historique de l'immigration des Européens du Nord dans le secteur : Arrivée et Implantation (chiffres, grandes tendances).

Moments et importance numérique du phénomène dans le temps.

Points de repères précis sur les lieux, visibilité ?

Quels ont été les premiers arrivants ?

Pays d'origine ? Nationalité ?

Où se sont-ils installés (rural dispersé, bourgs, autres) ?
Statuts et conditions sociales ?
Motivations de l'arrivée de ces ménages (logiques d'arrivée)
A quel âge sont-ils arrivés ? Individus, familles, groupes ?
Produits logements mobilisés, intermédiaires utilisés ?
Comment ont-ils évolué dans leurs formes d'inscription sociale locale ?
Que sont-ils devenus aujourd'hui ?
Par la suite, quelles évolutions du flux d'arrivée ?
Avec quelles périodes marquantes ?

Autres évolutions d'ensemble, impact.

Répercussions du phénomène sur le prix du foncier et du logement.

Impacts sur le marché de l'habitat,...

Conséquences pour les habitants de longue date, propriétaires et locataires, sur le marché local du logement...

Quelles répercussions sur l'économie locale ? (entrer dans les détails ? Offre touristique, offre de services, productions de biens...)

Évolution des rapports entre néos du Nord et habitants immobiles.

Les plus âgés en particulier : Jeunes retraités et personnes plus âgées

Que sont devenus les primo-arrivants ?

Quel âge ont-ils aujourd'hui ?

Certains sont-ils repartis ? Pourquoi ? Combien ?

Quelles problématiques des plus âgés ?

Quelles évolutions des effectifs familiaux autour d'eux ?

Quels effets d'appel pour des personnes ou famille de même origine géographique ?

D'origines différentes ?

Quel flux d'installation de « migrants de retraite » ?

Depuis quand ?

Quels liens avec des habitants plus anciens ?

Peut-on parler de trajectoires résidentielles type avec l'avancée en âge ?

Quelles stratégies résidentielles lisibles ? Formes de l'habiter ?

- Quelles « spéculations » des arrivants au regard des prix entre pays d'origine et Sud-ouest français ?
- Quelles stratégies d'implantation durable ou pas ?
- Quelles activités économiques ? Culturelles ? Sociales ?
- Formes d'implication ? Dans quels collectifs ou associations ?
- Implication dans la vie associative, publique et civique locale,
- « Systèmes de référence » des retraités : valeurs, modèles et normes, idéaux de l'habiter, idéaux de mobilité/résidentialité
quelles définitions d'un « chez-soi »
Formes de l'habiter (logement –habitat principal ou secondaire, individuel ou collectif..., pratiques de mobilité, sociabilités,...)

Les interactions avec la vie locale, l'inscription durable et la mobilité des migrants du nord

(aspects matériels et relationnels liés à l'implantation de ces ménages, tout ce qui permet de les situer dans la tension "faire souche vs mobilité".)

- relations à l'emploi, au travail, à la création d'entreprise ou d'activité par les migrants eux-mêmes,
- pratiques d'achat et de consommations locales, effets induits sur l'artisanat, le commerce et les professionnels de l'immobilier,
- recours aux prestataires de services (entretien des terres et bâtiments, domesticité, nurses, sécurité...)
- Scolarisation des enfants.
- vie communautaire, réseaux relationnels entre migrants (nature, points de rencontre, visibilité, ouverture...)
- émergence de figures de passeurs entre migrants et locaux (professionnels de l'immobilier, artisans, élus, associations, enfants de migrants...), autour de quels enjeux et sous quelles modalités ?
- tensions, rivalités, alliances entre migrants et locaux : sur quels objets et quels débouchés ?

Quel relationnel ?

Rapport au local et au «pays d'accueil» : les relations dans lesquelles s'inscrivent et se sont inscrites ces personnes au cours du temps, liens de réseaux entre pairs (d'âge, de nationalité...), liens familiaux, relations entre nouveaux arrivants et « autochtones », sentiment général.

Formes de liens entre pays d'origine et sites d'habitat « ici » ? Soutenus ou distendus ? Comment se manifestent-ils ? Reposant sur quelles personnes ?

Rapport aux services et lien politique

Rapport au politique local. En quelles occasions ? Est-ce que ces gens votent ?

Rapport aux services (de toutes sortes) et aux institutions. A qui est-il fait appel ? En matière d'habitat ?

De services aux personnes ? D'entretien du foncier ? ...

Plus généralement : quelle « économie domestique » (au sens interactionniste) ?

Leurs postures et pratiques de consommation, (quotidienne, transports, habitat...)

Le vieillir

Des exemples de personnes en perte de mobilité ? Confrontées à des handicaps ?

Qui apporte de l'aide parmi les proches ?

Quelles autres interventions ? Voisinage, relations entre pairs, interventions de professionnels ?

Quelles pratiques de soins ?

« Systèmes de référence » dans le vieillissement : valeurs modèles et normes du vieillir ?

Quels exemples de « transitions » difficiles (veuvage ou autre rupture biographique...) et formes d'adaptation ou de négociation. Formes de déprise.

Rapport à l'avenir

- Question du retour ? Installation définitive ?
- Ici ou là-bas ou ailleurs ?
- Mort ? Où je vais mourir ?
- Quelles projections ?
- Quels liens à entretenir ?

Compléments de la grille 1

1) Pour les entretiens préliminaires, il faudrait peut-être différencier les grilles d'entretiens par catégories professionnelles.

Par exemple, en ce qui concerne le CAUE, un notaire et un agent immobilier, on peut appuyer sur le premier temps pointé par Marc :

- Discerner les différentes vagues d'arrivées de ces Européens du Nord si vagues il y a.
- Quelles nationalités sont concernées sur notre terrain ?
- Dans quelles tranches d'âges peut-on situer les acquérants de propriétés – en fonction des vagues d'arrivée, si celles-ci sont pertinentes ?
- Quel volume des transactions par rapport à leur volume d'affaires ?
- Quel type d'achat : prestige, à rénover, ruines etc. ?
- Ont-ils des informations sur l'objectif de l'achat : résidence principale ou secondaire ?
- Voir aussi si il y a un volume de reventes et depuis quand : à des compatriotes, ou sans importance ? Au bout de combien de temps ? Pour quelles raisons ? Type de personnes ?
- Ont-ils des informations sur le marché locatif ?

Un peu plus tard, quand nous auront réalisé les premiers entretiens auprès des Européens du Nord, il serait sans doute très intéressant de rencontrer un entrepreneur en bâtiment qui propose aussi bien du neuf que des travaux de restauration. Voici les quelques questions auxquelles je pense :

- Quels types de travaux ces personnes leur commandent-ils ?
- Plusieurs tranches de travaux ont-elles été commandées ?
- Y voient-ils des aménagements en fonction de l'âge par exemple ?
- Usage des rez-de-chaussée et des étages, les commodités...
- Ont-ils aménagé des gîtes ou des chambres d'hôtes destinés à leurs compatriotes ?
- Est-ce une clientèle importante pour eux ?

2) Le deuxième temps pourrait concerner surtout deux élus (je verrais bien un maire et un conseiller général). Rien n'empêche de réaliser un entretien avec le président du Conseil Régional :

- Implication locales politiques, associatives et retombées économiques, inscription sur les listes électorales.
- Parmi ces personnes certaines ont-elles travaillé sur le territoire (avant l'âge de la retraite).
- Cela a-t-il un impact sur les écoles, la poste, les commerces, l'artisanat, voire l'agriculture. Ont-ils eux-mêmes créé des activités ?
- Faut-il tenir compte de cette population pour l'aide aux personnes âgées, sur les places en maison de retraite... La réflexion a-t-elle déjà été amorcée par les élus ?

3) Un troisième type de personnes à rencontrer concerne celles qui touchent professionnellement ou associativement aux personnes âgées et quel est le pourcentage de personnes étrangères qui elles rencontrent dans leurs activités. On pourra alors commencer à creuser les questions relationnelles, familiales etc. et bien sûr le « vieillir ». Je pense par exemple aux CLIC et aux services d'aide à domicile.

L'ENTAME

Comment se présenter ?

La question sera à discuter lors de notre prochaine réunion d'équipe.

Il me semble qu'il n'y a pas de raison particulière de cacher nos attendus d'enquête, ni le cadre du programme de recherche.

Nous avons pris l'habitude de définir nos démarches auprès des personnes vieillissantes en parlant de **recherches exploratoires** qui s'intéressent **aux « conditions de vie » ou « modes de vie » des personnes retraitées**, à leurs trajectoires sociales et résidentielles...en évitant de faire appel à tous autres produits catégoriels exogènes du type « personnes âgées », « troisième âge » etc.

L'étude qui commence répond plus que d'autres à la définition d'une recherche exploratoire.

La difficulté de l'investigation, si cela en est une, est que tout nous intéresse, et pas seulement les « stratégies résidentielles » des habitants originaires d'Europe du Nord (selon les termes de la recherche de Jim Ogg), mais l'ensemble des questions que nous soulevons habituellement dans nos études portant sur la « condition du vieillir ».

Les thèmes dont nous traitons sont ceux de l'histoire de vie :

- trajectoires résidentielles
- l'habiter (logement, rapport aux lieux...)
- activités passées et actuelles, centres d'intérêt
- mobilité
- vie relationnelle (famille, hors famille)
- recours à services
- rapport au pays et aux institutions
- information
- santé
- rapport à l'existence

Considérant que tout est dans tout et réciproquement. Mais en n'oubliant jamais que notre question principale (qui n'est peut-être pas celle des gens que nous allons rencontrer) porte sur « vieillissement et habitat ».

On trouverait des tas d'exemples dans le passé de nos enquêtes, dans lesquels, lorsqu'on recrute des « personnes âgées dépendantes » (selon les définitions des professionnels), par le biais d'un quelconque service gérontologique (Aide à domicile, SIAD,...), la question de la santé s'impose au premier rang. Les personnes interrogées font alors souvent état d'abord de leurs déboires de santé, en référence aux catégories normatives de la « dépendance » à la française. On peut faire l'hypothèse que notre cheminement d'entretien suivra souvent des voies inverses, auprès de personnes qui se définissent d'abord comme habitants valides, qu'il faudra amener à s'interroger sur leur devenir dans le vieillissement individuel (ou de couple, ou de groupe...).

Le projet que nous avons proposé, de nature plutôt « ethnologique », selon les propres termes des agents du PUCA qui l'ont soutenu, demandera sans doute que l'on se situe plutôt dans ce renversement.

LE QUESTIONNEMENT

Trajectoire résidentielle

Appréciation, qualités comparées.

- Sur ces différents lieux, dont ici : Quel statut ? Propriétaire ? Locataire ? Cohabitant ? Dans quelles circonstances d'accès à l'habitat ?
- Pourquoi ici ? Avantages et inconvénients à habiter ici. Quelle connaissance préalable du lieu et quelles connaissances (relations) préalables sur le lieu ? Qu'est-ce qui fait l'attractivité du lieu ?
- Pratiques de résidences plurielles ? Quelle résidence considérée comme principale, secondaire,...
- Quelles pratiques de déplacement, de mobilité ? Moyens de transport mobilisés ? Qui conduit ou ne conduit pas ?
- Caractéristiques et qualités de l'habitat au sens du logement et au sens résidentiel plus large. Quels en sont les habitants permanents, occasionnels ?
- Quels aménagements ont été réalisés ? Dans quel esprit ? Quelles activités s'attachent à l'habitat ?
- Quels équipements remarquables ?
- L'habiter, le local (le village, la ville dans certains cas, le pays (au sens du pagus, au sens de la nation...)
- Quels liens au local ? = quelles définitions de la sphère relationnelle dans laquelle se situe la personne ?
 - + dans quel rapport aux « autres » multiples : le autochtones, les natifs...
 - + dans quels rapports aux voisins, aux propriétaires du secteur, aux nouveaux
 - + dans quels rapports à la France et aux Français
 - + dans quels rapports aux nouveaux arrivants, aux édiles locaux (IE représentants ou non de la légitimité locale) ?
- De quelle « histoire » ou chronique des lieux les personnes sont-elles éventuellement détentrices ?
- Quelle éventuelle participation à une action collective localisée ? Dans quelles circonstances ? Dans quels rapports aux décideurs locaux ?

Activités

On fera éventuellement appel à la technique du « comment occupez-vous vos journées ? ». Pourquoi pas la journée d'hier ?

Nous cherchons :

- à tester les temporalités dans lesquelles s'inscrivent les personnes au quotidien (activités, organisation des repas (qui cuisine ? Durées des repas ?), programmes télé ou autres...)
- A étudier des pratiques plus irrégulières ? Quelles pratiques de retrouvailles ? festives ? de vacances ou de tourisme ? de réunions ? avec qui ? Quelles pratiques des activités collectives locales (marchés, salons...) ou d'activités plus individuelles (pêche, chasse, nature, tradition...)
- A recomposer les changements survenus au cours de l'histoire de vie. Les pratiques abandonnées, en friche ?

(Vous n'avez pas toujours organisé vos journées de cette façon ?, avant quelles étaient vos activités habituelles ? A quel moment ça a changé ? Retraite ? femmes : départ des enfants ? mari à la retraite ? veuvage ?)

On reprendra divers questionnements déjà développés par le passé - à la fréquentation des marchés, fête locale, fêtes familiales, vacances des enfants, ou des petits enfants, coiffeur, visite au médecin, sorties au club ou associations, enterrements).

- aux activités pour lesquelles la personne se fait aider ? pour lesquelles elle apporte une aide à un ou des tiers ? Qui et quoi ? (activités d'intérieur et d'extérieur).
- Vous arrive-t-il de vous déplacer ? Jusqu'où ? Comment et pourquoi ?
- La scolarité (diplômes) ? Le travail ? Arrêtés à quel moment ?
Quelle a été la scolarité des frères et sœurs ?
- Avez-vous fait le service militaire ? Quand et où ? comment ça c'est passé ? Avez-vous fait des guerres ?
- Comment et où s'est passée votre mise au travail ? Aviez-vous des projets ? Au cours de votre histoire professionnelle avez-vous changé de métier ? Ou bien y a-t-il des choses qui ont changé de sorte que le métier n'était plus tout à fait pareil ? Comment avez-vous apprécié ces changements ? Y a-t-il eu des moments de soucis intenses ou de découragements ? Comment vous en êtes-vous sorti ?
- Avec le recul, comment vous apparaît cette vie de travail ? Quel jugement portez-vous sur elle ? Et si vous la comparez avec celle de votre plus proche voisin ? Ou avec celle de collègues de travail ? Ou avec celle de vos frères et sœurs ? De vos propres parents ?
- Parlez moi de la vie de travail de votre conjoint...
- Parlez moi de la vie de travail de vos parents...
- Comment s'est passé la vieillesse de vos parents ? Ont-ils eu une belle vieillesse ? Vous ont-ils coûté ? Avez vous vu vos grands-parents ? Qui s'est occupé d'eux pendant leur vieillesse ? Quelle vieillesse ont-ils eu ? A quand remonte la mort des parents, grands parents... ?
- Des animaux ? de compagnie ? Autres ? En avez-vous eu ? Temps qui y sont consacrés ? Qu'est-ce qu'ils apportent ?

Vie familiale

- Les liens familiaux ? Combien d'enfants ? Est-ce le nombre que vous désiriez ? Ont-ils réussi comme vous l'espériez ? (pour les femmes : grossesses et accouchements...). Quels autres membres de la famille ? Les proches, les plus lointains ?
(Laisser parler spontanément puis procéder par ajustements progressifs : pour chacun, sans oublier les parents et grands parents, voire beaux parents, âge et métier, état civil (dont enfants : neveu/nieces, petits enfants), lieu d'habitation ? Vus quand pour la dernière fois, à quel rythme, dans quelles circonstances ?
- Quand et avec qui vous êtes-vous marié(e) ? D'où venait le conjoint (lieu et milieu socioculturel) ? Y a-t-il eu des difficultés dans la vie de couple ?
- Concernant les personnes qui composent votre famille : est-ce que vous vous entendez bien avec toutes ? Y a-t-il eu des moments de conflits ? (par exemple héritages...ou d'autres choses ?)...Comment cela s'est-il passé ?
- Qui voyez-vous le plus souvent de ces personnes de votre famille soit qu'elles viennent vous rendre visite ou que vous alliez les voir ? (fréquence selon le degré de la relation)
- Depuis quelques années ou quelques mois...y a-t-il des personnes de votre famille que vous voyez moins souvent ? Laquelle ? Lesquelles ?

Vie relationnelle hors famille

- Au cours de la semaine passée quelles sont les personnes qui ne sont pas de votre famille que vous avez vues ? Où ? Qu'avez-vous fait à l'occasion de ces rencontres (chez soi/ ailleurs ; déplacement ; conversation/ activité ; si conversation, faire préciser les thèmes ; d'abord spontanément, ensuite en canalisant jour par jour) ?
- Parmi toutes ces personnes, quelles sont les (ou la) rencontres qui vous ont fait le plus plaisir ? Pourquoi ?
- Y a-t-il des personnes de votre voisinage que vous évitez de rencontrer ? Pourquoi ?
- Pourriez-vous nous parler des personnes âgées de votre commune que vous connaissez ? Cela représente quelle proportion (la totalité, la moitié...) ?
- Des amis ou connaissances qui sont décédées ? Dans quelles circonstances ?
- Recevez-vous beaucoup de courrier ? ... lettres, journaux, pratiques d'Internet, téléphone... relations avec le facteur ?

Situation Administrative

Qui gère les papiers administratifs ? Avez-vous eu des difficultés avec telle ou telle administration ? Pour quelles raisons ? Comment vous êtes vous débrouillé ? Situation fiscale (impôts payés ou ?..).

Vous arrive-t-il d'aider d'autres personnes dans leurs relations aux administrations ?

Vous retrouvez-vous avec des personnes de votre âge ? en quels lieux ? Au cours de ces rencontres qu'est-ce qui se passe ?

Certains de vos proches ou connaissances ont-ils suivi des trajectoires résidentielles comparables à la votre ? Vous êtes vous rapproché d'une ou plusieurs personnes ? Certaines personnes se sont-elles rapprochées de vous ? avez-vous contribué à leur installation ?

Faire décrire les relations de connaissance, entre compatriotes ? entre européens du Nord ? Qui connaît-on ? Quels contacts ? A quelles occasions ? Quelles activités en commun ?

Quelles relations (y compris simples contacts) avec des Français ? Avec des autochtones ?

En général, dans quels rapports aux voisins, à la France et aux Français ? Aux autres nationalités ?

Aviez-vous l'habitude auparavant de vous retrouver avec ces personnes ? Dans quel cadre ?

(Il s'agit encore de tester la participation à toute forme d'organisation et vie collective : associations, clubs...)

Recours à services

- A quels professionnels avez-vous eu ou avez-vous recours : pour le bâti, le foncier, l'entretien, le ménage...
- Si des travaux ont été réalisés, qui y a participé ? Dans quel rapport entre « auto construction », aide informelle et aide professionnelle ?
- Montages financiers ? Qui a aidé ?
- Recours à des libéraux ? Notaires ? architectes ? agents immobiliers ?
- Autres services (de la coiffure au fournisseur de bois de chauffage –du garagiste au paysan du coin...Chez qui va-t-on ? qui vient à domicile ?).
- Approvisionnement : où selon les produits. Grandes et petites courses. Qui les fait ? Qui aide ?
- Achats sur place, à distance, par correspondance, sur Internet ?
- Êtes-vous religieux ? Pratiques confessionnelles ?

Information, rapport à l'existence rapport au futur, valeurs...

Se recoupe en partie avec « activités »

- Lisez-vous régulièrement un journal ou un magazine ? Pratiques de la radio, la télévision. Quelles chaînes, quels programmes ? A quels moments Qu'est-ce qui vous intéresse le plus ? Suivez-vous l'actualité ? En France, dans le pays d'origine ? (il s'agit de tester la « prise » sur le monde)
- Estimez-vous que vos ressources de retraite vous permettent de bien vivre ? De quelles autres ressources disposez-vous ?
- Y a-t-il des choses qui selon vous pourraient améliorer votre situation ? Lesquelles ?
- Envisagez-vous de faire des dépenses importantes pour améliorer votre cadre de vie ?
- Y a-t-il quelque chose d'important que vous attendez de voir se réaliser dans un proche avenir ? De quoi s'agit-il ?
Comment voyez-vous l'avenir ? Qu'est-ce que vous avez prévu pour votre vieillesse ? En cas d'incapacité ? Si vous ne pouviez plus conduire ?
Souhaitez-vous être enterré ? Incinéré ? Où ?
- Vous arrive-t-il de vous associer à des événements heureux, une festivité locale ou familiale ?
- Quelles sont les choses qui vous font très plaisir dans votre vie actuelle ? ou au contraire des choses qui vous pèsent ?
- Vous sentez-vous en sécurité ? En insécurité ? Pourquoi ? Sentiment d'être utile ou inutile ? de bien ou de mal être ? Qu'est-ce qui y participe ?

Santé, rapport au corps

Il est clair qu'on ne s'adressera pas de la même manière à un ou une « jeune » de 60 ans et à quelqu'un de 85 ans. Mais on aura quand même intérêt à tester le sentiment du vieillir –ci-dessus- et le rapport à la santé. Je reprends quelques items déjà utilisés.

Interroger la trajectoire de santé.

- Vous sentez-vous en bonne santé ?
- Diriez-vous que vous êtes plutôt en plus mauvaise ou meilleure santé que les autres gens du même âge
- Avez-vous un médecin traitant ? Si oui, quel est-il ? Quelques données : origine, lieu d'exercice
- A quels soignants avez-vous fait appel par le passé. Ou ? Dans quelles circonstances ?
- Avez-vous été hospitalisé ? Ou ? Dans quelles circonstances ?
- Physiquement, est-ce que vous éprouvez certaines gênes ? Lesquelles ? (si non, insister : pas de rhumatismes ? pas de tension ? pas d'insomnies ? pas de douleurs ?...)
- Handicap ? Que pouvez-vous faire seul ? ne plus pouvoir ? Depuis quand ? Comment vous débrouillez-vous ? Avez-vous été obligé de changer l'aménagement de votre maison ? Qui vous aide ? Pour quelles tâches de la vie quotidienne ?
- (Si pas de handicap) quand vous êtes malade à être obligé de rester couché, qui s'occupe de vous ? Qui vous aide ?
- Y a-t-il des choses que vous faisiez avant et que vous ne pouvez plus faire maintenant ? Qu'est-ce qui vous embête le plus de ne plus pouvoir faire ?
- Suivez-vous un régime ? A quelles occasions ?

- Prenez-vous beaucoup de médicaments ? Depuis quand ? Vous arrive-t-il de les oublier ? Comment faites-vous pour ne pas les oublier ?
- Que faites-vous pour vous maintenir sur le plan santé ? Y a-t-il eu des modifications dans votre vie pour cela ?
- Est-ce qu'il y a eu des moments dans votre vie où vous avez eu des ennuis de santé un peu importants (par exemple qui vous ont empêché d'aller à l'école, ou qui vous ont obligé à arrêter de travailler...) ? Lesquelles ? A quels moments ? Comment ça c'est passé ? Qui vous a soigné (dans l'entourage ? Quel médecin ? Nécessité de l'hospitalisation ?)
- Que disaient les gens avec qui vous viviez habituellement par rapport à votre attitude quant à la santé ? Disaient-ils que vous ne faisiez pas assez attention à votre santé ? (votre femme ? votre (vos) fils ? fille(s) ? Voisins ? Compagnons de travail ou des moments de détente ?) Vous preniez suffisamment de moments de repos ? Combien et comment ?
- Y a-t-il eu des moments dans votre vie où vous avez eu l'impression de perdre des forces ? De décliner ? De ne plus être tout à fait comme avant ? Quand ? Comment ça c'est passé ? Comment vous en êtes-vous sorti ?